Montréal mardi 13 mars 2007 Le plus grand quotidien français d'Amérique 123e année N° 141 56 pages, 5 cahiers 70 ¢ taxes en sus – Édition provinciale 80 ¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE

PRÊTS POUR LE COMBAT?

ÉLECTIONS 2007 LE DÉBAT DES CHEFS

On a rarement vu une lutte électorale aussi serrée. La performance des trois leaders ce soir risque de peser lourd dans la balance le 26 mars. À quoi doit-on s'attendre? Notre groupe d'experts prodigue ses conseils aux leaders. **À lire en page A3.**

TROIS CHEFS. DEUX HEURES. UN BUT : GAGNER VOTRE VOTE.

PHOTO DAVID BOILY, *LA PRESSE*©

ANDRÉ BOISCLAIR
REBONDIR ET RESSUSCITER

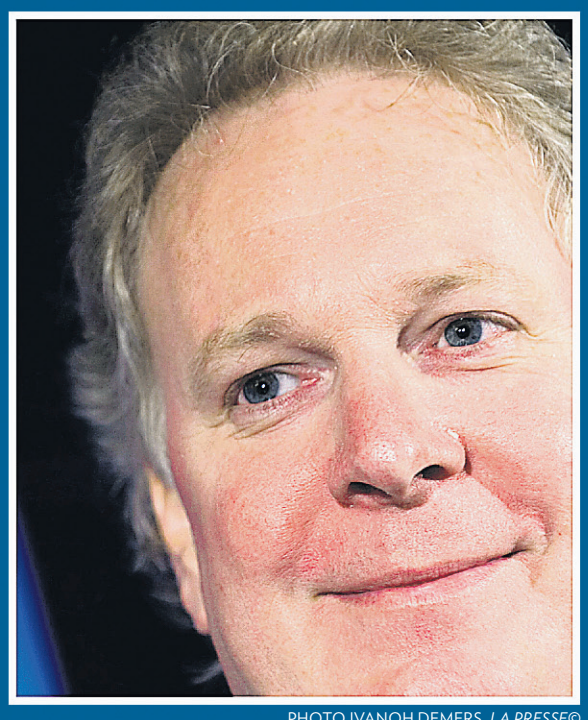


PHOTO IVANOH DEMERS, *LA PRESSE*©

JEAN CHAREST
DÉGAGER L'IMAGE D'UN CHEF RÉALISTE

PHOTO MATHIEU BELANGER, REUTERS

MARIO DUMONT
SE MONTRER CRÉDIBLE

LE MATCH D'UNE VIE
UN TEXTE DE DENIS LESSARD
PAGE **A2**

Points forts, points mous
LA CHRONIQUE DE VINCENT MARISSAL
PAGE **A5**

SUIVEZ EN DIRECT LE DÉBAT AVEC NOS EXPERTS SUR **CYBERPRESSE.CA**

À L'EAU!

« Mon eau est contaminée au plomb. Ou peut-être pas. Ou presque pas. À lire la lettre laissée par la Ville de Montréal à notre porte, rien n'est clair. »

LA CHRONIQUE DE MARIE-CLAUDE LORTIE
ACTUEL PAGE **1**

HIGHLANDER ET *LAURA L'IMMORTELLE*

DE TROUBLANTES RESSEMBLANCES

ARTS ET SPECTACLES
PAGE **1**

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Pour Charest, l'enfer, c'est le Paradis.

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

L-V 6 21924 98765 1

Nortel Quatre ex-dirigeants accusés de fraude

PHOTO CHRIS WATTIE/PRESSE CANADIENNE (ARCHIVES)

L'ex-président de Nortel, Frank Dunn (sur notre photo, en 2003), et des adjoints sont accusés de fraude comptable. Dans une annonce simultanée hier, les commissions des valeurs mobilières des États-Unis et de l'Ontario ont porté des accusations qui pourraient mener à des amendes de plusieurs millions de dollars. Au coeur des accusations: des présumées manipulations comptables orchestrées au plus haut niveau chez Nortel, entre 2000 et 2004.
Nos informations en page 1 de *La Presse Affaires*.

Après la carte à puce, le bras à puce

Un bar de Rotterdam permet de régler avec une puce-débit sous-cutanée

MARC THIBODEAU

ROTTERDAM — Une fois passé la porte en forme de ballon de plage, on trouve au Baja Beach Club des planches de surf, des palmiers artificiels, des serveuses en bikini, des barmans adeptes de bodybuilding et... des puces.

Elles ne se cachent pas dans le sable de cette grande discothèque d'inspiration tropicale de Rotterdam, aux Pays-Bas, mais plutôt dans le bras de certains habitués qui ont choisi de se faire implanter un discret dispositif de la taille d'un grain de riz utilisant la technologie d'identification par radiofréquence RFID.

›Voir **BAR** en page **A21**

ROUTE 117

La barricade est levée

ARIANE LACOURSIÈRE
ET ÉMILIE CÔTÉ

Plus d'une cinquantaine de manifestants autochtones ont bloqué pendant plusieurs heures la route 117, hier, dans la réserve faunique La Vérendrye. Armés et masqués, les protestataires ont érigé un barrage pour réclamer de meilleures conditions de vie et le droit de récolter du bois mort dans les forêts du Québec.

Hier soir, des discussions entre les autochtones et le gouvernement ont permis la réouverture partielle du seul lien routier entre les Laurentides et l'Abitibi-Témiscamingue. Vers 21 h, les autochtones ont entrepris le démantèlement de la barricade, dressée à 70 km au nord de Grand-Remous.

›Voir **ROUTE** en page **A11**

MULCAIR
COURTISÉ PAR LE NPD
PAGE **A10**

3469625

...ainsi nous habiterons nos saisons.

PHASE 2 : LOCATION EN COURS! OCCUPATION JUILLET 2008

OUVERTURE 1ER JUILLET 2007

PHASE 1 : 3 1/2 ET 4 1/2 LOUÉS À 100 %

Visite virtuelle au www.boisenotredame.com

Le Boisé Notre-Dame : vous serez bien chez vous.

Un milieu de vie chaleureux et stimulant…
Voilà ce que vous offre **Le Boisé Notre-Dame**, un endroit privilégié pour les personnes retraitées qui désirent profiter pleinement de chaque instant dans la sérénité et le plaisir, en toute sécurité. Avec son personnel hautement qualifié ainsi que ses logements spacieux et fonctionnels, votre résidence vous donne accès à une multitude de services et vous offre le meilleur de tous les mondes, en toute saison.

Bureau de location
3100, boul. Notre-Dame, bureau 107, Laval (Québec) H7V 4C1
T 450 681 3055 F 450 978 3077 leboise3050@bellnet.ca

UN CONFORT TRÈS ACCESSIBLE à partir de 1 250 $/mois*
* Prix incluant le crédit d'impôt pour le maintien à domicile.

Boisé Notre-Dame

FIDUCIE IMMOBILIÈRE JOYAL

ÉLECTIONS 2007 ⚜ LE DÉBAT DES CHEFS

PHOTO JACQUES BOISSINOT, PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre Jean Charest a fait sourire les journalistes, hier, dans une friperie de Cap-Rouge, en faisant mine de choisir une cravate pour le débat.

Le match de leur vie

Les trois chefs jouent leur avenir politique ce soir

DU BUREAU DE QUÉBEC
DENIS LESSARD

C'est le match de leur vie que disputeront ce soir les chefs des trois principaux partis politiques. Jean Charest, André Boisclair et même Mario Dumont risquent de jouer leur avenir avec le débat des chefs, un affrontement télévisé qui, inévitablement, pèsera lourd sur le choix des électeurs le 26 mars.

Des centaines de milliers de Québécois auront un contact « sans filtre » avec les leaders et leur programme. Les téléspectateurs ne suivront pas nécessairement la totalité des deux heures d'échanges, diffusés du Parlementaire, le restaurant du parlement. Mais au cours des dernières années, à Québec comme à Ottawa, le débat télévisé a souvent été un tournant des campagnes électorales.

Déjà les attentes sont élevées pour Jean Charest comme pour Mario Dumont, pour des raisons très différentes. Depuis plusieurs jours, illustrant la remontée de l'ADQ dans les sondages, la campagne électorale semble avoir tourné au duel entre ces deux chefs. La pression est d'autant réduite pour André Boisclair, mais sa visibilité risque de l'être aussi.

Jean Charest, qui bénéficiait du lourd avantage de pouvoir choisir le moment du déclenchement des élections, pourrait-il se contenter de ramener aux libéraux un mandat minoritaire? Sous haute surveillance au sein de son propre parti, André Boisclair peut-il se contenter d'un parcours sans erreur, alors que le pouvoir semble s'éloigner jour après jour? Quant à Mario Dumont, qui semble avoir le vent dans les voiles, quel effet aurait sur lui une nouvelle descente aux enfers qui aurait un air de déjà vu : une reprise de l'euphorie suivie d'une campagne catastrophique en 2003?

Le chef libéral en sera à son troisième combat télévisé sur la scène provinciale. Mais ce débatteur redoutable sera pour la première fois sur la défensive. Jusqu'ici il n'avait eu qu'à attaquer les premiers ministres Lucien Bouchard ou Bernard Landry; cette fois, ce sera à lui d'expliquer les listes d'attente dans le réseau de la santé, ou l'absence des baisses d'impôts promises en 2003.

Jusqu'ici, Jean Charest n'avait eu qu'à attaquer les premiers ministres Lucien Bouchard ou Bernard Landry; cette fois, ce sera à lui d'expliquer les listes d'attente dans le réseau de la santé, ou l'absence des baisses d'impôts promises en 2003.

« Je m'attends à être le menu. Ça va être rude pour moi. De toute évidence. Je ne me fais aucune illusion sur qui sera attaqué avec le plus de virulence », a reconnu Jean Charest qui prévoit être « la cible » ce soir.

Les conseillers d'André Boisclair soulignent pour leur part son sens de la discipline dans la préparation du duel. Depuis plusieurs jours, il potasse un volumineux cahier à anneaux où les recherchistes péquistes ont rassemblé l'incontournable de chaque dossier, les positions du PQ et les répliques à servir à l'adversaire. Selon Mme Perron, chef de cabinet d'André Boisclair, le leader péquiste ne risque pas de rester dans l'ombre d'un duel Charest-Dumont en dépit des derniers jours de la campagne électorale.

Son objectif, indique-t-on dans les coulisses : couper court à la perception qu'il n'est pas le meilleur des trois chefs pour diriger le Québec. Cette lecture est largement répandue dans les sondages : M. Boisclair arrive désormais loin derrière Jean Charest et Mario Dumont quand on demande qui est le plus « premier ministrable » des chefs.

Dans une entrevue à la radio de Radio-Canada hier midi, M. Boisclair soulignait qu'il avait clairement à portée de tir le bilan des libéraux et l'absence d'équipe de Mario Dumont pour marquer des points.

« Je me prépare modestement, j'aime aller dans le détail des dossiers, j'aime avoir les réponses aux questions. Je prépare les éléments de mise en vente de notre programme, ce sera pour moi, je l'espère, l'occasion de parler de notre plateforme électorale », a affirmé M. Boisclair.

Selon André Lauzon, responsable du débat pour l'ADQ, quoi qu'en dise Jean Charest, c'est Mario Dumont qui sera sur la sellette ce soir. « Parce qu'on regarde les sondages. Et l'ADQ qui monte, c'est un parti qui dérange les deux autres, qui casse leur party. » Aussi Mario Dumont s'attendait à ce que ses rivaux sortent « la bombe atomique » ce soir.

Pas question pour autant de gaver le chef adéquiste : en prévision du débat, « se bourrer raide en information cela ne sert à rien, c'est comme attendre la veille de l'examen pour étudier », souligne le stratège.

Pas de simulations pour aiguillonner le débatteur de l'ADQ. Avec ses conseillers il a repassé son programme, préparé des répliques pour toutes sortes d'attaques. M. Dumont aura eu un entraînement à la dure, il y a quelques jours : à l'émission *Tout le monde en parle*, on lui a présenté, en vain, un tableau où il devait chiffrer ses engagements.

Avec la collaboration de Malorie Beauchemin, Tommy Chouinard et Hugo De Grandpré

DÉBAT DES CHEFS
À votre avis, qui va gagner le débat ? Répondez sur www.cyberpresse.ca

Le débat peut changer le portrait

FRANÇOIS BERGER

Un débat télévisé comme celui de ce soir entre les chefs des principaux partis politiques peut influencer fortement l'humeur des électeurs et faire sursauter joliment l'aiguille des intentions de vote, comme l'ont montré les sondages menés avant et après les débats des chefs en 1998 et 2003.

Ce spectacle électoral, diffusé deux semaines avant le scrutin, est très prisé. Un électeur québécois sur trois écoute le débat des chefs, qui a attiré plus de deux millions de téléspectateurs à chacune des trois dernières campagnes électorales québécoises.

Le débat des chefs du 31 mars 2003 avait eu pour conséquence un renversement des intentions de vote en faveur du Parti libéral de Jean Charest. Dans un sondage mené tout juste après le débat, les libéraux avaient gagné sept points de pourcentage par rapport à leur score d'avant-débat. Le Parti québécois de Bernard Landry en avait perdu neuf, tandis que l'Action démocratique de Mario Dumont était restée à peu près au même point.

Le jour des élections, le 14 avril 2003, le vote a confirmé le changement intervenu dans l'électorat le soir du débat.

En 1998, les libéraux de Jean Charest et les péquistes de Lucien Bouchard étaient sortis esquintés du débat des chefs tenu le 17 novembre, tandis que les adéquistes de Mario Dumont avaient vu doubler leurs appuis en recueillant 13 % des intentions de vote dans les jours suivants. Le scrutin du 30 novembre 1998 devait confirmer cette montée soudaine de l'ADQ.

Le débat des chefs du 29 août 1994, opposant le libéral Daniel Johnson au péquiste Jacques Parizeau, n'avait pas provoqué de remous dans l'opinion publique, qui était restée la même après comme avant l'événement télévisé. Le chef de l'ADQ, parti créé seulement quelques mois auparavant, n'avait pas été invité au débat.

Les Québécois ont renoué avec les débats des chefs dans les années 90, plus de 30 ans après la tenue d'un débat télévisé, en 1962, entre Jean Lesage, leader du Parti libéral, et Daniel Johnson père, chef de l'Union nationale. Ce débat, dit-on, avait été déterminant dans la victoire des libéraux.

L'EFFET DU DÉBAT DES CHEFS

	INTENTIONS DE VOTE						VOTE AUX ÉLECTIONS		
	Avant le débat			Après le débat					
	PLQ	PQ	ADQ	PLQ	PQ	ADQ	PLQ	PQ	ADQ
1998	44%	48%	6%	39%	46%	13%	44%	43%	12%
				-5%	-2%	+7%			
2003	39%	42%	18%	46%	33%	17%	46%	33%	18%
				+7%	-9%	-1%			

Sources: Sondages CROP, Directeur général des élections du Québec

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPORTS 8
Astrologie du jour	ACTUEL 5
Bourses	AFFAIRES 9 à 11
Décès	ACTUEL 6
Forum	A 22 et 23
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 17 et SPORTS 6
Monde	A 19 et 20
Petites annonces	ACTUEL 4 et AFFAIRES 4
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo
Nuageux avec averses cessant en matinée, maximum 7, minimum 2. ARTS 6

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2007 ⚜ LE DÉBAT DES CHEFS

LES CONSEILS DE NOS EXPERTS AUX LEADERS

Propos recueillis par
TRISTAN PÉLOQUIN
ET SÉBASTIEN RODRIGUE

PHOTO REUTERS

JEAN CHAREST

PHOTO PC

ANDRÉ BOISCLAIR

PHOTO BRAULT BERNARD, LA PRESSE©

MARIO DUMONT

SELON JEAN-HERMAN GUAY

PHOTO LA TRIBUNE

Politologue à l'Université de Sherbrooke.
Il a été président de la Commission politique du Bloc québécois.

BILAN
› Campagne sans rythme et sans cohésion. Il n'a pas anticipé la montée de l'ADQ.

DOIT
› Dégager l'image d'un chef réaliste et pragmatique. Les gens doivent se dire : il est le mieux placé pour continuer le travail.

NE DOIT PAS
› Tenter de laisser croire que tout est parfait.
› Apparaître comme un chef arrogant.
› Nier les problèmes.

ATTENTION
› Jean Charest peut paraître un homme agressif. Il doit être agressif sur certains thèmes, comme la souveraineté et les promesses non chiffrées de Mario Dumont, mais se montrer plus posé sur les autres enjeux.

BILAN
› Excellente campagne. Il a beaucoup misé sur la forme et le marketing politique. Il faudra maintenant mettre l'accent sur le fond.

DOIT
› Rebondir et ressusciter.
› Apparaître comme le souverainiste qu'il est, mais pas comme un indépendantiste suicidaire.
› Dégager une attitude de premier ministre

NE DOIT PAS
› Apparaître comme un homme hautain. Son langage et sa posture ont tendance à donner l'impression qu'il est au-dessus de ses affaires.
› Montrer qu'il est l'otage de son parti.

ATTENTION
› André Boisclair ne doit pas parler au «je». Il doit miser sur son équipe, qui a une grande expérience sur le terrain et à l'Assemblée nationale.

BILAN
›Campagne très difficile. L'homme n'a cependant pas dit son dernier mot.

DOIT
› Discuter avec un responsable de sa plateforme pour avoir quelques chiffres en tête.
› Montrer qu'il est rassembleur et que son parti est ouvert.
› Montrer qu'il a la stature d'un premier ministre.

NE DOIT PAS
› Répéter son erreur grossière de 2003 en laissant paraître l'ADQ comme un parti très à droite.
› Revenir sur les accommodements raisonnables.
› Aller chercher des appuis en périphérie de Montréal en parlant des thèmes de la famille et de la classe moyenne.

ATTENTION
› Mario Dumont ne peut pas se permettre d'avoir l'air évasif. Les Québécois n'aiment pas trop les leaders qui s'accrochent aux idéologies.

SELON ANTONIA MAIONI

PHOTO LA PRESSE

Politologue. Directrice du Centre d'études canadiennes de l'Université McGill.

BILAN
› Prudent et conservateur. Il manque de passion.

DOIT
› Défendre son bilan sans aborder les éléments controversés de son mandat.
› Laisser planer le doute sur les capacités et les programmes de ses adversaires.
› Montrer plus de passion.

NE DOIT PAS
› Être agressif
› Faire des attaques personnelles
› Éviter la question de la partition

ATTENTION
› Rester humble, ce qui n'est pas facile pour le chef libéral.

BILAN
› Pas mal, compte tenu des circonstances. On s'attendait à pire. Il n'arrive pas à rejoindre les électeurs.

DOIT
› Cibler l'impopularité du gouvernement Charest et ses réalisations impopulaires.
› Rendre les propos de Mario Dumont irréalistes
› Rallier sa base et rapatrier les partisans de Québec solidaire.

NE DOIT PAS
› Être trop émotif
› Être hautain

ATTENTION
› Il n'est pas assez « populiste ». Il doit se montrer plus engageant envers les électeurs.

BILAN
› Campagne accrocheuse et populiste. Il développe des solutions simples à des problèmes complexes. Son programme est toutefois incomplet et trop simple.

DOIT
› Répondre aux lacunes de sa campagne
› Se montrer crédible
› Rappeler ses capacités de chef

NE DOIT PAS
› Répéter les généralités de sa campagne.
› Persister à vouloir dévoiler plus tard le coût de ses engagements.

ATTENTION
› Il doit expliquer sa position autonomiste.

SELON PIERRE LÉONARD

PHOTO LA PRESSE

Président de la Société des designers graphiques du Québec et consultant en image de marque.

BILAN
› Il a beaucoup de squelettes dans son placard. Il n'a pas bâti de capital de sympathie. Il compte sur les faiblesses de ses adversaires

DOIT
› S'élever au-dessus de la mêlée
› Parler avec sérénité et adopter le ton d'un chef d'État

NE DOIT PAS
› Être arrogant

ATTENTION
› L'arrogance, c'est bien quand on est un aspirant, pas quand on est le premier ministre

BILAN
› Son approche de bon élève studieux commence à lui servir. Les gens commencent à s'habituer à son style. Il demeure hésitant et fragile. Il manque d'aplomb pour un futur chef de gouvernement.

DOIT
› Être authentique
› Être tranchant, net, plus direct
› Se détendre
› Éviter sa gestuelle saccadée

NE DOIT PAS
› Perdre son sang-froid
› Être émotif

ATTENTION
› Aux longues envolées oratoires.

BILAN
› Efficace et habile. Il a le sens de la répartie. Il est méthodique. Il est le meilleur chef, mais le chef de quoi? Le spectre de l'effondrement le guette.

DOIT
› Être offensif
› Éviter la démagogie et les raisonnements à cinq sous.

NE DOIT PAS
› Se tromper dans ses chiffres.

ATTENTION
› Le personnage de « M. Gros bon sens », c'est à la limite du tolérable.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, PRESSE CANADIENNE

Des ouvriers s'affairaient hier à transformer le restaurant du parlement en plateau de télévision. Jean Charest, André Boisclair et Mario Dumont s'y s'affronteront ce soir pendant deux heures dans un débat animé par le journaliste Jacques Moisan.

Les chefs à la télé, à la radio et sur le Web

Le débat des chefs sera largement diffusé ce soir à la télévision et à la radio. Il sera aussi possible de suivre l'affrontement sur Internet. Télé-Québec, TVA, Radio-Canada, LCN, RDI, TV5 et CPAC diffusent tous le débat. À la radio, la Première chaîne de Radio-Canada et le 98,5 FM délaissent aussi leur programmation régulière pour l'occasion. Les internautes pourront quant à eux se brancher sur les sites de Radio-Canada, TVA et Télé-Québec pour suivre l'affrontement. Le débat débute à 20 h et se termine à 22 h.

CE SOIR SUR CYBERPRESSE

Suivez le débat des chefs en direct sur Cyberpresse:

› Les commentaires de Michel C. Auger à compter de 20 h.
› Un premier texte à 21 h.
› Une première synthèse dès la fin du débat, une autre en fin de soirée.
› Les commentaires de Vincent Marissal et d'Yves Boisvert.
› Les meilleures citations des chefs.
› Trois textes à la suite des points de presse des chefs après le débat.

DEMAIN DANS *LA PRESSE*

Ne manquez pas demain, dans nos pages, le compte rendu complet du débat des chefs. Nos observateurs livreront leurs commentaires et feront l'évaluation de la performance de chacun des leaders. Vous y retrouverez également un sondage CROP, l'éditorial d'André Pratte et la chronique d'Alain Dubuc.

ÉLECTIONS 2007 ⚜ LE DÉBAT DES CHEFS

Inutile de leur faire un dessin, les chefs des trois grands partis ont bien saisi l'importance du débat de ce soir. Ils ne réagissent toutefois pas de la même manière devant le défi à relever, ont constaté nos journalistes qui les suivent depuis le début de la campagne. Leurs observations.

Le *Calepin d'espoir* d'André Boisclair

TOMMY CHOUINARD

PHOTO MATHIEU BELANGER, REUTERS

André Boisclair se prépare à tout. Aux questions sur son programme référendaire, bien sûr, mais aussi aux attaques que pourraient lancer MM. Charest et Dumont au sujet de sa consommation passée de cocaïne.

QUÉBEC — À l'approche du débat des chefs, André Boisclair a décidé de plonger dans un livre qui pourrait l'inspirer. Le titre du bouquin lui semble même prédestiné : *Calepin d'espoir*.

Car de l'espoir, c'est ce dont le chef péquiste a besoin pour affronter ce soir deux politiciens qui, contrairement à lui, ont déjà pris part à un – et même à plusieurs – débat des chefs.

Le bouquin de 135 pages raconte l'histoire vraie d'Émilien Dufresne, un Gaspésien qui, à 18 ans, a participé au fameux jour J, le débarquement de Normandie du 6 juin 1944. Le récit illustre comment M. Dufresne, à force de courage, est parvenu à traverser une foule d'épreuves.

André Boisclair espère sûrement sortir avec autant de brio de son propre jour J, le débat de ce soir. C'est l'occasion ultime pour le chef péquiste de renverser la tendance démontrée dans les sondages.

Pour y parvenir, il a réuni sa garde rapprochée dans un hôtel de Québec depuis dimanche après-midi. Une équipe de recherche, sous la direction de Daniel Audet et de Sylvie Charbonneau, a préparé des dossiers étoffés sur les thèmes du débat.

Le plus important aux yeux des stratèges du PQ, c'est qu'André Boisclair démontre ce soir « une excellente maîtrise des dossiers ». Le chef péquiste doit prouver qu'il est apte à devenir premier ministre, ce dont les Québécois sont peu convaincus d'après les sondages.

André Boisclair est conseillé par six personnes : sa directrice de cabinet, Line-Sylvie Perron, l'avocat Éric Bédard, son conseiller économique Bernard Lauzon, le chef de cabinet de Diane Lemieux, Stéphane Dolbec, le directeur de la campagne du PQ, Louis-Philippe Bourgeois et Daniel Audet.

Au cours des derniers jours, le chef péquiste a passé un coup de fil à Jacques Parizeau et à Bernard Landry pour obtenir leurs conseils. Rappelons qu'en 2003, Jean Charest avait déstabilisé Bernard Landry en brandissant une citation de Jacques Parizeau trouvée sur Internet quelques heures avant le débat.

André Boisclair se prépare à tout. Aux questions sur son programme référendaire, bien sûr, mais aussi aux attaques que pourraient lancer MM. Charest et Dumont au sujet de sa consommation passée de cocaïne. « On assume que toute question peut être abordée durant le débat », affirme Louis-Philippe Bourgeois.

L'un des défis du chef péquiste sera d'utiliser un langage clair et de se présenter sous un jour sympathique, ce qu'il a peu fait depuis le début de la campagne.

André Boisclair et son équipe ont peaufiné les « lignes d'attaque ». Le député rebelle Pierre Paradis vient de leur donner des munitions avec sa remarque assassine sur le bilan de son propre gouvernement en santé. Le chef péquiste devrait également remettre en question ce soir la crédibilité de Mario Dumont, qui n'a toujours pas présenté de cadre financier et dont deux candidats ont été destitués.

Dumont s'attend à recevoir les coups

MALORIE BEAUCHEMIN

QUÉBEC — Avec les derniers sondages très positifs pour l'ADQ, Mario Dumont s'attend à être la cible principale du débat télévisé qui l'opposera ce soir à André Boisclair et Jean Charest.

« On n'est pas naïfs, avec ce qu'on a vu comme genre d'attaques ces derniers jours. Avec les chiffres de la fin de semaine, il faut s'attendre à ce que le débat soit intéressant et animé, et en partie sur notre dos, a déclaré le chef de l'ADQ. Ça fait partie des choses normales. On se prépare en conséquence. »

Le dernier sondage CROP-*La Presse* place M. Dumont juste derrière les péquistes, et même devant les libéraux chez les francophones.

Plus tôt dans la semaine, un stratège adéquiste avait confié aux journalistes s'attendre à des « bombes atomiques » de la part des adversaires, et prévoir « un abri nucléaire » pour Mario Dumont. Contrairement aux débats de 1998 et 2003, la présence et l'importance du « troisième parti » sont devenues cette année incontournables.

Au moment d'entamer le débat des chefs aux dernières élections, l'ADQ ne représentait déjà plus une menace, après une chute vertigineuse dans les sondages. Le chef avait alors paru figé, selon certains analystes. Aujourd'hui, M. Dumont affirme avoir complètement changé sa préparation en prévision de cette joute oratoire cruciale pour l'issue de la campagne électorale.

« En 2003, il y avait beaucoup de savants autour de moi qui savaient ce que je devais faire pour le débat. Cette fois-ci, il y a juste un boss, et c'est moi ! » a tranché le chef adéquiste.

Selon lui, le débat servira aussi à conforter certains nouveaux adhérents aux idées de l'ADQ. « Dans le débat, il y a un volet confrontation, mais aussi un temps d'antenne extraordinaire de pédagogie. Les gens vont entendre nos propositions, nos explications claires, solides », dit-il.

Plus de 48 heures auront été consacrées à la révision des idées fortes du programme, à la préparation d'attaques et de critiques envers ses adversaires, mais surtout, de réponses assassines aux questions pièges, même si M. Dumont prétend « entrer dans le débat avec une certaine sérénité… le sentiment du devoir accompli ».

Parler de santé sans ennuyer

HUGO DE GRANDPRÉ

Convaincre sans ennuyer. Pas une tâche facile pour un parti qui a mis le cap sur la santé. Si les colonnes de chiffres et de statistiques n'ont pu percer le filtre médiatique jusqu'ici, il y a fort à parier que les téléspectateurs bâilleront d'ennui si le chef libéral leur fait le coup de la dissertation théorique sur le « réseau ».

Aux prises avec une campagne qui peine à décoller et dans laquelle la « petite politique » a volé la vedette au contenu et au fond, Jean Charest envisage le débat de ce soir comme un moyen de parler directement aux électeurs. Saura-t-il toutefois les convaincre, avec une plateforme qui mise sur la « continuité », mais sans grandes nouvelles idées?

Le plan de match libéral s'appuie largement sur une présentation fardée du bilan des quatre dernières années. Un bilan que Mario Dumont et André Boisclair prendront un malin plaisir à attaquer. « Je m'attends à être le menu », a récemment confié Jean Charest aux journalistes qui le suivent depuis le début de la campagne.

La clé sera de savoir doser entre la défensive et l'attaque, le contenu et la légèreté, la dignité du premier ministre et l'opiniâtreté du bagarreur de campagne.

Officiellement, donc, M. Charest veut faire porter le débat sur les priorités, le leadership et l'équipe. Si le passé est garant de l'avenir, toutefois, il y a fort à parier qu'il se laissera emmener sans trop rechigner sur le terrain hautement plus accrocheur des bourdes des candidats adéquistes, déclarations controversées de Robin Philpot et autres risques de la souveraineté.

« Mon premier objectif est de parler de ce que je propose, a-t-il expliqué dimanche. On aura l'occasion d'échanger sur ce que l'un propose et l'autre propose et de répliquer aux attaques de l'un et de l'autre… » Reste à voir qui ouvrira la porte le premier.

L'ÉVÉNEMENT
LE GRAND VIRAGE BLEU
HYUNDAI
0 %
FINANCEMENT À L'ACHAT sur modèles sélectionnés.

ÊTES-VOUS PRÊTS POUR LE GRAND VIRAGE ?

HYUNDAI Va de l'avant

(MODÈLE ACCENT GS 3 PORTES MONTRÉ)

L'ACCENT GS 2007
Transmission manuelle

LOCATION À PARTIR DE 149 $ par mois/60 mois
PDSF : 13 495 $

COMPTANT	MENSUALITÉ
0 $	165 $/60 mois
960 $	149 $/60 mois

GARANTIE 5 ANS
5 ans / 100 000 km
Garantie globale limitée†
Garantie complète de Hyundai sans franchise.

TAPIS PROTECTEURS ET PLEIN DE CARBURANT INCLUS POUR TOUS LES VÉHICULES HYUNDAI.

Toutes les marques de commerce sont la propriété de Hyundai Auto Canada Corp.

PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLÔMÉS

hyundaicanada.com

3468978A

PDSF du modèle annoncé de l'ACCENT GS 2007 de 13 495 $. Frais de livraison et de destination (1 345 $), d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement et toutes taxes applicables en sus du PDSF. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. Offre de location sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai pour le véhicule neuf ACCENT GS 2007, taux d'intérêt annuel de financement à la location de 1,01 % pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Mensualités de 149 $/165 $ pour l'ACCENT GS 2007 avec comptant de 960 $/0 $. Obligation totale à la location de 9 900 $/9 900 $. Frais de livraison et de destination (1 345 $) et frais d'acquisition de location (350 $) en sus de l'offre de location. Dépôt de sécurité de 0 $ pour tous les modèles. Taxes applicables, frais d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec), d'assurance et d'immatriculation en sus des offres de location. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. Taux annuel de financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai de 0 % jusqu'à 36 mois pour tous les modèles neufs ACCENT GS 2007. Exemple de financement : 15 000 $ à un taux annuel de 0 % équivaut à des mensualités de 416,67 $/312,50 $/250,00 $/208,33 $ pour 36/48/60/72 mois. Coût de prêt de 0,00 $ pour une obligation totale de 15 000 $. †La garantie globale de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous des conditions normales d'utilisation et d'entretien. Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp., et sont utilisés sous licence. Toutes les offres sont en vigueur jusqu'au 31 mars 2007 et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voir le concessionnaire pour les détails.

3468978A

VINCENT MARISSAL

Points forts, points mous

On appelle l'exercice « débat des chefs », mais il arrive souvent que le personnage principal de ces soirées sous haute tension ne soit pas, justement, un des chefs en présence.

Dans les grands classiques du genre, tout le monde se souvient du duel Mulroney-Turner, en 1984, quand l'ombre de Pierre Elliott Trudeau était venu assommer son successeur.

Autre exemple, au Québec il y a quatre ans, Jacques Parizeau, qui n'était plus en politique active depuis 1995, s'était imposé au débat comme invité-surprise à cause d'une déclaration controversée. Cela avait permis à Jean Charest de déstabiliser fortement Bernard Landry.

Cette fois, l'invité ne sera pas une surprise et il risque d'embêter Jean Charest. Il s'agit de Pierre Paradis, bien sûr, qui a largué une petite bombe dimanche en disant que le bilan de son gouvernement en santé n'était pas aussi rose que ne le dit le chef libéral. Quand les coups viennent de la famille, c'est bien connu, ils font plus mal. Une autre preuve qu'en politique, il faut toujours garder ses amis près de soi et ses ennemis… encore plus près.

Cela dit, Jean Charest a l'avantage de pouvoir voir venir les coups, ceux de Pierre Paradis et ceux de MM. Dumont et Boisclair. Il a eu le temps de préparer ses réponses après avoir fait campagne essentiellement sur la santé au cours des 20 derniers jours. Il lui faudra toutefois se montrer convaincant, et tenace, parce que les attaques vont fuser. M. Charest a entre les mains certaines données du secteur de la santé démontrant des améliorations, mais il se bat contre la perception largement répandue et corroborée par plusieurs acteurs du milieu que les choses ne vont pas mieux en santé.

Gros contrat pour le chef libéral, qui a intérêt à préparer quelques lignes de contre-attaque.

Le débat des chefs, excusez le cliché, est toujours un moment clé d'une campagne électorale. Celui-ci encore plus que les autres parce que la lutte est extrêmement serrée et parce que la campagne est beaucoup axée sur la personnalité des chefs.

Ajoutez à cela que les trois bonhommes ne s'aiment pas du tout, et ça, ce n'est pas un cliché. La dernière fois que les trois chefs se sont retrouvés dans la même pièce (trop petite pièce, apparemment), vendredi dernier avant les funérailles de l'agent Tessier à Laval, l'atmosphère était tendue à la limite du malaise, raconte un témoin. À part les protocolaires poignées de main au début et à la fin de la soirée du débat, ne vous attendez donc pas à des débordements de politesse.

Mais au-delà des prévisibles accrochages sur la santé, sur les candidats problèmes ou sur les promesses brisées, les chefs se préparent toujours pour cette épreuve en fonction de d'objectifs à atteindre, de messages à passer.

Que devraient viser Jean Charest, André Boisclair et Mario Dumont ?

Et quelles sont leurs forces et leurs faiblesses ?

Jean Charest

Le chef libéral jouit de l'atout « premier-ministrable », c'est-à-dire qu'une majorité écrasante de la population le considère plus qualifié que ses deux adversaires pour occuper le poste. Cela peut jouer en sa faveur, tant qu'il reste au-dessus de la mêlée et qu'il donne l'impression d'être en parfait contrôle. Autrement dit, ne pas se laisser tabasser par ses deux adversaires, se sortir du coin et contre-attaquer. Surtout, ne pas perdre trop de temps à faire du « shadow-boxing » contre Pierre Paradis et insister sur les réussites de son gouvernement.

* Point fort : l'expérience. Deux débats au fédéral (un en anglais, l'autre en français) et deux autres au Québec, Jean Charest est un habitué du ring.

* Point mou : un bilan mitigé, surtout en santé et pour les baisses d'impôts, ses deux principales promesses de 2003. Il doit aussi retrouver une fougue qui lui a fait défaut à ce jour dans cette campagne.

André Boisclair

Le premier objectif d'André Boisclair est de rejoindre sa base électorale, soit les 40-45 % de Québécois qui se disent prêts à voter OUI à un éventuel référendum.

En 2003, le Parti québécois n'a recueilli que 33 % du vote, un plancher historique. André Boisclair doit convaincre les souverainistes et les nationalistes mous de tourner le dos à l'ADQ et de revenir au PQ. Tout ça sans se faire coincer (ou se peinturer lui-même) dans le coin de la stratégie référendaire.

Le débat des chefs, excusez le cliché, est toujours un moment clé d'une campagne électorale. Celui-ci encore plus que les autres parce que la lutte est extrêmement serrée.

M. Boisclair doit à la fois se montrer rassurant sur la démarche référendaire et crédible comme solution de rechange au poste de premier ministre.

Et en dégageant une image sympathique, empathique, passionnée, bref, l'envers de ce qu'on lui reproche : d'être froid, distant et de parler, parler, parler…

* Point fort : André Boisclair est sous-estimé par ses adversaires, qui l'ont écarté un peu vite du tableau principal. D'autant qu'il s'en est bien sorti à ce jour dans les grands rendez-vous télévisuels.

* Point mou : le chef du PQ est inexpérimenté en débat des chefs (c'est son premier).

Mario Dumont

La principale force de Mario Dumont depuis le début de cette campagne, c'est de dire aux gens (du moins, à une certaine partie de l'électorat) ce qu'ils veulent entendre sur les accommodements raisonnables, sur la santé, sur les commissions scolaires, sur les prisons, sur la date des élections, etc. Il n'a donc qu'à se concentrer à passer ses messages tout en tapant sur Jean Charest. Bref, c'est le bon gars qui parle des vraies affaires contre les vieux partis qui mentent à la population.

C'était le plan aussi en 2003, et ça n'avait pas très bien marché. Vrai, mais Mario Dumont était déjà « mort » au moment du débat en 2003, ce qui n'est pas le cas, pas du tout, cette fois.

MM. Charest et Boisclair vont taper fort sur l'« irresponsabilité » et sur le manque de crédibilité du programme adéquiste. Et sur les candidats problèmes de Mario Dumont.

* Point fort : le luxe de pouvoir taper sur ses deux adversaires sans avoir de bilan à défendre, et ce, avec une aisance naturelle dans l'art du clip.

* Point mou : un programme non chiffré et une équipe inconnue. M. Dumont devra aussi vaincre son stress (ou le contrôler), lui qui a « sous-performé » en 1998 et 2003.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

Crise de confiance envers les politiciens

Les politiciens sont loin d'inspirer confiance, selon la dernière enquête de l'Indice relatif du bonheur. À peine 0,6 % des répondants disent faire confiance aux élus. Les avocats obtiennent le meilleur score avec 19 %. Les journalistes (18 %) suivent avec les dirigeants d'entreprise (12 %) et de syndicats (4 %). Cette enquête a été menée auprès de 826 répondants sondés entre le 28 janvier et le 28 février. Sa marge d'erreur est de 3,6 points de pourcentage. — Sébastien Rodrigue

L'ADQ monopolise de plus en plus l'attention

La montée de l'Action démocratique dans les intentions de vote lui confère une attention grandissante dans les médias. La firme Influence communication a calculé que le parti de Mario Dumont a retenu presque 30 % de l'attention médiatique entre le 6 et le 12 mars. Cette compilation coïncide avec les déclarations controversées de l'ex-candidat Jean-François Plante. Durant la première semaine de la campagne, ce pourcentage était d'un peu moins de 20 %. Le Parti québécois et le Parti libéral attirent moins l'attention avec des scores respectifs de 33,6 % et de 24,6 %. Le PLQ a encaissé un recul d'environ 6 % depuis le début de la campagne, contre 4 % pour le PQ. — Sébastien Rodrigue

Série 3

xDrive MD Traction intégrale
TRACTION MAXIMALE | RENDEMENT MAXIMAL

BMW 328xi 2007 à partir de 549$* /mois pendant 36 mois
ÉQUIPÉE DE LA TRACTION INTÉGRALE
INCLUANT LE PROGRAMME D'ENTRETIEN

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
www.bmwcanbec.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16710, aut. Transcanadienne
Kirkland
514.695.6662
514.343.3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
www.bmwlaval.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
Brossard 450.445.4555
Montréal 514.875.4415
www.parkavenuebmw.com

Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
www.bmwsaintejulie.com

Les taux de location sont ceux offerts par Services financiers BMW sur approbation de crédit uniquement quant au modèle BMW 328xi 2007 en stock. Le PDSF pour le modèle BMW 328xi 2007 de base est de 43600$. *Pour une location de 36 mois comportant une mensualité de 549$, un montant de 6741$ est exigé à la signature du contrat de location (ce montant inclut le comptant initial, un dépôt de sécurité, la première mensualité, les frais de transport et de préparation, les frais d'administration du concessionnaire ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière). Le taux de location applicable est de 6,9 %. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 27032$. La mensualité varie selon le montant emprunté et le dépôt / la valeur de la reprise. Le kilométrage annuel alloué est de 20000 km; 0,15$ du kilomètre excédentaire. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Offre sujette à disponibilité. Le véhicule doit être livré au plus tard le 31 mars 2007. Photo à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2007 achetés au Canada d'un concessionnaire BMW autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80000 kilomètres, selon la première éventualité.

3456398A 3463691

Vous voulez vraiment rire ce soir ?

✗ Un monde bête, bête, bête > 20 h
✗ Rire et délire - Spécial 1 heure > 21 h 30
✗ La magie de Criss Angel > 21 h 30

tqs
Le mouton noir de la télé !

3469141A

SANTÉ

Le réseau toujours en difficulté

Le député libéral Pierre Paradis n'a pas tort en affirmant que le bilan des libéraux en matière de santé n'est pas aussi bon qu'ils le prétendent. C'est aussi l'impression qui circule dans le réseau de la santé.

PASCALE BRETON

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

L'attente aux urgences pose toujours problème dans les hôpitaux québécois. Hier, plusieurs personnes patientaient à l'hôpital Pierre-Boucher, à Longueuil.

Le Parti libéral du Québec avait mis la barre haut lors de la campagne électorale de 2003. « On va éliminer l'attente une fois pour toute », affirmait Jean Charest dans une publicité.

Quatre ans plus tard, il y a des progrès. Mais l'accessibilité reste un problème. Dans un récent sondage CROP mené pour *La Presse*, 82 % des répondants estiment d'ailleurs que l'accès au réseau est identique ou pire qu'il y a quatre ans.

« Effectivement, nous aurions aimé faire encore mieux », reconnaît le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, en entrevue à *La Presse*. « Mais nous avons accompli des progrès sans précédent parce que nous avons investi et que nous avons introduit de nouvelles façons de faire. Il faut continuer. »

Les urgences sont constamment sur la corde raide. La moindre éclosion de gastroentérite ou de grippe brise le fragile équilibre. Le personnel débordé est obligé de faire des heures supplémentaires.

À Montréal, la durée moyenne de séjour aux urgences a légèrement baissé l'an dernier pour remonter un peu cette année.

Dans l'ensemble du Québec, les patients qui passent plus de deux jours aux urgences sont moins nombreux. Les séjours de 48 heures sont passés de 6,2 % en 2002-2003 à 5,6 % aujourd'hui. Une petite baisse.

« Ça ne s'est pas amélioré, ça s'est détérioré », dénonce pourtant la présidente du Syndicat des infirmières, inhalothérapeutes et infirmières auxiliaires du Cœur-du-Québec (affilié CSQ), Claire Montour.

« Ce qu'on a soigné, ce sont des chiffres, des données. Personne n'a parlé du patient couché sur une civière. On gère des colonnes de chiffres », dit-elle.

Des progrès en chirurgie

Les listes d'attente sont légèrement moins longues. Les progrès sont surtout tangibles pour les chirurgies de la cataracte, de la hanche et du genou. Trois priorités du gouvernement Charest.

« Globalement, c'est sûr que ça s'est amélioré pour les chirurgies de la hanche ou du genou », reconnaît le Dr Pierre Lavallée, président de l'Association des médecins orthopédistes du Québec. Les hôpitaux ne sont plus limités par des quotas comme c'était le cas il y a quelques années.

À Montréal, le délai est passé de 12,5 à 5,8 mois pour une arthroplastie de la hanche ou du genou. Le temps d'attente pour une chirurgie de la cataracte a aussi diminué de moitié.

De façon générale, les listes d'attente sont loin d'être éliminées. Près de 30 000 Québécois attendent depuis plus de six mois leur tour de passer sous le bistouri.

« L'ensemble de l'argent et de l'énergie est mis à régler ce qui est mesurable, ce qui est en vitrine, parce que ça paraît mal. »

« Il y a des endroits où la situation s'est améliorée, comme en radio-oncologie, mais nous, en hémato-oncologie, on n'a pas vu de différence », explique le Dr Daniel Bélanger, président de l'Association des médecins hématologues et oncologues du Québec.

Le gouvernement Charest a mis l'accent sur les données qu'on peut facilement colliger comme la durée moyenne d'attente aux urgences ou l'attente pour une chirurgie de la cataracte, du genou ou de la hanche, souligne-t-il.

« On n'en parle pas, mais une consultation pour de l'anémie peut prendre de six mois à un an auprès d'un hématologue. (...) L'ensemble de l'argent et de l'énergie est mis à régler ce qui est mesurable, ce qui est en vitrine, parce que ça paraît mal. »

Progrès ou pas, les libéraux n'ont pas rempli leurs promesses, estime la porte-parole de la Coalition Solidarité Santé, Gabrielle Pelletier. « Ce n'est pas un bilan extraordinaire. Il y a peut-être eu des éléments à certains endroits mieux qu'ailleurs. On peut penser à la baisse des listes d'attente pour une cataracte à Montréal, mais en général, on ne peut pas dire qu'ils ont rempli leur promesse. »

L'écho est similaire du côté de la Fédération interprofessionnelle du Québec. « D'un point de vue apolitique, il y a eu quelques améliorations, mais le réseau en tant que tel ne s'est pas amélioré », croit la présidente, Lisa Bonamie.

Élément positif tout de même, souligne le directeur général du Comité de protection des malades, Paul Brunet: « Je ne suis pas au courant qu'il y a du monde qui meurt encore sur les listes d'attente, contrairement à avant. »

Le cancer, une priorité oubliée

PASCALE BRETON

La santé est l'un des thèmes majeurs de la campagne, mais les différents partis politiques oublient de parler du tueur numéro un : le cancer. Pourtant, le Québec est en retard à ce chapitre, estiment des spécialistes.

La Coalition Priorité Cancer, qui regroupe une quinzaine d'organismes, presse les partis politiques de prendre des engagements clairs sur cette question.

« D'ici 2010, un Québécois sur deux sera touché par le cancer. Comment se fait-il qu'aucune organisation politique n'en ait fait une priorité ? », questionne le Dr Pierre Audet-Lapointe, l'un des porte-parole de la Coalition.

Cette année, 40 000 Québécois vont recevoir un diagnostic de cancer, 20 000 autres vont en mourir.

Cette année, 40 000 Québécois vont recevoir un diagnostic de cancer, 20 000 autres vont en mourir, calcule la Coalition. C'est quatre diagnostics et deux décès à l'heure.

Le Québec est en retard sur les autres provinces, affirment les membres de la Coalition. La province n'a pas encore été en mesure de mettre sur pied une stratégie commune dans les différentes régions.

Des efforts ont été investis pour réduire l'attente. En janvier, on comptait 695 personnes qui attendaient depuis plus de huit semaines pour un traitement de radio-oncologie. En octobre 2002, on en comptait 1087, soit près de deux fois plus.

« La radio-oncologie n'est qu'un élément parmi tant d'autres, souligne pourtant le Dr Audet-Lapointe. On ne parle pas de la prévention, de l'accès aux examens, de l'attente avant de voir un spécialiste. »

Selon la Coalition, le taux de survie au cancer est plus bas au Québec qu'ailleurs au Canada. Il n'existe également pas un registre national des cancers qui permettrait d'avoir des données fiables.

Un sondage mené par la Coalition auprès de 123 organismes de lutte contre le cancer révèle que 55 % d'entre eux sont insatisfaits de l'organisation de la lutte contre le cancer dans leur région.

26 MARS 2007
ÉLECTIONS GÉNÉRALES

ÊTES-VOUS BIEN INSCRIT SUR LA LISTE ÉLECTORALE ?
VÉRIFIEZ-LE EN CONSULTANT VOTRE AVIS D'INSCRIPTION.
RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE : 5 AU 13 MARS

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)
www.electionsquebec.qc.ca

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Parce qu'un vote, ça compte

3467246A
3468711A

ÉLECTIONS 2007

Comment se préparer à un débat

Pas de recette miracle, mais des faux pas à éviter

DENIS LESSARD

On a proposé à Jean Charest de revoir les enregistrements des récents débats des chefs à la télévision. Mais hier, le chef libéral n'était pas d'humeur à ressasser ces heures d'intensité. « Chaque débat est différent », a-t-il expliqué à son porte-parole, Hugo D'Amours.

Repris après 30 ans de silence, par un face-à-face entre Daniel Johnson et Jacques Parizeau en 1994, ces duels télévisés en campagne électorale furent effectivement tous très différents. Parfois une réplique bien sentie emporte l'adhésion, ou un mot malheureux frappe, pour longtemps, l'esprit des auditeurs. Plus rarement un politicien paraît carrément désarçonné ou furieux.

Le dernier affrontement, par exemple, nageait dans l'inédit. Quatre ans après son face-à-face de 2003 avec Jean Charest, Bernard Landry reconnaît que le débat a pu être un tournant de la campagne électorale où il a perdu le pouvoir. « Les sondages nous donnaient encore victorieux, mais au moment du débat, cela avait commencé à se modifier. Mais je n'avais pas une si grande pression sur les épaules ce jour-là », se souvient l'ancien premier ministre dans une entrevue à *La Presse*. Le film *À hauteur d'homme* montre toutefois un chef de parti visiblement fatigué, stressé, devant une poignée de stratèges qui le mitraillent de conseils.

L'histoire est connue. Sans crier gare, Jean Charest a brandi sous le nez de l'adversaire que Jacques Parizeau venait de répéter sa sortie controversée de 1995 sur « le vote ethnique et l'argent ». M. Landry fut à l'évidence déstabilisé, n'ayant pas la moindre idée de ce que M. Parizeau avait dit à Shawinigan. Jean Charest non plus, a-t-on appris par la suite. Pour Bernard Landry, ce coup fourré reste « très inélégant de la part de Jean Charest ».

« Il a ramené de façon inopinée quelque chose qui était arrivé 10 ans plus tôt, qui n'avait rien à voir avec la campagne. Parizeau n'avait pas redit ce qu'il avait dit en 1995, Charest a joué là-dessus habilement. Raison de plus pour qu'il paye pour aujourd'hui ! » lance Bernard Landry.

Si Bernard Landry admet une erreur, c'est plutôt d'avoir lu ses interventions d'ouverture, à la différence de Jean Charest. On le voit dans *À hauteur d'homme* spéculer sur ce que fera Jean Charest. Ce dernier avait lu ses notes au débat de 1998, « il va lire encore cette fois », avait trop rapidement tranché M. Landry.

Mario Dumont n'avait guère marqué de points en 2003 – sa déclaration d'ouverture, empesée, manquait d'assurance. Au précédent débat, en 1998, il avait piqué au vif Lucien Bouchard et Jean Charest. Comme dimanche à *Tout le monde en parle*, M. Dumont avait mis en doute la fidélité de Jean Charest au Québec. Un « terrain très glissant », avait répliqué le chef libéral. Lucien Bouchard, qui avait le vent dans les voiles, lui avait servi : « Pour un jeune homme comme vous, je vous trouve très à droite ! »

Le naturel revient au galop

Au Québec, les débats entre les chefs ont connu une très longue pause entre celui de 1962, où Daniel Johnson père était apparu bien moins préparé que Jean Lesage, et les plus récents. Pour la petite histoire, le chef unioniste n'avait pas jugé bon de se reposer avant l'affrontement – il avait maintenu ses activités publiques le jour du débat. Décontracté, Jean Lesage l'avait emporté.

Trente ans plus tard, on l'oublie souvent, un débat télévisé avait eu lieu entre Robert Bourassa et Jacques Parizeau durant la campagne référendaire de Charlottetown. M. Bourassa aurait préféré un face-à-face à l'Assemblée nationale. Un match sans mise hors de combat. L'échange fut même qualifié de « hautement technique », Robert Bourassa s'en remettant à la doctrine de la « subsidiarité » pour le partage des responsabilités.

Arrive 1994, la véritable reprise des débats en campagne électorale. Cette fois, Daniel Johnson affronte Jacques Parizeau. Mario Dumont est absent – il a demandé sans succès aux tribunaux d'intervenir. Le chef péquiste sortira de sa poche la liste d'attente de Sainte-Justine, où l'on retrouvait 3000 enfants. L'échange restera celui des « maux de femmes », la formule malheureuse utilisée par M. Johnson qui cherchait en vain le mot « hystérectomie ».

Les préparatifs sont utiles, mais ils ont leurs limites. En 1994, les conseillers de Jacques Parizeau l'avaient convaincu de se prêter à une simulation filmée, pour lui permettre de prendre conscience de son langage corporel. L'ancien premier ministre se prête au jeu, et convient vite après le visionnement : « Je ne voterais pas pour moi ! » Mais le soir du débat, le naturel était revenu au galop.

ENVIRONNEMENT

Mauvaises notes pour les libéraux

Les écologistes veulent des engagements réels de tous les partis

PRESSE CANADIENNE ET LA PRESSE

Le Réseau québécois des groupes écologistes qualifie d'échec lamentable l'action du gouvernement Charest en matière environnementale. Mais aucun parti n'échappe aux reproches des écologistes. La dénonciation va de la couleur verte des pancartes à des discours dénués de volonté ou de courage politique.

Au gouvernement libéral, le réseau ne donne que des notes d'échec et d'abandon dans les dossiers de l'eau, des changements climatiques, de la forêt, de la pollution atmosphérique et de la gestion des déchets. De plus, ils reprochent au gouvernement Charest de laisser l'exploitation se poursuivre dans des aires que l'on songe à protéger et de soustraire des zones de protection les secteurs qui représentent un potentiel minier.

Les environnementalistes dénoncent également l'abolition de plusieurs mesures qui forçaient les entreprises et les agriculteurs à rendre des comptes sur leurs émissions et rejets polluants.

Les écologistes notent avec dépit que le budget du ministère de l'Environnement est passé de 592 millions en 1990 à 192 millions aujourd'hui. Ils déplorent aussi que le financement des groupes environnementaux se soit réduit comme une peau de chagrin, empêchant de ce fait l'action citoyenne dans les endroits critiques.

Les organismes membres du réseau demandent également que soit rétabli le rapport annuel du ministère de l'Environnement, qui permettait de faire le point sur la situation réelle de la pollution au Québec.

Le réseau réclame un engagement de tous les partis à mettre un terme aux poursuites abusives que les pollueurs utilisent de plus en plus pour museler les environnementalistes. Il presse aussi tous les chefs à prendre des engagements réels pour protéger l'environnement.

Leurs dénonciations visent, notamment, l'inaction complète face à la politique de l'eau, le non-respect des recommandations du rapport Coulombe sur la forêt ou l'absence totale de mesures concrètes pour atteindre les objectifs du protocole de Kyoto, qui a pourtant été entériné unanimement par les députés de l'Assemblée nationale.

L'ADQ déçoit Greenpeace

Par ailleurs, l´Action démocratique du Québec a refusé de répondre à un questionnaire que Greenpeace a fait parvenir aux principaux partis politiques, le 27 février 2007, sur certains enjeux environnementaux.

La date limite avait été fixée au vendredi 9 mars, à 17 h. L'ADQ a choisi de faire parvenir sa note de refus deux jours après l'échéance, après de multiples rappels du groupe écologiste.

Greenpeace se déclare profondément déçu par la décision de l'ADQ de ne pas répondre à un questionnaire qui vise simplement à informer les 30 000 membres de l'organisation au Québec ainsi que le public québécois. Au cours des deux dernières élections fédérales, la seule formation politique qui n'a pas daigné répondre aux questions de Greenpeace est le Parti conservateur de Stephen Harper.

Greenpeace y voit un manque de transparence de l'ADQ sur les grands enjeux environnementaux. Greenpeace perçoit même un manque d'information chez les candidats adéquistes, comme en font foi ces propos de Simon-Pierre Diamond, candidat adéquiste dans Marguerite-d'Youville, questionné au sujet des OGM, au cours du débat électoral du 7 mars dernier sur les grands enjeux environnementaux : « Je vais devoir en décevoir plusieurs. Je ne m'appelle pas Mario Dumont. Je ne voudrais pas l'engager dans quelque chose qui est... Moi, personnellement je suis en faveur de l'étiquetage obligatoire des OGM. Est-ce que lui s'est engagé là-dessus ? Est-ce que notre parti s'est engagé là-dessus ? Je ne le sais pas du tout. »

Greenpeace dévoilera aujourd'hui les réponses des quatre autres formations politiques.

BON VENDEUR
BAD VENDEUR

Quand on magasine une voiture, on a souvent la tête
qui veut aller d'un bord et le reste du corps de l'autre.
C'est là qu'un conseiller qui connaît ses voitures et qui prend
le temps de vous les faire connaître, plutôt que d'essayer de vous
vendre un traitement antitache en extra, se révèle un « good guy ».

NISSAN

AUTO GOUVERNEUR LAVAL
305, boul. Saint-Martin Est 450-668-1650 514-382-8550 www.autogouverneur.com

VERSA SENTRA ALTIMA MAXIMA 350Z X-TRAIL XTERRA PATHFINDER MURANO ARMADA QUEST FRONTIER TITAN

3469047A

ÉLECTIONS 2007

Le fils de Françoise David est passé par l'école privée

TRISTAN PÉLOQUIN

Alors que son parti prône l'élimination des subventions versées aux écoles privées, la porte-parole nationale de Québec solidaire, Françoise David, compte parmi les parents qui ont bénéficié de ces subsides, ayant envoyé son propre fils au Collège Mont-Sainte-Anne, à Sherbrooke.

Le passage de son enfant à cette institution privée de l'Estrie remonte déjà à plusieurs années et n'a duré qu'une seule année scolaire. Mais la « contradiction entre ce que Québec solidaire dénonce comme étant un des principaux problèmes de l'éducation au Québec et les choix faits par Mme David sont troublants », dénonce l'ancien directeur des élèves du Collège Mont-Sainte-Anne, Mario Asselin, maintenant consultant et animateur d'un blogue sur l'éducation (**carnets.opposum.ca**).

« Le Collège Mont-Sainte-Anne est une institution réservée aux garçons qui offre plusieurs services, notamment des activités sportives et un pensionnat, poursuit M. Asselin. Lorsque Mme David y a envoyé son fils, c'était pour profiter de ces services. Et les échos que j'ai, c'est qu'elle en a été très satisfaite. Je ne comprends donc pas pourquoi son parti promet d'abolir les subventions. »

« Mon fils a fait toutes ses études au public, sauf une année où, pour un certain nombre de raisons, que je n'ai pas à vous dire, il est allé à l'école privée. »

Mme David s'est montrée offusquée hier que *La Presse* l'a questionne à ce sujet, en marge d'une conférence de presse de Québec solidaire. « Mon fils a fait toutes ses études au public, sauf une année, où, pour un certain nombre de raisons, que je n'ai pas à vous dire, il est allé à l'école privée. »

« Un an, sur tout son primaire, son secondaire et son cégep, franchement c'est des racontars (de dire que j'ai privilégié le privé). Au contraire, ça a été très important pour moi que mon fils aille à l'école publique. Ça a été une valeur importante pour moi. »

Le Québec assume 60 % des coûts pour chaque élève inscrit dans les quelque 300 écoles privées subventionnées de la province, soit 3612 $ par enfant, selon les plus récentes données du ministère de l'Éducation. Une somme supplémentaire de 142 $ par enfant est aussi déboursée par le gouvernement pour la valeur locative de l'immeuble. Les parents doivent payer le reste. Au Collège Mont-Sainte-Anne, cette contribution parentale représente 1375 $ par année, auxquels il faut ajouter 2675 $ pour les frais de pensionnat.

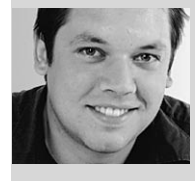
Dans sa plateforme électorale, Québec solidaire propose « l'élimination progressive des subventions aux établissements privés », une mesure qui vise, de pair avec l'augmentation des impôts des plus fortunés, à rendre l'éducation publique gratuite « de la garderie à l'université ».

Bilan de mi-campagne

Québec solidaire a profité de la journée d'hier pour dresser son bilan de mi-campagne. « Nous sommes extrêmement satisfaits de la façon dont se déroule notre campagne. Nous présentons 123 candidates et candidats, dont une majorité des femmes, et ce qu'on sent sur le terrain, c'est que ça va bien. De toute évidence, il y a quelque chose dans notre style de campagne qui plaît », a fait valoir Mme David, en compagnie d'Amir Khadir, François Saillant, Manon Massé et Arthur Sandborn.

Selon eux, Québec solidaire a de bonnes chances de percer dans les circonsciptions de Saint-Henri–Sainte-Anne, représentée par le syndicaliste Arthur Sandborn, et de Gouin, où se présente Mme David. « Je le vois sur le terrain, il se passe quelque chose de très fort, affirme-t-elle. C'est assez impressionnant la quantité de gens que je ne connais pas, qui ne sont pas des militants, et qui, avant même que j'aie eu le temps de leur donner un dépliant, me disent : « Je vote pour vous, mon choix est fait. »

« Je n'ai pas la prétention de dire que ma victoire est assurée, je dis simplement que j'ai des chances. »



POUR CONSULTER LE BLOGUE DE TRISTAN PÉLOQUIN :
HTTP://BLOGUES.CYBERPRESSE.CA/PELOQUIN

Le Salon des Générations

DE TOUT POUR LES BOOMERS ET LEUR FAMILLE

EN SPECTACLE

LE SHOW DION vendredi et samedi 11 h et 13 h
et les Découvertes nouvelle génération vendredi et samedi à 14 h et 16 h
dimanche à 11 h, 14 h et 16 h

PLUS
250 exposants
Spectacles et animation pour toute la famille
50 conférences
ENTRÉE GRATUITE

3468802

STADE OLYMPIQUE Pie-IX
16 AU 18 MARS 2007
9 H À 18 H

LES RÉSIDENCES SOLEIL GROUPE SAVOIE
HÉMA-QUÉBEC
Donnez du sang, donnez la vie
LA PRESSE
TVA
« Partenaire majeur du Salon des Générations »
LALIBERTÉ & VILLENEUVE AUDIOPROTHÉSISTES
Gagnez un voyage à Las Vegas (détails au Salon)
NEW YORK NEW YORK HOTEL & CASINO • LAS VEGAS
Voyages Vasco
Artistours
SOMMEIL Davantage
CITÉ BOOMERS POUR VIVRE MIEUX
maman pour la vie.com
Bébé
Arrivez au Salon avant midi et GAGNEZ DEUX VOYAGES *en Gaspésie et au Lac-Saint-Jean*
ODYSSÉE BORÉALE
RIOTEL

www.salongeneration.ca

Un Robin des bois solidaire

LE DROIT

Le candidat solidaire dans la circonscription de Hull, Bill Clennett, propose de puiser dans les poches des plus riches pour redonner aux plus pauvres.

La lutte contre la pauvreté qu'entend faire Québec solidaire, s'il est élu, passerait par l'augmentation du salaire minimum et des prestations d'aide sociale, ainsi que par la construction de plusieurs milliers de logements sociaux partout au Québec.

Pour financer ses promesses, le parti de gauche prévoit taxer les produits « de luxe » et augmenter l'imposition des plus riches et des grandes entreprises.

M. Clennett est ce manifestant qui s'était acquis une renommée nationale après que le premier ministre Jean Chrétien l'eut pris à la gorge au cours d'une manifestation, il y a plusieurs années. C'est un militant des causes sociales de longue date.

« Les gens sur l'aide sociale doivent être traités sur un pied d'égalité, a indiqué M. Clennett. Plutôt que les maigres prestations de 548 $, nous proposons une harmonisation vers le haut à 828 $ par mois, que la personne soit apte ou non au travail. » Coût total de cet engagement : 800 millions.

Quant au salaire minimum, le candidat solidaire soutient que le taux horaire actuel maintient les travailleurs dans la pauvreté. « Ça n'a aucun sens de travailler à temps plein et de ne pas pouvoir se sortir de la pauvreté, dit-il. À 10 $ l'heure, les gens seront plus enclins à aspirer à un emploi et pourront vivre correctement. »

Afin de réduire les impacts de cette augmentation, Québec solidaire promet des mesures d'atténuation de 65 millions destinées aux petites et moyennes entreprises de la province. Les promesses des solidaires quant à la lutte contre la pauvreté se chiffrent à un peu plus de 1,2 milliard.

3464731A

ÉLECTIONS 2007

EN FRANCE

Philpot peut être qualifié de négationniste

ANDRÉ NOËL

Christophe Ayad, journaliste au quotidien français *Libération*, ne comprend pas comment Robin Philpot, candidat du Parti québécois, puisse prétendre ne jamais avoir nié le génocide des Tutsis au Rwanda. M. Ayad a une connaissance directe de cette controverse. En 2004, il a présenté M. Philpot comme un auteur négationniste. M. Philpot l'a accusé en diffamation : le tribunal a rejeté sa plainte, soulignant qu'on pouvait très bien utiliser ce qualificatif à son égard.

Joint à Paris hier, M. Ayad a dit qu'il avait pris connaissance de la controverse au Québec. Jeudi dernier, *La Presse* a publié un article sous ce titre : « Un candidat du PQ nie le génocide rwandais ». Dans un communiqué et à la télévision, M. Philpot a dit que ce titre était mensonger. Un propos qu'a repris le chef du Parti québécois, André Boisclair.

« Je m'étonne que M. Philpot prétende ne jamais avoir nié le génocide des Tutsis au Rwanda, puisque c'est de cela qu'il s'agit, a dit M. Ayad, responsable de la section Afrique à *Libération*. C'est le seul qui est reconnu par l'ONU et la communauté internationale. Il y a eu évidemment des massacres de Hutus, mais, concernant les Tutsis, M. Philpot évite le mot *génocide* et ne dit jamais que ce sont eux qui étaient visés. »

« Il n'a pas nié le génocide au détour d'une ligne, c'est quelque chose qui est récurrent chez lui. Je suis étonné que le PQ n'ait pas été au courant, parce que ce n'est pas une position annexe. »

Le 6 avril 2004, lors de la commémoration du génocide, M. Ayad a publié plusieurs articles sur le Rwanda et signalé qu'une association rwandaise hutue tenait un colloque le jour même à la Sorbonne, « où plusieurs auteurs négationnistes sont invités ». « Un colloque, ajoutait-il, où nulle part le mot génocide n'apparaît... »

Débouté deux fois

M. Philpot et un autre auteur, Charles Onana, ont porté plainte. Après enquête, le Tribunal correctionnel de Paris les a déboutés. « Le fait qui leur est imputé – être des "auteurs négationnistes" – ressortit exclusivement au domaine des idées et des opinions, puisque c'est leur conviction sur la tragédie du Rwanda, le résultat de leurs recherches et la thèse qu'ils en ont tirée, telle qu'elle a été livrée au public dans leurs livres, qui sont, certes péjorativement, qualifiés de la sorte », a tranché le tribunal.

« Le livre de M. Philpot, *Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali*, est décrit, en quatrième page de couverture, comme une "bombe dans le rayon interprétatif réservé à la tragédie rwandaise", ajoute le tribunal. Il y est exposé que les recherches de l'auteur lui permettent de "démontrer non seulement que la première version (des événements) est archi fausse, mais qu'elle a été édifiée pour occulter les vraies causes de la tragédie et protéger les criminels". »

MM. Philpot et Onana ont porté la cause en appel, et ont encore perdu.

Un négationnisme « récurrent »

Christophe Ayad a gagné le prestigieux prix Albert-Londres pour des reportages au Rwanda en 2004. C'est un spécialiste de ce pays. Il affirme que M. Philpot ne s'est pas contenté d'écrire des livres, mais qu'il est « très militant » depuis des années pour nier le génocide des Tutsis, lors de conférences en Afrique et en France, avec d'autres négationnistes. « Il n'a pas nié le génocide au détour d'une ligne, c'est quelque chose qui est récurrent chez lui », dit-il.

Le matin de la publication de l'article de *La Presse*, André Boisclair a dit qu'il n'était pas au courant des positions de M. Philpot, candidat dans Saint-Henri—Sainte-Anne. « Je suis étonné que le parti n'était pas au courant de ses positions, qu'on trouve un peu partout sur Internet, pas seulement sur le Rwanda, mais aussi sur les États-Unis. Je suis étonné que le PQ n'ait pas été au courant, parce que ce n'est pas une position annexe. »

En 1994, environ 75 % du million de Tutsis habitant le Rwanda ont été éliminés en 100 jours, entre autres par les milices hutues extrémistes formées par l'ancien président rwandais Juvénal Habyerimana (à qui M. Philpot dédie son livre). Le génocide rwandais est un des quatre génocides du XX^{e} siècle reconnus comme tels par les Nations unies.

Super Cauchon promet l'absurde

Le farfelu se présente dans Borduas

ARIANE LACOURSIÈRE

Pour attirer les touristes dans sa région, il y déménagera le mont Royal, le Casino et l'oratoire Saint-Joseph. Pour élever le niveau de l'éducation au Québec, il construira des écoles plus hautes. Le candidat indépendant qui se présente dans Borduas, au sud de Montréal, n'est pas un politicien comme les autres.

Vêtu d'un complet noir, d'une cape blanche, d'un masque de cochon et d'un haut-de-forme, Super Cauchon tentera de se faire élire le 26 mars.

« Plusieurs électeurs sont présentement insatisfaits du choix de candidats. Au lieu d'annuler leur vote pour montrer leur mécontentement, j'invite ces personnes à voter pour moi ! » dit le candidat.

Super Cauchon, de son vrai nom Luc Cauchon, s'est fait connaître en réalisant des exploits comiques sur les ondes de la station de radio CKOI, où il travaille avec les Justiciers masqués.

Fatigué de se « faire bullshiter par les politiciens », Super Cauchon, 32 ans, a décidé de poser sa candidature et de séduire l'électorat avec des promesses absurdes. S'il est élu, il promet entre autres de faire tirer son salaire de député parmi ses électeurs.

Il compte aussi forcer tous les employés du gouvernement à adopter le prénom de Jean-Guy pour que les citoyens sachent toujours à qui s'adresser dans les bureaux des ministères.

« Si jamais je rentre à l'Assemblée nationale, j'irai travailler avec mon costume. Peut-être qu'alors les gens comprendraient qu'il est temps que la façon de faire de la politique change », rêve Super Cauchon.

De son propre aveu, remporter les élections dans le château fort péquiste de Borduas ne sera pas facile. D'autant plus que Pierre Curzi se présente contre lui.

C'est la deuxième fois que Super Cauchon participe à une campagne électorale. Lors des élections municipales de Montréal de 2001, il avait brigué la mairie. « J'étais arrivé troisième avec 10 000 votes. C'est ça qui m'a donné l'idée de me présenter aux élections provinciales, dit-il. Et je n'écarte pas l'idée de me présenter au fédéral. »

EN BREF

Louis Champagne s'excuse... et en remet

Le controversé animateur de radio du Saguenay Louis Champagne a offert comme prévu, hier, ses excuses publiques pour ses propos homophobes. Mais s'il a fait amende honorable sur les ondes, il en a remis dans un texte publié dans Le Quotidien. M. Champagne y soutient avoir le « droit de penser autrement » et répète que l'épisode des derniers jours est un bon exemple de la difficulté d'exprimer des idées divergentes de celles des « pseudo-intellectuels ». M. Champagne écrit que « l'incident des « tapettes » n'est qu'anecdotique et, vous l'aurez bien compris, oser soulever la question incluant ce mot et soulevant la possibilité que les travailleurs de ma région n'ont pas la même pensée rose bonbon à propos des homosexuels que les artistes du Plateau équivaut à un sacrilège pour une certaine intelligentsia. Poser un tel type de question est devenu un " crime contre l'humanité" passible de lynchage public immédiat. » –PC

SUBARU

DU JAMAIS VU CHEZ SUBARU
AVEC LA GRANDE VENTE PRINTANIÈRE

L'ÉVÉNEMENT BEAU TEMPS MAUVAIS TEMPS DE SUBARU

0 $ comptant
0 $ dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus

TAUX DE LOCATION 1,9 %+ 48 mois

PRIX DE LOCATION 309 $* taxes en sus

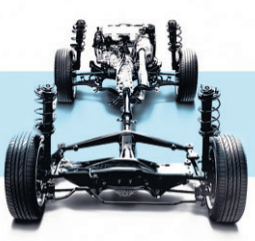
IMPREZA 2.5i berline 2007

PRIX DE LOCATION 319 $** taxes en sus

IMPREZA 2.5i sport familiale 2007

PRIX DE LOCATION 419 $*** taxes en sus

OUTBACK 2.5i 2007



Collez à la route avec le légendaire système à traction intégrale symétrique à prise constante de Subaru. www.subaru.ca

SUBARU RIVE-SUD GREENFIELD PARK
SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE
SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY
SUBARU DES SOURCES DOLLARD DES ORMEAUX
JOHN SCOTTI SUBARU SAINT-LEONARD
SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE DES-MONTS
CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY
CARREFOUR SUBARU AUTO SAINTE-ROSE, LAVAL
LACHUTE SUBARU BROWNSBURG
SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES
SUBARU AUTO CENTRE MONTREAL
SUBARU SAINT-JÉRÔME SAINT-JERÔME
JOLIETTE SUBARU JOLIETTE

Traction intégrale
SUBARU

3467434A

* Pour le modèle Impreza 2.5i berline 2007 5 vitesses (7F1RS) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0 $ de dépôt de sécurité. Comptant 0 $. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 430,73 $ (taxes incluses). Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 Km par année. 15 ¢ du Km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. ** Pour le modèle Impreza 2.5i sport familiale 2007 5 vitesses (7G1RS) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0 $ de dépôt de sécurité. Comptant 0 $. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 442,12 $ (taxes incluses). Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 km par année. 15 ¢ du km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. *** Pour le modèle Outback 2.5i 2007 5 vitesses (7D1UL) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0 $ de dépôt de sécurité. Comptant 0 $. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 556,07 $ (taxes incluses). Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 km par année. 15 ¢ du km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. + Le taux de location de 1,9 % est applicable sur les modèles mentionnés ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Offres valables jusqu'au 31 mars 2007.

ACTUALITÉS

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©

L'avocat Julius Grey, l'ex-ministre de l'Environnement Thomas Mulcair et le chef du NPD Jack Layton ont dîné ensemble au restaurant hier à Montréal.

Thomas Mulcair courtisé par le NPD

ARIANE LACOURSIÈRE

L'ancien ministre de l'Environnement du Québec, Thomas Mulcair, n'écarte pas l'idée de faire le saut en politique fédérale en se joignant au NPD.

« Je ne dis pas non, mais je ne dis pas oui. Je dois tout d'abord regarder si je veux vraiment revenir en politique. C'est une décision familiale », a déclaré prudemment M. Mulcair. L'ex-ministre libéral était présent, hier midi, à une conférence donnée par le chef du NPD, Jack Layton, à l'Université de Montréal.

À la fin de la présentation, quand *La Presse* l'a interrogé sur la signification de sa présence, M. Mulcair a dit être « toujours très intéressé à entendre ce que le NPD a à dire ». Quand on lui a demandé s'il pensait se joindre au NPD, M. Mulcair est resté vague.

M. Layton a lui aussi refusé de se mouiller : « M. Mulcair est ici. Est-ce une porte ouverte? Je ne sais pas! Mais je suis content qu'il soit ici. » Le chef n'a cependant pas caché son désir de recruter M. Mulcair : « Nous sommes toujours intéressés à avoir de bons candidats au profil intéressant. M. Mulcair est de ceux-là. »

M. Layton a ensuite reconnu avoir « eu de nombreuses discussions » avec M. Mulcair au cours des derniers mois. Les échanges entre les deux hommes auraient débuté au congrès national du NPD tenu en septembre dernier, où Thomas Mulcair avait prononcé un long discours sur l'environnement.

« Nos militants avaient été impressionnés par M. Mulcair, qui est vraiment un spécialiste de l'environnement. Moi, j'ai été impressionné par la façon dont il a piloté le dossier du parc du Mont-Orford quand il était encore ministre au Québec », affirme M. Layton.

« Nous sommes toujours intéressés à avoir de bons candidats au profil intéressant. M. Mulcair est de ceux-là. » — Jack Layton

Même s'il assure n'avoir jamais fait de demande officielle à M. Mulcair, M. Layton avoue avoir parlé à plusieurs reprises à l'ex-ministre depuis le congrès du NPD. Un autre de ces échanges a eu lieu hier midi. À leur sortie de l'Université de Montréal, les deux hommes ont partagé leur repas dans un restaurant du centre-ville.

En revanche, des proches de M. Mulcair ont confié récemment à *La Presse* qu'il songe sérieusement à se porter candidat pour les conservateurs de Stephen Harper aux élections fédérales, qui devraient être tenues d'ici l'été. Le NPD semble avoir de la concurrence...

Après Stéphane Dion et Gilles Duceppe, c'était au tour de Jack Layton hier de présenter sa position sur le rôle que doit jouer le Canada en Afghanistan devant les étudiants de l'Université de Montréal.

Fidèle à sa position, Jack Layton a rappelé qu'il souhaite que le Canada rapatrie immédiatement des soldats et revoie sa mission en Afghanistan. « Tant que nous serons impliqués militairement aux côtés des Américains, nous ne pourrons pas employer la diplomatie en Afghanistan », a-t-il déclaré.

Camp d'entraînement conservateur

Les troupes de Stephen Harper se réunissent le week-end prochain à Toronto

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Branle-bas de combat chez les élus, les futurs candidats et les fantassins électoraux conservateurs fédéraux qui s'apprêtent à passer trois jours au Centre des congrès de Toronto, à compter de vendredi, pour bien huiler la « Grosse machine bleue » et bien préparer les candidats aux prochaines élections fédérales.

Est-ce à dire que le premier ministre Stephen Harper a l'intention d'appeler les Canadiens aux urnes ce printemps? Veut-il profiter de la faiblesse des libéraux dans les sondages pour leur porter le coup de grâce et former un gouvernement majoritaire?

Le chef du PLC croit que oui. Il a affirmé à Winnipeg samedi dernier que M. Harper distribuait par millions la manne électorale à gauche et à droite depuis quelques jours et que c'était là le signe évident d'une proche campagne électorale.

« Absolument pas », rétorque-t-on au bureau du premier ministre. « M. Harper estime que les Canadiens ne veulent pas d'élections en ce moment. Ils veulent que le gouvernement gouverne et le premier ministre a toujours indiqué qu'il était là pour gouverner tant et aussi longtemps qu'il le pourrait. Si les partis de l'opposition décident de faire tomber le gouvernement, nous serons de toute façon fin prêts à nous lancer dans la bataille. Aucun problème de ce côté-là », a déclaré à *La Presse* Dimitri Soudas, conseiller de M. Harper.

N'empêche que le gros « camp d'entraînement des candidats » de Toronto titille bien des esprits. Les adversaires des conservateurs savent que l'organisation des bleus s'est remplumée depuis trois ans et qu'elle a maintenant des moyens financiers importants – beaucoup plus importants que ceux des libéraux. Ses rouages tournent rond et certains médias l'ont même comparée à l'ancienne « Grosse machine bleue » de Brian Mulroney.

Les candidats conservateurs apprendront donc la fin de semaine prochaine l'art du porte-à-porte, celui de bien livrer leurs messages et les mille et une façons d'attirer le plus grand nombre de leurs électeurs aux urnes. « Nous faisons cela tout le temps avec les candidats et les directeurs de campagne, affirme le porte-parole du Parti conservateur, Ryan Sparrow. Il ne s'agit que d'une préparation destinée surtout à ceux qui feront campagne pour la première fois. Nous voulons évidemment qu'il y ait le plus de monde possible. Ce n'est pas un événement nouveau. L'annonce de la rencontre est sur notre site Web depuis le mois de décembre. »

Samedi soir, Stephen Harper prendra la parole devant les « élèves du camp d'entraînement », question de maintenir le moral des troupes élevé.

Si les rumeurs d'élections printanières persistent, surtout dans la presse anglophone, c'est en raison notamment des campagnes publicitaires télévisées récentes en français et anglais lancées par le Parti conservateur contre le chef libéral Stéphane Dion. Les conservateurs ont de plus mis sur pied leur quartier général électoral dans la banlieue d'Ottawa. Certains conservateurs affirment également que les autobus et l'avion de campagne sont réservés, que déjà les trois quarts des 308 candidats conservateurs ont été choisis et que la rédaction du programme électoral est très avancée.

20 MILLIONS

Un additif performant!

FONDS de solidarité FTQ

3458302A

3458314A

La barricade est levée

ROUTE
suite de la page A1

« Ils sont en train d'ouvrir deux voies sur trois », a indiqué à *La Presse* Mélanie Larouche, porte-parole à la Sûreté du Québec (SQ). La circulation devait reprendre après que Transports Québec aura inspecté les lieux.

Toute la journée, les manifestants ont scandé qu'ils ne partiraient pas tant qu'un représentant du gouvernement ne viendrait pas les rencontrer. Mais pour que leurs revendications soient entendues, le ministère de la Sécurité publique a exigé que la route soit dégagée.

Selon Guillaume Carle, porte-parole des manifestants, son groupe a décidé d'ouvrir partiellement la route après avoir obtenu une rencontre avec des représentants du Secrétariat aux affaires autochtones du Québec et du ministère des Ressources naturelles et de la Faune. D'après M. Carle, la rencontre aura lieu ce matin, à 11 h, dans un hôtel de Montréal. Mais au moment de mettre sous presse, Québec n'a pu confirmer cette information.

« Il y a eu des discussions, a indiqué Marie-Josée Duhamel, attachée de presse du ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis. La priorité était que la route ouvre le plus vite possible de façon pacifique. »

Dès 5 h 30 hier matin, plus de 50 manifestants autochtones ont bloqué la route 117 avec deux roulottes, deux tipis, une pelle mécanique, des billots de bois et des barils. La route a dû être fermée à la circulation, à 70 kilomètres au nord du village de Grand-Remous. « Des armes de chasse ont été vues », a indiqué la porte-parole de la SQ, Mélanie Larouche.

Les protestataires revendiquent le droit de récolter le bois mort sur leurs terres ancestrales pour l'acheminer aux compagnies forestières. Selon le porte-parole Guillaume Carle, le gouvernement a promis à un organisme, Gestion des ressources naturelles autochtones (GRNA), de lui permettre de ramasser le chablis (bois mort). Mais Québec n'a jamais respecté son engagement. Selon M. Carle, cela empêche la création de 300 emplois.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Plus de 50 manifestants autochtones ont bloqué la route 117 hier avec deux roulottes, deux tipis, une pelle mécanique, des billots de bois et des barils.

Actes dénoncés

Hier, plusieurs regroupements autochtones ont dénoncé les actes de M. Carle et de son groupe. Le chef du conseil de bande de Kitigan Zibi Anishinabeg, Stephen McGregor, et le chef de la Warrior Society, Daniel Berndt, se sont empressés de condamner le blocage de la route 117. Le chef régional de l'Assemblée des premières nations a lui aussi manifesté son mécontentement. « Nous condamnons les moyens qu'ils utilisent. Ils ont des armes et cela est inacceptable », a affirmé Ghyslain Picard.

La SQ a surveillé le barrage sur la route 117 toute la journée d'hier, mais elle s'est abstenue d'intervenir. Les manifestants étant armés, les policiers ont dressé un périmètre de sécurité. Mais en soirée, la SQ ne signalait aucun incident.

En après-midi, Guillaume Carle avait menacé les policiers. « Si la SQ vient frapper ou blesser des gens, il pourrait y avoir un bain de sang. Personne n'est ici pour la violence. »

Ce n'est pas la première fois que le groupe représenté par Guillaume Carle manifeste. Le mois dernier, une protestation a eu lieu devant le bureau du ministre québécois des Ressources naturelles.

Hier, M. Carle a souligné que la barricade visait aussi à dénoncer les piètres conditions de vie des autochtones qui habitent à l'extérieur des réserves. « Pas d'électricité, pas de chauffage, pas d'eau (...) Les conditions sont inacceptables. » Guillaume Carle dirige aussi la Confédération des peuples autochtones du Canada.

Selon Patrick Brazeau, chef national du Congrès des peuples autochtones, M. Carle nuit à la cause des siens. Il est temps pour les gouvernements du Québec et du Canada de reconnaître que cet individu n'a aucune crédibilité et aucune légitimité », a déclaré M. Brazeau.

– Avec *Le Droit* et la Presse Canadienne

Canadien arrêté en Espagne

L'homme est soupçonné de financer des activités terroristes

JOANNA SMITH
TORONTO STAR

La police espagnole a arrêté un Britanno-Colombien soupçonné d'avoir participé au financement d'activités terroristes.

Les autorités américaines recherchent Brian David Anderson, 61 ans, en relation avec une affaire de fraude. Ils le croient également lié au financement d'un camp d'entraînement en Afghanistan. La police espagnole et le FBI l'ont arrêté dans un hôtel de Madrid.

Anderson fait également face à des allégations de fraude pour des investissements auprès de la Commission des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique. En 2004, il avait plaidé coupable à des accusations semblables devant la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.

Le ministre des Affaires intérieures de l'Espagne croit qu'Anderson est lié à l'homme d'affaires new-yorkais Abdul Tawala Ibn Ali Alishtari, 53 ans, accusé le mois dernier de financement d'activités terroristes, de blanchiment d'argent et de soutien matériel au terrorisme.

Alishtari a plaidé non coupable devant un juge de Manhattan. Aucune de ces accusations n'a encore été démontrée en cour.

La plainte du FBI fait suite à une longue enquête menée par l'agent spécial Peter Tzitzis. Elle a été déposée en novembre 2005. Anderson et sa fille Bonnie Dick étaient alors accusés d'être à la tête d'une escroquerie pyramidale qui a soutiré des millions de dollars à des investisseurs entre 2001 et 2003. Le programme frauduleux, appelé « Frontier Assets », aurait permis à Anderson et sa fille d'amasser quelque 7 millions US en investissements venant de diverses personnes en leur promettant des retours élevés sur leurs placements. Selon la plainte, ces investisseurs auraient perdu approximativement 4 millions US.

IMPÔTS

Les services en ligne reprendront au plus tard jeudi

LE DROIT

Les contribuables canadiens pourront recommencer à transmettre dès jeudi leurs déclarations de revenus par les services informatisés de l'Agence de revenu du Canada.

Hier, le commissaire de l'Agence de revenu du Canada, Michel Dorais, a confirmé le rétablissement complet des services aux contribuables au plus tard jeudi.

« Nous avons commencé à remettre en marche certains de nos systèmes. Nous prévoyons le rétablissement complet de tous nos services aux contribuables, y compris la TED, Impôtnet, Changer mon adresse et le traitement des déclarations, au plus tard le jeudi 15 mars 2007 », a indiqué hier le commissaire de l'ARC. À cette liste, on peut également ajouter le service Impôtel (au téléphone) qui sera disponible.

En vue de la reprise complète des activités de ses services en ligne, l'ARC a d'ailleurs rappelé au travail dès ce matin ses employés temporaires pour commencer le traitement des déclarations en suspens.

Selon l'ARC, la panne qui a frappé ses services informatiques et l'interruption des services depuis le 5 mars dernier sont liées à l'installation d'un correctif de logiciel défectueux.

« La sécurité et la confidentialité des renseignements ont été protégées constamment et n'ont en aucun temps été compromises pendant la suspension préventive des services en ligne », assure l'ARC.

« La sécurité et la confidentialité des renseignements ont été protégées constamment. »

Traitement suspendu

Pendant la panne, l'Agence avait également suspendu le traitement des déclarations produites sur papier, et celles produites électroniquement avant l'interruption du système. Les remboursements devraient donc être retardés jusqu'à ce que le traitement ait repris.

L'ACR sera en mesure de déterminer si la production faite par les contribuables avant la panne est touchée par le problème informatique, et avisera directement ceux qui pourraient devoir soumettre une déclaration à nouveau une fois que les systèmes seront redevenus fonctionnels.

La panne est survenue au début de la période des déclarations, qui est loin d'être la plus occupée de la saison des impôts. L'ARC avait ainsi reçu à peine 1 million de déclarations à pareille date l'année dernière, sur les 25 millions qu'elle traite annuellement, ce qui représente environ 4 %.

La période la plus occupée survient en avril, à l'approche de l'échéancier du 30 avril. À une semaine de la date limite, environ 11 millions de formulaires avaient été transmis l'an dernier.

Il a été impossible de savoir hier si la panne fera l'objet d'une enquête de la vérificatrice générale du Canada. Sheila Fraser ne dévoile jamais la cible de ses enquêtes, a-t-on indiqué hier.

Le Fonds est fier d'investir 20 millions de dollars
dans Spectra Premium, de Boucherville.
Parce qu'au Fonds, c'est à ça qu'on se prête.

SPECTRA PREMIUM

Spectra Premium se spécialise dans la fabrication de réservoirs d'essence pour les voitures et les camions légers. L'investissement du Fonds a fourni du carburant à la direction pour faire un rachat d'actions, tout en permettant une forte accélération vers la privatisation de l'entreprise.

Le Fonds de solidarité FTQ, un tremplin pour la croissance des entreprises du Québec.

FONDS de solidarité FTQ

www.fondsftq.com

3458301A

3458309A

ACTUALITÉS

Encore des ennuis pour Myriam Bédard et Nima Mahzari

DENIS ARCAND

Un témoin engagé par Nima Mahzari et Myriam Bédard dans un procès au civil qu'ils ont perdu l'an dernier les poursuit à son tour.

Dans une poursuite déposée récemment en Cour supérieure, l'architecte montréalais Guglielmo D'Onofrio affirme qu'il n'a toujours pas été payé pour ses services durant un procès au civil en 2006, à Québec. Il réclame 8247,84 $ à M. Mahzari et Mme Bédard.

L'architecte a facturé M. Mahzari et Mme Bédard pour son travail de témoin-expert dans un procès au civil intenté au couple par Claude Tremblay, de Lévis, en mai 2006. Le litige portait sur une transaction immobilière qui a avorté et qui portait entre autres sur des réparations à un mur qui s'est écroulé. M. Tremblay réclamait 37 000 $ au couple Bédard-Mahzari, qui a répliqué par une réclamation de 52 500 $. Après avoir démêlé l'écheveau le juge a ordonné à Myriam Bédard et à Nima Mahzari de verser 8438 $ à l'autre partie.

Nima Mahzari devra aussi se défendre, au mois de mai, d'accusations de vol et recel de tableaux.

Le couple en a appelé du jugement en octobre dernier. Mais il n'a pas payé son témoin-expert, affirme ce dernier.

« Mon client et M. Mahzari étaient en termes très amicaux. Alors mon client a patienté un certain temps avant d'agir, parce que M. Mahzari lui répétait sans cesse de ne pas s'en faire, qu'il allait être payé », a dit Me Flavio Condo, qui représente l'architecte. Mais les mois ont passé et la facture demeure impayée, ajoute Me Condo.

« La mise en demeure est prête depuis octobre 2006, mais on avait de la difficulté à les contacter. Et puis là, on a vu toute ces histoires dans les médias, alors on a compris pourquoi c'était difficile de les joindre », a dit Me Condo hier.

Rappelons qu'en novembre, Mme Bédard a fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour être partie aux États-Unis avec son conjoint, M. Mahzari, ainsi que sa fille d'un mariage précédent, sans l'autorisation paternelle. Au terme d'une cavale qui a généré plus de 200 articles de journaux, Mme Bédard a été arrêté au Maryland juste avant Noël et extradée au Canada en janvier, où elle a plaidé non coupable à une accusation d'avoir enlevé sa fille. Sa prochaine comparution à ce sujet doit avoir lieu le 2 avril à Québec.

M. D'Onofrio n'a pas rappelé *La Presse*. Un message laissé chez M. Mahzari et Mme Bédard à Montréal n'a pas permis de les joindre.

M. Mahzari devra aussi se défendre, au mois de mai, d'accusations de vol et recel de tableaux. Il a plaidé non coupable.

NOUS PAYONS LES 2 TAXES† POUR VOUS

LAVEUSES ET SÉCHEUSES À PRIX DE LIQUIDATION

†Sears deduira un montant équivalent à la TVQ et à la TPS du prix de l'achat. L'offre ne s'applique pas aux frais du contrat de protection, aux frais de livraison ou d'installation.

Sears

MAGASIN DE LIQUIDATION

...DES PRIX HORS PAIR!!

Carré Décarie, Côte Saint-Luc
(au premier étage)

maintenant 129,99

SHAMPOUINEUSE KENMORE MD 'POWER SPIN'

Modèle neuf

Prix ordinaire Sears 169,99
N° 78400

NOUS AVONS FAIT DES RÉDUCTIONS ADDITIONNELLES SUR NOS PRIX DE LIQUIDATION SUR UNE SÉLECTION DE RÉFRIGÉRATEURS

Était 725 - 1200 $

maintenant 599,99 - 799,99

NOUS PAYONS LES 2 TAXES† POUR VOUS

SÉLECTION DE CANAPÉS 2 ET 3 PLACES EN TISSU À PRIX DE LIQUIDATION

†Sears deduira un montant équivalent à la TVQ et à la TPS du prix de l'achat. L'offre ne s'applique pas aux frais du contrat de protection, aux frais de livraison ou d'installation.

ET, ÉPARGNEZ 10% DE PLUS

SUR LES PRIX DE LIQUIDATION OU PROMOTIONNELS DE PRESQUE TOUTE LA MARCHANDISE EN MAGASIN LORSQUE VOUS UTILISEZ VOTRE CARTE SEARS OU MASTERCARD MD SEARS MD*

* Sur approbation de votre crédit. À l'exclusion des vêtements, livres, cadres, CD, jeux électroniques et chandelles

CARRÉ DÉCARIE
6900, BOUL. DÉCARIE,
CÔTE SAINT-LUC, QC.
(514)731-6118

Boulevard Décarie / Rue Vézina / Avenue Coolbrook / Avenue Clanranald

LUNDI-MERCREDI DE 10 H À 18 H
JEUDI ET VENDREDI DE 10 H À 21 H
SAMEDI DE 9 H À 17 H
DIMANCHE DE 10 H À 17 H

Prix en vigueur du lundi 12 au dimache 18 mars 2007,
dans la limite des stocks. Achats sur place seulement. À ces prix de liquidation, toutes les ventes sont finales.

SUPPLÉMENT POUR LA LIVRAISON. Achats sur place seulement. Toute la marchandise est vendue 'telle quelle' et toutes les ventes sont finales. Pas d'échange, de retour ou de remise pour la marchandise déjà achetée. Les offres de rabais ne peuvent pas être combinées. Pas de revendeurs. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Ces offres sont disponibles seulement au Centre de liquidation Sears au Carré Décarie

Utilisez votre carte Sears ou votre carte MasterCard Sears et obtenez des points*
* sur approbation de votre crédit

Sears
La belle vie à bon prix.

Achats par catalogue
24 heures sur 24, 7 jours sur 7
1-800-267-3277
www.sears.ca

© 2007. Sears Canada Inc.

3467827A

CONGÉDIEMENT DE JEAN PELLETIER

Ottawa n'en appellera pas du jugement

KARINE FORTIN
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le gouvernement fédéral a décidé de ne pas interjeter appel d'un jugement de la Cour fédérale lui recommandant de réintégrer l'ancien président du conseil d'administration de VIA Rail, Jean Pelletier, dans ses fonctions.

L'ancien conseiller de Jean Chrétien avait été congédié après avoir fait des commentaires controversés sur Myriam Bédard.

L'ancien maire de Québec et conseiller de Jean Chrétien avait été congédié en mars 2004 après avoir fait des commentaires controversés sur la championne olympique Myriam Bédard.

En plein scandale des commandites, Mme Bédard avait écrit au premier ministre Paul Martin pour lui confier qu'elle avait été témoin de « choses pas catholiques » lorsqu'elle travaillait pour VIA Rail.

M. Pelletier avait réfuté les allégations et qualifié Mme Bédard « de pauvre fille qui fait pitié, une fille qui n'a pas de conjoint ».

Un juge de la Cour fédérale avait conclu en novembre 2005 que le gouvernement avait traité M. Pelletier de façon inéquitable en le remerciant pour inconduite sans l'avoir informé de ce qu'on lui reprochait et sans lui avoir donné l'occasion de s'expliquer.

Le tribunal avait recommandé sa réintégration. Cette décision a été confirmée par la Cour fédérale d'appel en janvier dernier.

Le délai d'appel de 60 jours expirait hier. Un porte-parole du Conseil privé, Greg Jack, a confirmé en fin d'après-midi qu'Ottawa n'avait pas l'intention de porter l'affaire devant le plus haut tribunal du pays.

Les démêlés de Jean Pelletier avec le gouvernement fédéral ne sont pas terminés pour autant.

En dépit d'un premier jugement qui lui était favorable, l'ancien maire de Québec a en été congédié une deuxième fois de chez VIA Rail en 2005, en raison cette fois de son rôle présumé dans le scandale des commandites.

Le politicien a contesté ce geste devant les tribunaux et réclame 3,7 millions de dollars en dommages moraux et exemplaires au gouvernement du Canada. Ces causes ne sont pas terminées.

Alléguant les procédures en cours, une porte-parole de M. Pelletier s'est d'ailleurs refusé à tout commentaire sur la décision d'Ottawa de ne pas interjeter appel. En janvier dernier, l'homme s'était dit satisfait du jugement de la Cour fédérale qui confirmait « la justesse » de ses prétentions.

mercedes-benz.ca/classeb

CLASSE B

MENSUALITÉ	ACOMPTE
319 $*	3 140 $*
360 $*	1 540 $*
400 $*	0 $*

À 4,5 % BASÉ SUR UN BAIL DE 39 MOIS

C280 Édition AVANTGARDE

PDSF À PARTIR DE 43 500 $† — 415 $† PAR MOIS AVEC ACOMPTE DE 4 350 $ — À 4,25 %† BASÉ SUR UN BAIL DE 39 MOIS

- Toit ouvrant coulissant, en verre
- Système audio ambiophonique harman/kardon® LOGIC7®
- Jantes de 17 po en alliage d'aluminium à 7 bras à rainure
- Traction intégrale 4MATIC MC en permanence disponible†

R350

PDSF À PARTIR DE 62 900 $† — 669 $† PAR MOIS AVEC ACOMPTE DE 6 440 $ — À 3,9 %† BASÉ SUR UN BAIL DE 36 MOIS

- Ample espace pour six
- Traction intégrale 4MATIC MC en permanence
- Transmission automatique à 7 rapports 7G-TRONIC
- Système de divertissement pour les passagers arrière, en option

L'ÉVÉNEMENT « LE PRINTEMPS SOUS UNE BONNE ÉTOILE »

PAS DE PREMIÈRE NI DE DEUXIÈME MENSUALITÉ POUR LA NOUVELLE CLASSE B

L'Événement « Le printemps sous une bonne étoile » a commencé, vous donnant la chance de profiter de superbes offres valables pour une variété de nouveaux véhicules. Pendant une durée limitée, ne payez ni de première ni de deuxième mensualité pour la nouvelle Classe B et la E280 4MATIC MC de prochaine génération. Bénéficiez de presque 6 000 $ d'équipement supplémentaire sans frais en optant pour une C280 Édition AVANTGARDE. Ou procurez-vous une Classe R six places à partir de seulement 669 $ par mois. Passez faire un essai routier dès aujourd'hui chez un concessionnaire Mercedes-Benz.

Mercedes-Benz

Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, Boul. Décarie, Montréal
(514) 735-3581

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, Boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux
(866) 405-4444

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval
(866) 368-3585

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, Boul. Taschereau, Greenfield Park
(866) 734-1111

3468685A 3468696A

FINANCEMENT OFFERT PAR Services financiers Mercedes-Benz

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2007. *Offre de location-bail basée sur une B200 neuve, disponible uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. 319 $/360 $/400 $ par mois pendant 39 mois. Acompte ou reprise équivalente de 3 140 $/1 540 $/0 $ plus dépôt de garantie de 350 $/400 $/500 $ et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. Première et deuxième mensualités non exigées (jusqu'à concurrence de 800 $). PDSF à partir de 31 400 $. Taux de location annuel de 4,5 %. Obligation totale : 14 943 $/14 860 $/14 800 $. Kilométrage limité à 18 000 km/an (0,20 $/km supplémentaire). Frais de transport et de préparation (jusqu'à 1 795 $; le concessionnaire peut facturer moins), d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance, ainsi que taxes et frais RRPMR en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. †Offre de location-bail basée sur une C280 AVANTGARDE/R350 neuve, disponible uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. 415 $/669 $ par mois pendant 39/36 mois. Acompte ou reprise équivalente de 4 350 $/6 440 $ plus première mensualité, dépôt de garantie de 500 $/800 $ et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 43 500 $/62 900 $. Taux de location annuel de 4,25 %/3,9 %. Obligation totale : 20 535 $/30 524 $. Kilométrage limité à 18 000 km/an (0,20 $/0,25 $ par km supplémentaire). Frais de transport et de préparation (jusqu'à 1 795 $; le concessionnaire peut facturer moins), d'immatriculation et d'assurance, ainsi que taxes et frais RRPMR en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. B200 TURBO avec Ensemble Sport optionnel, C280 et R350 montrées. Offre pouvant changer sans préavis et ne pouvant être combinée à aucune autre offre.

Mission canadienne en Afghanistan

Jouer à la guerre sous le soleil de la Floride

SIMON COUTU
COLLABORATION SPÉCIALE

CAMP BLANDING, Floride — Dans un petit village en ruine, les réservistes de l'armée canadienne combattent des hommes qui ont l'allure de talibans. Les ennemis barbus sont peu nombreux, mais ils sont déterminés à perturber les élections qui ont été annoncées. Environ 500 militaires réservistes canadiens ont été dépêchés pour faire respecter le processus démocratique.

Depuis le début de la mission canadienne en 2002, ce genre d'affrontement semble être de plus en plus fréquent en Afghanistan. Pourtant, le théâtre de cette bataille n'est pas un village de la province de Kandahar, mais bien une installation militaire au nord de la Floride. Au beau milieu d'un bois sablonneux entouré par des conifères et des plantes exotiques, les serpents sont bien plus dangereux que les talibans.

Une semaine au soleil

Du 26 février au 3 mars derniers, la réserve des Forces armées canadiennes s'est entraînée à Camp Blanding, immense base de la Garde nationale de Floride près de Jacksonville. Ils ont quitté le froid hivernal pour passer une semaine au soleil. Environ 80 % des soldats sont québécois. Le gouvernement canadien a débloqué un budget de 1,9 million de dollars pour ce stage.

Le sergent Berthe croit que l'entraînement en Floride pourrait convaincre plusieurs réservistes de se porter volontaires pour la mission en Afghanistan. Avec une vingtaine d'années de service dans les forces régulières de l'armée, il s'est rendu à Camp Blanding pour transmettre son savoir d'obusier. « Les exercices qu'on fait ici aident à donner le goût de partir, estime-t-il. Ça allume un désir de vivre autre chose. Je juge que cet entraînement peut les motiver à aller faire un tour en Afghanistan. »

Réservistes sollicités

À la fin de l'entraînement, le colonel Lachance s'est adressé à ses soldats. Il n'a pas manqué de rappeler qu'en 2009, les Forces armées s'attendent à ce que 500 militaires de la réserve se portent volontaires pour partir en Afghanistan.

Au mois d'août prochain, 2500 militaires se rendront à Kandahar. La majorité d'entre eux sont des soldats québécois de la base de Valcartier, dont quelque 260 font partie de la réserve.

Aucun des militaires présents à l'entraînement en Floride ne partira en Afghanistan, tous ayant décidé de passer leur tour cette fois-ci. Pourtant, l'armée risque d'avoir de plus en plus besoin de cette relève dans les années à venir. « Même si la mission ne dure que jusqu'en 2009, il se peut qu'on doive demander à des soldats de la force régulière d'y aller deux fois », affirme le colonel Lachance.

Depuis le début de la mission canadienne en 2002, 45 soldats canadiens sont morts en Afghanistan, ce qui en fait l'opération la plus dangereuse pour le Canada depuis la guerre de Corée.

Plusieurs des soldats canadiens présents à l'entraînement en Floride ne semblent pas prêts pour le grand voyage. « Il y a toujours un certain risque à partir, affirme le caporal Benoît, 18 ans. Là-bas, c'est la vraie guerre avec toute l'adrénaline, c'est ce qui m'attire. Au Canada en temps de paix, on est toujours en entraînement et il ne se passe rien. »

Mère et militaire

Isabelle Brault a 40 ans et est mère de trois enfants. Après la fermeture l'aéroport de Mirabel où elle était employée, elle a décidé de s'enrôler dans la réserve. Au sein d'une équipe de jeunes étudiants, on la surnomme la « maman » de l'infanterie. Dans le noir de la forêt floridienne, le visage barbouillé de maquillage camouflant, elle s'informe du moral des troupes. Ils n'ont pas dormi depuis 24 heures.

Si l'armée lui demandait de se rendre en Afghanistan, elle partirait. « On ne choisit pas nos missions. Ce qui m'intéresse le plus avec les Forces, c'est l'aspect humanitaire. J'aimerais me rendre un peu partout dans le monde pour sécuriser les gens. »

Un déploiement est un gros défi pour une vie familiale. Jusqu'à maintenant, elle considère avoir réussi à concilier son rôle de mère et de militaire. « Au début, c'était très difficile en tant que maman, explique-t-elle. Mais je me suis bien adaptée. Même si je pense à ma famille, je me suis mis une muselière et j'ai appris à déconnecter aussitôt que j'enfile l'uniforme. Mes enfants comprennent la valeur de ce que je fais. »

Un choix de vie

De son côté, Jessie Martin songe à faire le saut dans l'armée régulière. Elle a 17 ans. « L'armée, j'en mange. Dans la réserve, j'ai accès à la base, mais j'aimerais en avoir plus. Pourtant, il y a des conséquences que je ne suis pas encore prête à assumer. Je ne suis pas encore disposée à confier ma vie aux Forces et je ne sais pas si je veux aller en Afghanistan. C'est un pays à l'autre bout du monde et je ne veux pas prendre une décision sur un coup de tête. »

Au terme de la bataille contre les faux talibans, l'adjudant-chef Boies, observateur avec plus de 30 ans de service dans l'armée, semble sceptique. Selon lui, ces soldats ne sont pas prêts à partir en Afghanistan. « Ce n'était pas l'excellence. Ils n'ont pas l'expertise, ni les techniques, mais c'était une bonne bataille. »

PHOTO FRANÇOIS LAPLANTE DELAGRAVE, COLLABORATION SPÉCIALE

«Les exercices qu'on fait ici aident à donner le goût de partir, estime le sergent Berthe. Ça allume un désir de vivre autre chose. Je juge que cet entraînement peut les motiver à aller faire un tour en Afghanistan. »

COROLLA 2007
189 $
PAR MOIS/LOCATION 60 MOIS◆
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 2 024 $
OPTION 0 $ COMPTANT DISPONIBLE
À L'ACHAT à partir de
15 785 $*
Ville : 7,1 L/100 km†
Route : 5,3 L/100 km†
VÉHICULE À ÉMISSIONS ULTRA FAIBLES

VENTE ÉTIQUETTES ROUGES

1RE MENSUALITÉ GRATUITE À LA LOCATION◆ ou REMISE ÉQUIVALENTE À L'ACHAT◆◆
+
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ◆
SUR TOUS LES MODÈLES 2007

MATRIX 2007
209 $
PAR MOIS/LOCATION 60 MOIS◆
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 2 209 $
OPTION 0 $ COMPTANT DISPONIBLE
À L'ACHAT à partir de
17 200 $*
Ville : 7,9 L/100 km†
Route : 5,9 L/100 km†
VÉHICULE À ÉMISSIONS ULTRA FAIBLES

C'EST LE DÉBUT D'UNE BELLE HISTOIRE
ETIQUETTESROUGES.CA

TOYOTA SERVICES FINANCIERS · PEA · PROGRAMME TOYOTA POUR DIPLÔMÉS 1 000$ de remise**

ACCèS TOYOTA Une expérience d'achat tellement plus sympa.
Votre nouvelle Toyota part toujours avec le plein d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. ◆ Offres de location au détail valables sur les modèles Corolla CE 2007 (BR32EM AA) et Matrix 2007 (KR32EM AA) neufs en stock. Première mensualité de 0 $ sur tous les modèles 2007 neufs en stock, pour un terme de location de 48 mois (terme de location de 60 mois pour les Yaris, Corolla et Matrix). Dans l'éventualité où un client désire avoir un terme de location moindre que 48 mois (Yaris, Corolla et Matrix moindre que 60 mois), un rabais représentant le coût d'une mensualité basée sur un terme de 48 mois (terme de 60 mois pour les Yaris, Corolla et Matrix) sera accordé (taxes incluses). Offre de 0 $ dépôt de sécurité à la location sur tous les modèles Toyota 2007 neufs en stock. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 ¢ (Corolla et Matrix) du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 1 998,01 $ pour la Corolla CE 2007 (BR32EM AA) et de 2 179,06 $ pour la Matrix 2007 (KR32EM AA), taxes incluses. ◆◆ Remise à l'achat équivalant à une mensualité de location basée sur un terme de 48 mois (terme de 60 mois pour les Yaris, Corolla et Matrix), taxes incluses, applicable au financement à l'achat des modèles 2007 neufs en stock. * PDSF pour les modèles Corolla CE 2007 (BR32EM AA) et Matrix 2007 (KR32EM AA) neufs en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'assurance et les taxes sont en sus. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 $ de remise) peut différer selon le modèle. † Cotes de consommation (ville/route) basées sur l'année-modèle 2007 pour une transmission manuelle pour le moteur du modèle indiqué. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 2 avril 2007. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant de la grande région de Montréal.

TOYOTA faire toujours mieux

3466942A

ACTUALITÉS

Un père incestueux condamné

En plus d'agresser ses deux belles-filles et son fils, il incitait ce dernier à l'imiter

CHRISTIANE DESJARDINS

Après s'être grossièrement moqué du système de justice en 2005 en incitant ses deux belles-filles à mentir à la cour, un père incestueux a finalement été rattrapé par le destin.

L'homme de 42 ans, qui nous ne pouvons identifier pour protéger l'identité de ses victimes, a été condamné à 66 mois de prison, récemment, au palais de justice de Montréal, après avoir plaidé coupable à des accusations de contacts sexuels et incitation à contact sexuels avec son propre fils, de même qu'avec les deux filles de sa conjointe.

On se trouve ici en présence d'une famille recomposée depuis la fin des années 90. Madame avait deux fillettes de 6 et 8 ans, tandis que monsieur avait un fils de 6 ans. Les agressions ont commencé en janvier 2000, d'abord avec la plus jeune des filles, qui avait alors 7 ans. L'homme en est venu à avoir des relations sexuelles complètes avec les deux fillettes. Les agressions avaient lieu toutes les semaines, pendant que la mère dormait ou qu'elle était sortie. Puis l'homme a commencé à faire des fellations à son fils, et à exiger la pareille de sa part. Mais ce n'était pas encore assez. monsieur a incité son fils à avoir des relations complètes avec la plus jeune des filles, devant lui.

L'homme s'est retrouvé devant la justice une première fois en 2005, à la suite d'un signalement. Il a incité ses deux belles-filles à mentir à la cour. Elles ont dit que leur beau-père n'avait jamais de geste déplacé à leur endroit, et au terme de son procès, il a été acquitté. Triste ironie, l'homme continuait d'agresser les enfants pendant son procès. Il a d'ailleurs continué de le faire jusqu'en février 2006, moment où la plus jeune des filles s'est confiée à une amie. L'homme a été arrêté, est resté détenu, et a plaidé coupable en septembre dernier. Il savait que ce qu'il faisait avec les enfants était mal, mais il ne pouvait s'en empêcher, a-t-il dit.

Les expertises réalisées sur l'accusé démontrent qu'il a des comportements compulsifs, notamment de jeu pathologique, d'égocentrisme, et qu'il a une forte tendance à s'isoler socialement. On dit aussi qu'il a un faible degré de compréhension de ses problèmes.

La Couronne réclamait neuf ans de prison, mais le juge Claude Parent a estimé qu'un total de 66 mois était une peine plus adéquate. Il faut déduire 26 mois de détention préventive, ce qui laisse une peine de 40 mois à purger.

Un recycleur d'argent sale reconverti en trafiquant de cocaïne

ANDRÉ CÉDILOT

Serge Bourret, homme de confiance de la « reine de Kanesatake », a écopé 42 mois de pénitencier, hier, en Cour du Québec, pour des affaires de trafic de cocaïne et de recyclage d'argent sale. En trois mois, au début de l'année 2006, il a aidé la prolifique trafiquante autochtone, Sharon Simon, à blanchir plus de 2 millions de dollars.

Résidant de l'avenue des Terrasses, à Laval, Bourret, 59 ans, transportait régulièrement de grosses sommes d'argent que la quadragénaire de Kanesatake faisait convertir dans un bureau de change de la métropole. Le 24 avril 2006, les policiers avaient notamment interpellé Bourret en possession de 120 000 $ en devises américaines et canadiennes.

Réorientation de carrière

Au lieu de cesser ses activités illicites, Bourret a choisi de « réorienter sa carrière criminelle vers quelque chose de plus payant, le trafic de cocaïne », a noté le juge Paul Chevalier. En effet, deux mois plus tard, lors de la rafle qui a emporté la bande de Sharon Simon, la police a trouvé au sous-sol du domicile de Bourret, dissimulé dans le plafond suspendu, trois quarts de kilos de cocaïne et quelque 70 000 $ en espèces.

Aux yeux du juge, une telle attitude démontre clairement « l'enracinement de valeurs criminelles » chez l'accusé. Au plan de la réinsertion sociale, même si Bourret a un casier judiciaire vierge, cela « laisse planer un pronostic plutôt sombre », a-t-il ajouté, en le condamnant à une peine équivalant à 5 ans de pénitencier. Étant donné la détention préventive de 9 mois (elle compte pour le double), Bourret a encore 42 mois à purger.

La « reine de Kanesatake »

Parmi les autres accusés, on retrouve, bien sûr, Sharon Simon, 47 ans. De son domaine de Kanesatake, elle était à la tête d'un gang qui écoulait une centaine de livres de marijuana par semaine. Entre le 17 janvier et le 1er mai 2006, le groupe a échangé pas moins de 4,8 millions de dollars dans des bureaux de change de Montréal. Le mafioso calabrais Sergio Piccirilli, 47 ans, est l'un de ses principaux associés. Ils entretenaient une liaison amoureuse au moment d'être arrêté, le 21 juin 2006, dans le cadre du projet Cléopâtre. La fille de Sharon Simon, ainsi que son gendre, ont aussi été épinglés. Les dossiers d'accusations de tout ce beau monde sont en cours au palais de justice de Laval.

MANON, TU M'INSPIRES...

NOTRE PORTE-PAROLE MANON LEBLANC PRÉSENTE UNE TRANSFORMATION EXTRÊME DE CUISINE POUR MOINS DE 4 000 $.

en collaboration avec MAISON ETHIER

VENEZ ASSISTER À SA CONFÉRENCE !

SAMEDI 17 ET 24 MARS À 14H
DIMANCHE 18 ET 25 MARS À 14H

DANS LE CADRE DE LA CONFÉRENCE **TRUCS ET ASTUCES POUR UNE TRANSFORMATION « ÉCLAIR »**, MANON VOUS DÉVOILE SES PRÉCIEUX CONSEILS.

photo : Monic Richard 3461728A

LA MAISON DE BOIS URBAINE

Une étonnante maison de bois rond qui allie chaleur et fonctionnalité entièrement meublée des dernières tendances à caractère contemporain en aménagement intérieur. L'extérieur est agrémenté d'un bassin d'eau habillé de végétaux naturels insufflant un vent de fraîcheur et un sentiment de détente.

Réalisée par Woodmaster Canada. Une conception de Yvon Design en collaboration avec Meubles Re-No et Aménagement Dominique Filion.

L'INTEMPORELLE

Une maison multi générationelle d'inspiration européenne, toute de brique et de bois torréfié, procédé unique et nouveau au Québec, et dotée d'une toiture en tôle recyclée. En vedette, un magnifique bassin intérieur fait de céramiques d'Italie et le mur d'eau de plusieurs mètres de haut sur 4 côtés.

Réalisée par Maisons Marcoux et le Groupe Servicom. Une conception de Gau Designs et Concepts en collaboration avec JC Perreault et Aménagement Denis.

PARCOURS DES NOUVEAUTÉS

Présenté par DECORMAG

Les **dernières tendances et les plus récentes innovations** en rénovation, décoration, construction et aménagement paysager.

THÉÂTRE RE/MAX — OUVERT À TOUS !

Plus de 60 conférences thématiques présentées pendant 10 jours. Visitez le **www.beauxprojets.com** pour connaître l'horaire complet des conférences.

En collaboration avec L'ENTREPÔT DU Bamboo WAREHOUSE

DE PLUS...

L'ÉCOLE NATIONALE DU MEUBLE ET DE L'EBÉNISTERIE DE MONTRÉAL expose plusieurs des magnifiques créations au design unique de ses finissants.

Une réalisation de Gau

LA TERRASSE « CUISINE EN PLEIN-AIR »

Présentée par JCPerreault Gracieuseté de IGA

Découvrez les plus récents modèles de BBQ haut de gamme et savourez les délicieuses bouchées préparées par nos chefs invités.

SALON NATIONAL DE L'HABITATION Présenté par RE/MAX

AMÉLIORER SON DOMICILE, C'EST PAYANT !

Le Salon national de l'habitation est un événement dmg média mondial, une production Expo Media

« Parce que vous méritez plus »

Le plus grand courtier indépendant en REER et FERR au Canada avec des conseillers payés pour écouter et donner un avis objectif.

Actions - Obligations
Fonds Mutuels - CPG
Assurances

WESTMOUNT 934-0586 POINTE-CLAIRE 697-0035
ROTHENBERG & ROTHENBERG
www.rothenberg.ca

3468701

Françoise David
de Québec solidaire
et Scott McKay
du Parti vert du Québec
réagissent au débat des chefs.
DUTRIZAC ce soir 22h30

tqs
Le mouton noir de la télé !

3468224A

Spectaculaire explosion à la suite du déraillement d'un train dans l'État de New York

PHOTO MIKE GREENLAR, AP

Un train transportant du gaz propane a déraillé hier matin à Oneida, dans l'État de New York, entraînant une explosion suivie d'une immense boule de feu dans le ciel. Une épaisse fumée noire a envahi les environs forçant l'évacuation du centre-ville dans un rayon de 1,6 kilomètre. On ne signale aucun blessé. La plupart des wagons, soit 20 sur un total de 25, ont quitté les rails, selon ce que le major Leo Matzke a affirmé sur les ondes de la radio de Syracuse WSYR-AM.

lexus.ca

Nous vous présentons la superbe Lexus LS 460 et la magnifique LS 460 L à empattement long. Déserte, la route vous lance une invitation irrésistible. Vous appuyez sur l'accélérateur. Le V8 de 4,6 litres à 32 soupapes répond à l'appel. Peu après, en jetant un coup d'œil au groupe d'instruments, vous vous rendez compte que vous êtes en 8e. Vous voilà surpris pour deux raisons. Tout d'abord, c'est la première fois que vous roulez en 8e, car la Lexus LS 460 est dotée de la première transmission à 8 rapports au monde. Et puis, les changements de vitesse se font avec une telle douceur qu'ils sont quasiment imperceptibles. Cette Super transmission à commande électronique est un véritable tour de force en matière de design et d'ingénierie. Et c'est loin d'être la seule innovation à bord. Partez en quête du moment. Visitez ls460.ca ou composez le 1 800 26-LEXUS pour en savoir plus.

LEXUS
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

VOUS ROULEZ À VITESSE DE CROISIÈRE QUAND ARRIVE LE MOMENT OÙ VOUS VOUS EXCLAMEZ : « OUAH, JE SUIS EN 8e ! »

*LA LS 460, TRÈS BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE 86 400 $**

*LA LS 460 L, TRÈS BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE 98 700 $***

*PDSF de la LS 460 2007 (BL46FV « A »). **PDSF de la LS 460 L 2007 (GL46FV « A »). Modèle montré : LS 460 2007 (BL46FV « A »). Frais de transport, de préparation et d'immatriculation, ainsi que redevances et toutes taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre.

3458945A

3458960

ACTUALITÉS

REDOUBLEMENT APRÈS UNE ANNÉE

Les enseignants attaquent la Fédération des commissions scolaires

ÉMILIE CÔTÉ

La Fédération des syndicats de l'enseignement du Québec (FSE) accuse la Fédération des commissions scolaires de ne pas respecter les directives du ministère de l'Éducation concernant la possibilité qu'un élève redouble à la fin d'une année scolaire, et non seulement à la fin d'un cycle de deux ans.

En décembre dernier, la FSE et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) formulaient une série de propositions pour « réformer la réforme », plutôt que d'y mettre un frein. L'une des réponses du ministre Jean-Marc Fournier concernait le redoublement. Il écrivait à la FSE : « Il est possible de prolonger d'une année la durée du primaire, pour qu'un élève puisse reprendre, en tout ou en partie, ce qu'il n'a pas maîtrisé dans son parcours scolaire, et ce à la fin d'un cycle, ou en cours de cycle. »

Pour Johanne Fortier, présidente de la FSE, il s'agissait d'un « pas dans la bonne direction » pour « réformer la réforme » et s'assurer qu'un élève ait les acquis nécessaires pour poursuivre son parcours scolaire. « Mais il fallait que ces directives prennent action dans le milieu. Nous avions des craintes à cet égard », relate-t-elle.

La Fédération a récemment mis la main sur une lettre diffusée dans le réseau de l'Éducation par Pâquerette Gagnon, directrice générale de la Fédération des commission scolaires (FCSQ), et Susan Tremblay, présidente de l'Association des directeurs généraux de commissions scolaires. Dans le document, obtenu en partie par *La Presse*, elles affirment : « Rien ne permet d'affirmer que le régime pédagogique permettrait au ministre de faire une telle annonce. Une application textuelle du régime ne permet pas d'autoriser un redoublement à la fin de la première année d'un cycle au primaire. »

PHOTO TIM BOYLE, GETTY IMAGES

Les enseignants estiment que la politique sur le redoublement en vigueur dans les commissions scolaires dessert mal les élèves.

Selon la FSE, la Fédération des commissions scolaires contrevient aux directives du ministre Fournier. « Avec quelle légitimité conteste-t-elle une directive du Ministère ? déplore Johanne Fortier. C'est inadmissible. » De son côté, la FCSQ dit respecter les dispositions légales actuelles du régime pédagogique. « On ne fait que répondre à nos membres ce que le régime pédagogique prescrit, a indiqué à *La Presse* le porte-parole, Denis Pouliot. La position de la Fédération respecte le régime pédagogique. Si on voulait faire autrement, il faudrait modifier le régime. »

« Nous attendons des clarifications du ministère de l'Éducation, ajoute-t-il. Une rencontre est prévue autour du 20 mars. »

GAZ À EFFET DE SERRE

Le plan de Montréal critiqué

ÉRIC CLÉMENT

Le Front québécois pour une gestion écologique des déchets (FQGED) et Projet Montréal critiquent sévèrement le plan d'action présenté jeudi dernier par Montréal pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 20 % d'ici à 2012. Le FQGED estime que la Ville se trompe de priorités alors que, pour le parti de Richard Bergeron, il n'y a rien de nouveau.

Selon le FQGED, la Ville devrait implanter partout la collecte des matières organiques plutôt que de tergiverser. Ainsi, le taux de recyclage monterait rapidement, le tiers de nos poubelles étant composé de matières putrescibles. Cela diminuerait également les émissions de GES.

Robert Ménard, directeur du FQGED, affirme que le responsable du développement durable à la Ville, Alan DeSousa, a omis de préciser que le captage des biogaz qui a permis de réduire les émissions de GES au Complexe environnemental Saint-Michel est effectué par une centrale thermique. Celle-ci doit fournir 172 millions de kWh par année pendant 25 ans pour chauffer des maisons, mais elle fonctionne aussi au gaz naturel et au mazout depuis 2004, car les biogaz sont insuffisants. Du coup, elle émet aussi des GES…

« L'enjeu majeur reste que nos déchets organiques sont envoyés dans les sites de Lachenaie et Saint-Thomas, dans Lanaudière, et de Lachute et Sainte-Sophie, dans les Laurentides, dit M. Ménard. Du coup, on transfère les émissions de GES hors de l'île, ce qui ne résout pas le problème. En plus, on utilise 75 400 camions par an pour ce transfert. Il faudrait aller vers le compostage à grande échelle, qui émet beaucoup moins de GES. »

Projet Montréal affirme quant à lui que l'administration Tremblay n'a pas de culture écologique. « M. DeSousa est un être humain très sympathique mais, en tant que responsable de l'environnement, ça fait pitié, lâche Richard Bergeron. Il n'y a rien de nouveau dans ce qui a été annoncé jeudi par rapport à ce qui avait été annoncé en janvier 2005. »

M. Bergeron assure que son parti, s'il était élu, investirait 500 millions par an pour implanter une politique urbaine incluant notamment un réseau de tramway de 250 km et une façon de faire de l'urbanisme « avec des valeurs d'aujourd'hui ».

« La dernière fois que le transport collectif a eu le vent dans les voiles, c'est lors du premier mandat du RCM entre 1987 et 1991, dit-il. La croissance du nombre d'autos à Montréal était de 1000 par année. Depuis que Gérald Tremblay est au pouvoir, c'est 11 000 autos par année, et il dit qu'il n'est pas responsable de ça ! De toute évidence, il n'y a personne dans son équipe qui connaît quoi que ce soit en matière de développement durable, de transport en commun ou d'urbanisme. »

Projet Montréal propose de faire appel plus souvent à des véhicules moins polluants, notamment chez les entrepreneurs québécois. « On ne fait pas confiance à des entreprises comme Véhicules Nemo, dans les Laurentides, qui a tout fait pour vendre des camionnettes électriques à la Ville, ou encore à Autobus Deshaies, qui pourrait fournir des véhicules hybrides, dit M. Bergeron. On les envoie paître continuellement. »

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste :
eric.clement@lapresse.ca

L'encan des Impatients s'achève

ÉMILIE CÔTÉ

La mise aux enchères des 280 œuvres de l'exposition-encan *Parle-moi d'amour* se termine ce soir à la galerie Les Impatients, rue Sherbrooke Est. Des œuvres signées par des artistes professionnels, dont Janine Carreau, René Derouin, Peter Krausz, Sylvia Safdie, Francine Simonin, Yves Trudeau et Clémence DesRochers, mais aussi réalisées par des personnes qui fréquentent le centre des Impatients.

L'organisme à but non lucratif fête ses 15 ans cette année. Le centre a pour mission d'offrir un lieu d'expression artistique et thérapeutique aux personnes souffrant de problèmes de santé mentale. La galerie Les Impatients tient l'exposition-encan annuelle *Parle-moi d'amour*. L'an dernier, la vente des œuvres a permis d'amasser plus de 50 000 $, qui ont servi au financement d'ateliers d'art-thérapie.

Clémence DesRochers et le hockeyeur Stéphane Quintal sont les porte-parole de l'exposition qui a débuté le 10 février. « Tous les artistes ont utilisé le même format de 10 pouces sur 10 pouces, explique la directrice générale des Impatients, Lorraine Palardy. En général, ce sont des acryliques ou des huiles sur toile. Il y a aussi quelques sculptures. » Sans compter les collages, les dessins et les toiles à la gouache, au pastel ou à l'aquarelle.

Cette année, Les Impatients présentait également le troisième tome du coffret de lettres *Mille mots d'amour*, dont la marraine est l'animatrice de *Fréquence libre* Monique Giroux. Plus de 100 personnes signent une lettre. Des personnes qui fréquentent le centre des Impatients, des auditeurs de la radio de Radio-Canada et des artistes comme Ariane Moffatt, Marie-Claire Blais, Jean-Marc Vallée, Lise Payette et Yann Perreau.

Chaque semaine, plus de 220 personnes atteintes de maladie mentale fréquentent un des 23 ateliers offerts par l'organisme.

Pour plus d'informations : www.impatients.ca.

Vieux-Québec en forfait

Forfait gastronomique
• 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes
• Petit déjeuner américain
• 1 souper / table d'hôte à « La Table du Manoir »
• Accès à la piscine intérieure / sauna / club santé
• Frais de service

Valide jusqu'au 30 avril 2007

À partir de 189$ PAR CHAMBRE, PAR NUIT, TAXES EN SUS

Tous nos forfaits sont disponibles en certificats-cadeaux

HÔTEL MANOIR VICTORIA

Découvrez le Spa du Manoir!

44, côte du Palais, Vieux-Québec (Québec) G1R 4H8 • www.manoir-victoria.com • 1 800 463.6283

3432083A 3450462A

N O E S

Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu. En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

G5 SE
ÉDITION REMIX

Avec son **iPod**MC **nano 2 Go d'Apple sans frais,** son ampli de 260 watts, ses 7 haut-parleurs Pioneer, sa radio par satellite XM, son climatiseur, son groupe électrique[1] et sa compilation d'équipements de série hors pair, la G5 SE Édition Remix vous en mettra plein la vue… et plein les oreilles.

269$/mois[2] 0$ Comptant
Location : 48 mois
Préparation et frais de transport de 1 095$ **INCLUS**

((XM)) RADIO SATELLITE
3 mois d'essai gratuit[3]

PONTIAC CARBUREZ À L'ÉMOTION

LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

160 000 KM 5 ANS SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE LIMITÉE[4] + 160 000 KM 5 ANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE[4] + 160 000 KM 5 ANS AVEC ASSISTANCE ROUTIÈRE[4]

OFFRESPONTIAC.CA

PONTIAC BUICK GMC

3466487A 3465596A

L'Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2007 suivant : G5 SE Édition Remix (2AL37/RTE/1SB/R6E/iPod). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Le groupe électrique comprend le réglage des glaces et des rétroviseurs ainsi que le télédéverrouillage. 2. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 ¢/km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. 0 $ de dépôt de sécurité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. 3. Pour plus de renseignements, visitez gm.xmradio.ca. Le nom XM et ses logos sont des marques déposées de XM Satellite Radio Inc. 4. Selon la première éventualité. Les camions poids moyens sont exclus. Cette offre est exclusive et ne peut être combinée avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (primegmpourvoustudiants.ca) et de GM Mobilité. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. MC Marque de commerce de Apple Inc. Le iPod est couvert par la garantie de Apple. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.**

CLIMAT

« Qu'attend le fédéral pour agir ? »

FRANÇOIS CARDINAL

ANALYSE

Jamais Ottawa n'aura été aussi isolé dans le dossier environnemental. Au cours des derniers jours, les pays européens, les entreprises canadiennes et les économistes ont contribué à marginaliser encore un peu plus la position du gouvernement Harper.

De l'Union européenne au Conference Board en passant par Cascades, Alcan et la banque TD, tous ont exigé à tour de rôle que le fédéral s'engage à lutter sérieusement contre le réchauffement de la planète.

Si l'approche proposée peut diverger, on s'entend sur une chose : l'importance d'agir rapidement… que ce soit pour sauver la planète ou l'économie canadienne.

Il y a d'abord les écologistes et les politiciens à la fibre verte. Préoccupés par les rapports scientifiques de plus en plus alarmistes, ils en appellent à une action vigoureuse des pays occidentaux, principaux responsables de la situation.

Le sommet de l'Union européenne qui s'est tenu la semaine dernière à Bruxelles a d'ailleurs permis aux plus volontaires d'entre eux de prendre le leadership de ce défi. Menés par l'Allemagne, les 27 ont ainsi promis de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 30 % d'ici 2020… à condition que les autres États industrialisés emboîtent le pas. Les États-Unis et la Chine sont visés, le Canada aussi.

Fait intéressant, cet appel du pied se fait entendre au moment où le ministre canadien de l'Environnement, John Baird, est à revoir le plan de réduction des émissions du pays. Plus encore, il survient au moment où les conservateurs font l'objet d'incessantes attaques de la classe économique, celle dont l'appui leur semble habituellement acquis.

Le Conference Board a ainsi pondu un long rapport où il invite Ottawa à mettre rapidement sur pied une Bourse du carbone. Ce système d'échange de droits de polluer mettrait enfin un prix sur la pollution et inciterait les entreprises à la réduire.

Pour qu'un chef d'entreprise réussisse à convaincre ses actionnaires de l'importance d'un plan vert ambitieux, il doit avoir d'autres arguments que la sauvegarde de la planète ou même, de l'humanité.

Même son de cloche du côté du président du groupe Cascades, Alain Lemaire, qui réclame également une telle Bourse. Lançant samedi dans nos pages ce qu'il qualifie de « cri d'alarme », il a dénoncé avec vigueur le « quasi-immobilisme » d'Ottawa dans ce dossier : « Qu'attend le gouvernement fédéral pour agir ? »

Cet appel fait suite à celui du président d'Alcan, Dick Evans, qui exige pour sa part un encadrement clair de l'industrie dans la lutte contre le réchauffement planétaire. Cela fait écho à une demande faite en 2005 par Alcan, mais aussi Bombardier, DuPont et Shell, tous réunis dans le Forum de la grande entreprise sur les changements climatiques.

En l'absence de telles mesures, les réductions seront inexistantes, au mieux timides, comme on l'a vu lors de la publication annuelle, au début du mois, des émissions des entreprises les plus polluantes : en baisse de 0,05 %.

Rien de bien surprenant : les entreprises détestent l'incertitude, un état dans lequel le gouvernement Harper les maintient pourtant. Pour agir, elles doivent au contraire être soumises à des règles claires, applicables à chacune d'entre elles.

Pour qu'un chef d'entreprise réussisse à convaincre ses actionnaires de l'importance d'un plan vert ambitieux, il doit avoir d'autres arguments que la sauvegarde de la planète ou même, de l'humanité.

En outre, les mesures volontaires encouragent le laisser-faire, comme l'ont fait remarquer l'Institut CD Howe et la Banque TD. La semaine dernière, cette dernière exhortait d'ailleurs le gouvernement à taxer la pollution, jugeant que l'approche volontaire « permet à ceux qui ne font rien pour changer leur comportement de jouir néanmoins des avantages des mesures que d'autres prennent, sans en assumer les coûts ».

On l'aura compris, le couvert est mis pour une action musclée et concertée. Ne manque plus que l'hôte prenne place au bout de la table.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur : francois.cardinal@lapresse.ca

EN BREF

Mont-Orford : un organisme international déboute les écolos

Les groupes écologistes ont échoué dans leur tentative d'embarrasser le gouvernement Charest sur la scène internationale dans le dossier de la privatisation partielle du parc du Mont-Orford. La Commission de coopération environnementale (CCE), créée en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), a rejeté hier la plainte déposée en février par SOS Parc Orford, la Société pour la nature et les parcs du Canada et Nature Québec. La coalition écologiste plaidait que l'adoption de la loi 23, qui permet la privatisation de certaines des terres du mont Orford, contrevenait à la Loi sur les parcs, qui interdit la vente de terrains faisant partie d'un parc national. Le rôle de la CCE est de s'assurer que les gouvernements des trois pays signataires de l'ALENA appliquent correctement leur législation dans le domaine. – PC

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du: 2007-03-12

	Jour	Mois	Année	Signe
Astro	10	MAI	87	SAGITTAIRE

Banco: 07 08 14 16 19 29 30 31 32 33 / 34 37 38 41 42 45 59 63 65 69

La Quotidienne: 3 328 / 4 0837

Extra 0441923* *décomposable dans les deux sens

Mise-O-Jeu — PARIEZ SUR LE HOCKEY ! DEMANDEZ LE PROGRAMME 1 OU 6.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LOTOQUEBEC.COM

Pour l'épilation par laser, l'epidermabrasion MC ou pour la crème des soins BIO...

BLAINVILLE :
31, boul. de la Seigneurie Est, bur. 205

GATINEAU :
365, boul. Gréber, bur. 101

GREENFIELD PARK :
4896, boul. Taschereau, bur. 280
(voisin du restaurant Bâton Rouge)

KIRKLAND :
Place Grilli
3535, boul. Saint-Charles, bur. 404

LAVAL/CHOMEDEY :
1435, boul. Saint-Martin Ouest
bur. 607 (angle McNamara)

LAVAL/STE-DOROTHÉE :
3, boul. Samson

MONTRÉAL :
999, de Maisonneuve Ouest
(angle Metcalfe) Peel

MONTRÉAL :
255, Crémazie Est, bur. 80
(angle Henri-Julien) Crémazie

SAINT-HYACINTHE :
3070, boul. Laframboise, bur. 1300

SAINT-LÉONARD :
6359, boul. Jean-Talon Est, bur. 203
(angle Langelier)

SHERBROOKE :
2655, King Ouest, bur. 124
(près de l'Hôtel Delta)

TERREBONNE :
950, montée des Pionniers, bur. 390
(voisin de l'Hôpital Pierre LeGardeur)

TROIS-RIVIÈRES :
5195, boul. des Forges, bur. 104

3464292A 3464296A

la Baie

2 JOURS SEULEMENT!

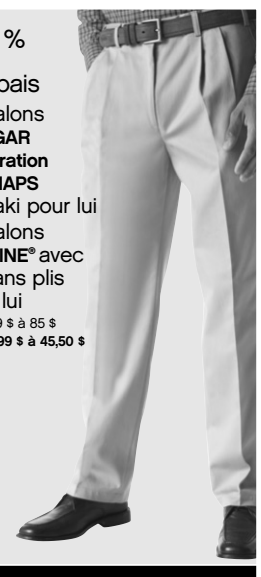
LES MERCREDI 14 ET JEUDI 15 MARS

40 % de rabais
Tous les jeans LEVI'S pour elle et 501 de LEVI'S pour lui
Ord. 70 $ à 85 $
Solde 42 $ à 51 $

25 % de rabais
Sous-vêtements NAUTICA et STANFIELD pour lui
Ord. 5,99 $ à 44 $ Solde 4,49 $ à 33 $

25 % de rabais
Montres BULOVA, PERRY ELLIS, CITIZEN, SEIKO, JONES NEW YORK et autres

50 % de rabais
• Pantalons HAGGAR Generation et CHAPS en kaki pour lui
• Pantalons OUTLINE® avec ou sans plis pour lui
Ord. 29,99 $ à 85 $
Solde 14,99 $ à 45,50 $



25 % de rabais
Accessoires de beauté

40 % de rabais
Pantalons HAGGAR pour elle
En tailles courantes, petites et grandes.
Ord. 49 $ à 69 $ Solde 29,40 $ à 41,40 $

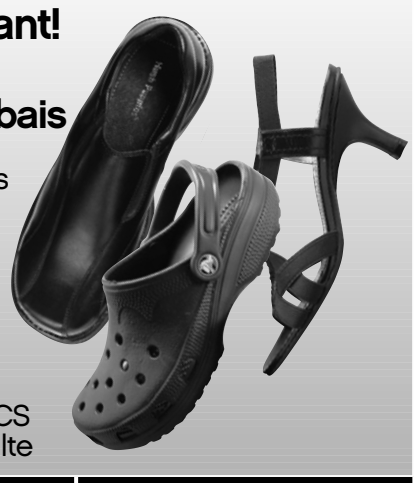
50 % de rabais
Bijoux CHARTER COLLECTION en or
45 % de rabais
Bijoux fins sertis de zircons cubiques
Ord. 50 $ à 3 995 $ Solde 25 $ à 1 997,50 $

25 % de rabais
Bijoux mode et bijoux en argent fin EXPRESSION

25 % de rabais
Mode jeans ZANA DI, SEVEN, LEE et LEVI'S pour enfant
Tailles 2 à 18.
Ord. 24,99 $ à 45 $ Solde 18,74 $ à 33,75 $

Promo bagages 1re classe!
50 % à 70 % de rabais
Tous les bagages
Ord. 40 $ à 700 $
Exception : articles dont le prix se termine par 97 ¢.

Promo de chaussures
Allez de l'avant!
25 % à 30 % de rabais
Choix de sandales et chaussures pour elle et lui
Exception : Crocs.
29,99 à 39,99 $
Chaussures CROCS pour jeune et adulte



20 % de rabais
Tous les meubles à prix ordinaire
55 % de rabais
Tous les duos-sommeil

JUSQU'À 15 % de rabais
Tous les gros électros, aspirateurs et micro-ondes
Exceptions : Miele et Dyson.

10 $ de rabais
TOUS les lecteurs DVD
20 $ de rabais
TOUS les combinés DVD-VHS
30 $ de rabais
TOUS les enregistreurs DVD
50 $ de rabais
TOUTES les chaînes cinéma maison Exception : Bose.
Sur nos prix ordinaires.

50 % de rabais
Tous les oreillers et couettes NAUTICA, FIELDCREST LUXUEUX et HEALTHY LIVING
Oreillers. Ord. 26 $ à 260 $ Solde 13 $ à 130 $
Couettes. Ord. 200 $ à 700 $ Solde 100 $ à 350 $

Un article gratuit à l'achat de 1
Tous les draps MANTLES MC, MARKET SQUARE, QUATTRO, HAMPTON ROE et GRAND PLAZZO
Ord. 24,99 $ à 159,99 $
L'article gratuit doit être de valeur égale ou inférieure.

Le choix varie selon le magasin. Les rabais s'appliquent à nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction », Salviati, Vera Wang, ceux de la Fondation Hbc, des rayons concédés et de la collection olympique. Les mentions « ACHAT-CHOC » et « OFFRE SPÉCIALE DE LA DIRECTION » indiquent que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Il se peut qu'un article soit accompagné d'une étiquette ou d'une affiche indiquant un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi ou pourrait établir pour un article de qualité identique ou comparable. Notez que pour les articles « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction » et ceux de « L'Entrepôt du style » en magasin, les quantités sont limitées; de plus, le choix varie selon le magasin et aucun bon d'achat différé ni article de substitution ne sont offerts. La mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.

Hbc

3468151A

ACTUALITÉS

Rendez-vous raté en Afghanistan

Le ministre de la Défense n'a pu rencontrer le responsable de la Commission des droits de l'homme

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le rendez-vous raté en Afghanistan du ministre de la Défense, Gordon O'Connor, et du responsable de la Commission afghane des droits de l'homme, Abdul Noorzai, « dépasse l'incompétence », a dénoncé le porte-parole libéral en matière de défense, le député Denis Coderre.

« Les voyages du ministre en Afghanistan et celui du général Hillier sont cousus de fil blanc », a déclaré à *La Presse* M. Coderre après avoir appris que M. O'Connor avait dû renoncer hier à une rencontre avec la Commission afghane des droits de l'homme afin de discuter de la question du traitement réservé aux prisonniers talibans lorsque ces derniers sont remis au gouvernement afghan.

PHOTO JOHN COTTER, PC

Le ministre de la Défense Gordon O'Connor était à Kandahar hier, mais n'a pu « regarder droit dans les yeux » le responsable de la Commission des droits de l'homme Abdul Noorzai, comme il l'avait promis.

Des responsables canadiens ont en effet affirmé hier que M. Noorzai n'avait pu se rendre à Kandahar à temps pour la rencontre. Le ministre O'Connor avait affirmé dimanche soir qu'il voulait « regarder droit dans les yeux » Abdul Noorzai et obtenir de lui des assurances sur le suivi que son organisation a accepté de faire auprès des prisonniers talibans remis à l'Armée nationale afghane.

Le ministre est depuis quelque temps sur la sellette en ce qui concerne la remise de ces prisonniers talibans aux autorités afghanes. Il avait d'abord affirmé que la Croix-Rouge s'occupait de veiller à ce que ces prisonniers soient bien traités. Mais après que la Croix-Rouge eut démenti l'existence d'une telle entente avec le Canada, M. O'Connor a dû se rétracter.

Hier, le chef d'état-major, le général Rick Hillier, s'est aussi rendu à Kandahar où il a déclaré qu'il n'avait aucun regret d'avoir signé, en décembre 2005, un accord avec les autorités afghanes sur la remise des prisonniers. Selon cet accord, le Canada n'a aucun contrôle sur le sort réservé à ces prisonniers une fois que ces derniers sont sous la garde de l'Armée nationale afghane.

Le mois dernier, le Canada a signé un autre accord, cette fois avec la Commission afghane des droits de l'homme, afin que cette dernière surveille les détenus talibans et rapporte aux Canadiens tout mauvais traitement.

« Tout cela est cousu de fil blanc, a déclaré Denis Coderre. Essaie-t-on de nous cacher quelque chose? On voit bien qu'ils sont en pleine gestion de crise; on voit bien qu'ils essaient de faire du rattrapage, de payer les pots cassés. M. O'Connor doit donner l'heure juste. Il nous a menti sur la question de la Croix-Rouge. Si l'entente avec l'armée afghane est si solide que cela, comme le dit Hillier, pourquoi le ministre de la Défense doit-il se rendre sur place pour s'assurer que les termes de cette entente seront respectés? »

Par ailleurs, à Montréal hier, dans un discours sur l'Afghanistan, le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton a réclamé l'envoi d'observateurs canadiens en Afghanistan. « Ces personnes pourraient s'assurer que les prisonniers talibans livrés aux autorités afghanes par l'armée canadienne soient bien traités. La Croix-Rouge a refusé de le faire. Il faut que des fonctionnaires canadiens se rendent en Afghanistan pour voir si les droits humains des détenus sont respectés », croit M. Layton. Le chef du NPD a qualifié la position du général Hillier et du gouvernement conservateur d'« inacceptable ».

– Avec la collaboration d'Ariane Lacoursière

HAMEL Honda
CHAMBLY Honda
ON Y VIENT DE PARTOUT POUR LA
VENTE DU PRÉSIDENT

CIVIC 2007
✓ Moteur i-VTEC[MD], 140 ch.
✓ Freins ABS
✓ Groupe électrique
✓ 6 coussins gonflables
✓ Lecteur CD
✓ Et bien plus
À partir de 198$* PAR MOIS

SAVIEZ-VOUS QUE LA CIVIC EST L'UN DES VÉHICULES LES PLUS ÉCONOMIQUES DE SA CATÉGORIE.

0$ COMPTANT DISPONIBLE
0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

POUR UN TEMPS LIMITÉ!
FINANCEMENT À PARTIR DE 1,9%(2)

ACCORD BERLINE 2007
✓ Groupe électrique
✓ Lecteur CD
✓ Air climatisé
✓ Et bien plus
À partir de 298$* PAR MOIS

MENSUALITÉ	COMPTANT
À partir de 298$ PAR MOIS	1998$
À partir de 328$ PAR MOIS	718$
À partir de 348$ PAR MOIS	0$ comptant

HAMEL ET CHAMBLY HONDA VOUS OFFRENT UNE CARTE-CADEAU DE 1 500$(1) À UTILISER À VOTRE GUISE

0$ COMPTANT DISPONIBLE
0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

CHAMBLY Honda
PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS HONDA †
AUJOURD'HUI NOUS PAYONS LE MAXIMUM POUR VOTRE ÉCHANGE. TOUTES MARQUES ACCEPTÉES
www.chamblyhonda.com
514.990.6699 450.658.6699
850, boul. Périgny, Chambly, Route 112

HAMEL Honda
Sortie 25e avenue de la 640
PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS HONDA †
www.hamelhonda.com
514.856.3030 450.491.8444
332, rue Dubois, St-Eustache
HONDA

3454777A* Location de 48 mois, taxes en sus, 24 000 km par année inclus, valeur résiduelle garantie. Civic 2007 Berline (2 755 $) 0$ comptant disponible, Civic 2007 Coupé (2 877 $) 0$ comptant disponible. Accord 2007 (1 998$) 0$ comptant disponible. Détails sur place. Illustrations à titre de référence seulement. (1) À l'achat, détails sur place. (2) Financement à l'achat. Détails sur place.
† Les récents diplômés universitaires ou collégiaux peuvent être admissible au programme donnant droit à une allocation allant jusqu'à 750$ sur certains modèles. Détails sur place.
★ VISITEZ NOS SITES INTERNET QUI SONT OUVERTS 24 HEURES SUR 24, 7 JOURS SUR 7 ★

Un soldat canadien est accusé relativement à la mort d'un de ses camarades

MICHELLE MACAFEE
PRESSE CANADIENNE

SHILO, Manitoba — Un soldat canadien a été accusé d'homicide involontaire coupable, hier, au Manitoba, relativement à la mort d'un de ses camarades, en août dernier, lors d'une patrouille en Afghanistan.

Le Service national des enquêtes des Forces canadiennes (SNEFC) a également accusé le caporal-chef Robbie Fraser, basé à Shilo, au Manitoba, au sein du 2e bataillon du régiment Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI), de négligence dans l'exécution de ses tâches.

Portées en vertu d'articles de la Loi sur la défense nationale, les accusations sont relatives à la mort du caporal-chef Jeffrey Scott Walsh, de Regina, survenue lors d'une patrouille de routine à l'extérieur de Kandahar, le 9 août.

Bien que les accusations fassent suite à une enquête d'une durée de sept mois, des responsables du ministère de la Défense nationale ont indiqué que plusieurs autres étapes devaient encore être franchies avant de déterminer si Fraser devra ou non avoir un procès.

Fin d'un chapitre

Le père de Jeffrey Scott Walsh, Ben, qui s'est dit frustré par l'absence d'informations au sujet de la mort de son fils, a exprimé de la sympathie pour le caporal-chef Fraser. Il a cependant ajouté que le fait que des accusations aient été portées permettrait à la famille de clore un chapitre de son deuil.

La famille Walsh compte aller de l'avant tout en suivant de près l'affaire, a-t-il ajouté.

« Nos cœurs sont avec le jeune soldat et sa famille », a déclaré M. Walsh, la voix empreinte d'émotion, de son domicile de Regina.« Sa famille et lui souffrent beaucoup et ont beaucoup de peine en ce moment », a-t-il ajouté.

Des responsables de la base de Shilo ont confirmé que le soldat accusé était de retour à la base, refusant toutefois de donner le nom de la ville d'origine de Fraser, invoquant les dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur **cyberpresse.ca/monde**

LE TOUR DU GLOBE

CHINE
Un peu de tenue...

Un groupe de parlementaires chinois a proposé hier que le pays profite des Jeux olympiques de 2008 à Pékin pour bannir légalement le tabac, les crachats et les jurons en public. On peut observer en permanence quatre sortes de comportements non civilisés en public : cracher, fumer à la chaîne, jurer et dépasser les autres dans les queues, a déclaré Zi Huayun, l'une des déléguées de ce groupe, lors de la session annuelle du Parlement. Elle a demandé à Pékin de bannir ces comportements et de nettoyer les rues de la ville, encombrées de détritus, avant les JO qui doivent s'ouvrir le 8 août 2008. AFP

LIBYE
Oui à une centrale nucléaire

Les États-Unis vont aider la Libye à construire une centrale nucléaire et un accord en ce sens doit être signé prochainement, a rapporté hier l'agence de presse libyenne JANA. Le Parlement libyen a donné son feu vert dimanche au ministère des Affaires étrangères pour qu'il signe l'accord, a ajouté JANA. Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi s'était plaint récemment de l'absence de compensations pour avoir abandonné son programme d'armement nucléaire. Kadhafi, longtemps mis au ban de la communauté internationale en raison de son opposition à l'Occident s'était engagé en 2003 à ne pas développer la bombe atomique et les armes de destruction massive. AFP

ZIMBABWE
Situation inquiétante

L'organisation de défense des droits de l'homme Amnistie internationale, dont le siège est à Londres, s'est alarmée hier de la situation au Zimbabwe après la mort d'un manifestant et les violences subies par des membres de l'opposition pendant leur détention. Nous appelons le gouvernement zimbabwéen à libérer immédiatement toutes les personnes qui ont été arrêtées au cours des manifestations pacifistes, a déclaré Kolawole Olaniyan, directeur du programme africain d'Amnistie. L'organisation a également exprimé de profondes inquiétudes sur l'état de santé de deux dirigeants du Mouvement pour le changement démocratique (MDC, opposition) qui ont été arrêtés par la police et ont été sévèrement battus au cours de leur détention. Le président (Morgan) Tsvangirai est entre la vie et la mort au commissariat de Borrowdale après avoir été brutalement frappé, a déclaré Thokozani Khupe, vice-présidente du Mouvement pour le changement démocratique (MDC). AFP

CUBA

PHOTO ARCHIVES REUTERS

Raul Castro passe en revue des troupes militaires.

Mise en garde de Raul

La révolution cubaine est imbattable et tout agresseur du pays le paiera très cher, a averti hier lors du passage en revue de troupes militaires Raul Castro, qui remplace son frère Fidel à la tête de l'État cubain depuis près de huit mois. Si on nous agresse, nous sommes prêts à payer le prix qu'il faudra, mais le prix que paieront ceux qui agresseront ce pays sera bien plus grand, a déclaré Raul, 75 ans, qui est ministre des Forces armées depuis la révolution de 1959. Raul Castro, qui dirige le pays avec l'aide de six hommes désignés par son frère, a confirmé le rétablissement progressif de ce dernier, lors d'un discours devant les troupes mobilisées pour les exercices dans la région de Pinar del Rio. AFP

CHIFFRE DU JOUR

30

C'est le nombre de personnes qui ont été arrêtées par la police lors de heurts après le match de football entre les équipes de Chelsea et de Tottenham, dimanche en quart de finale de la Coupe d'Angleterre, a indiqué hier Scotland Yard. Plusieurs personnes ont été blessées dans ces incidents.
AFP

PHOTO ARCHIVES AFP

Des enfants, déplacés dans un camp de réfugiés situé en bordure du Darfour, jouent perchés dans un arbre. Des enquêteurs du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ont voyagé dans les pays voisins du Soudan, interrogé des centaines de réfugiés et témoins de la guerre qui a fait au moins 200 000 morts depuis quatre ans.

Darfour : un rapport de l'ONU accable Khartoum

AGNÈS GRUDA

Dix mois après la signature d'un traité de paix pour le Darfour, les massacres, viols et déplacements forcés de populations se poursuivent dans cette province occidentale du Soudan. Le gouvernement de ce pays participe avec zèle à ces « violations massives de droits de l'homme », sous l'œil impuissant de la communauté internationale.

Telles sont les grandes conclusions d'un rapport présenté au Conseil des droits de l'homme des Nations unies par une équipe d'enquêteurs dirigée par le Prix Nobel de la paix Jody Williams. Les auteurs du rapport appellent les instances internationales à faire davantage pour faire cesser les massacres.

Cette équipe a voyagé dans les pays voisins du Soudan, interrogé des centaines de réfugiés et témoins de cette guerre qui a fait au moins 200 000 morts depuis quatre ans. Mais malgré des demandes répétées, aucun membre du groupe n'a pu obtenir de visa pour entrer au Darfour même. De nombreuses régions de cette province soudanaise échappent d'ailleurs à toute observation ou aide internationale, notent les auteurs du rapport.

« Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité continuent à être commis dans la région », affirme le rapport, qui attribue cette situation à « une violente campagne contre les rebelles menée par le gouvernement soudanais de concert avec les milices de Djandjawids, et visant surtout les civils. »

Les insurgés – qui représentent diverses tribus noires et s'opposent au gouvernement dirigé par la majorité arabe – se rendent eux aussi coupables d'atteintes aux droits de l'homme, constate le rapport.

Les enquêteurs relèvent aussi que :

– les attaques contre les organisations humanitaires ont augmenté de manière importante ces derniers mois, avec une douzaine d'employés tués au cours des six derniers mois;

– le viol et les violences sexuelles sont largement répandus, entre autres dans les camps de réfugiés;

– la Cour criminelle créé par le Soudan pour punir les coupables n'a rendu que huit verdicts.

Les auteurs du rapport demandent au Conseil de sécurité de menacer de geler « les fonds, actifs et ressources économiques » des responsables des exactions. Ils suggèrent aussi de dresser la liste de compagnies étrangères qui ont un « impact négatif » sur la situation au Darfour.

Ce n'est pas la première fois que des enquêteurs internationaux s'inquiètent de la situation au Darfour, mais ce plus récent rapport est d'une rare sévérité. « Il faut mettre fin à l'impunité qui règne au Soudan, commente Yvonne Terlingen, représentante d'Amnistie internationale à l'ONU. La communauté internationale doit s'unir pour dire au Soudan qu'assez, c'est assez. »

« Il faut mettre fin à l'impunité qui règne au Soudan, commente Yvonne Terlingen, représentante d'Amnistie internationale à l'ONU. La communauté internationale doit s'unir pour dire au Soudan qu'assez, c'est assez. »

Le conflit du Darfour

Capitale du Soudan : Khartoum

Population : 41 millions

Situation : Malgré le traité de paix signé en mai 2006, les exactions se poursuivent au Darfour. L'ONU estime que 200 000 civils ont perdu la vie dans ce conflit. Deux millions de personnes ont été déplacées.

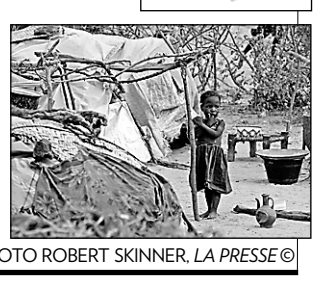


PHOTO ROBERT SKINNER, *LA PRESSE* ©

Le correspondant de la BBC enlevé à Gaza

MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — La chaîne BBC était en état d'alerte hier soir alors qu'elle demeurait sans nouvelles de son correspondant à Gaza, Alan Johnston. Le journaliste, dont le mandat de trois ans dans les territoires palestiniens devait prendre fin dans quelques semaines, aurait été kidnappé hier après-midi.

L'homme de 44 ans aurait été extirpé de sa voiture par quatre ravisseurs près de son appartement dans la ville de Gaza. La police palestinienne a retrouvé son véhicule, une Kia argentée. Selon Associated Press, le journaliste d'expérience a réussi à jeter par terre sa carte avant d'être enlevé.

Les forces palestiniennes ont immédiatement érigé des postes de contrôle à travers le territoire. De son côté, le ministre de l'Intérieur, Saïd Seyam, a qualifié la disparition de M. Johnston d'« acte criminel ».

La direction de la BBC a diffusé un court communiqué dans lequel elle se dit « préoccupée » par la disparition de son correspondant.

Les kidnappings de journalistes occidentaux sont devenus monnaie courante à Gaza. Pas moins de 14 reporters y ont été enlevés depuis 2005. Dans tous les cas, ils ont été relâchés quelques jours plus tard. Avant Alan Johnston, le photographe de l'AFP Jaime Razuri avait été détenu pendant huit jours en janvier dernier.

Selon l'organisation Reporters sans frontières, les motifs des ravisseurs sont variés. Les correspondants sont devenus une « monnaie d'échange » pour réclamer des emplois ou la libération d'un proche par les autorités palestiniennes.

Hajar Smouni, de Reporters sans frontières, tire la sonnette d'alarme. « Les ravisseurs sont armés, ça peut toujours mal se terminer, dit-elle à *La Presse*. On exige depuis des mois que le gouvernement palestinien punisse les criminels, sans succès. Aucun d'entre eux n'a été poursuivi. Ça ne fait qu'encourager d'autres groupes à les imiter. »

Les kidnappings de journalistes occidentaux sont devenus monnaie courante à Gaza. Pas moins de 14 reporters y ont été enlevés depuis 2005.

MONDE

Scandale du traitement des vétérans américains

Une troisième tête roule

NICOLAS BÉRUBÉ
LOS ANGELES

Le scandale sur les conditions insalubres à l'hôpital Walter Reed à Washington a fait une troisième victime de haut niveau hier. Le directeur médical de l'armée américaine, le lieutenant général Kevin C. Kiley, a annoncé son départ précipité à la retraite.

Le général Kiley avait dirigé l'hôpital Walter Reed de 2002 à 2004, alors que des centaines de vétérans blessés en Irak et en Afghanistan récupéraient dans des édifices qui présentaient des conditions d'hygiène déplorables. « J'annonce mon départ à la retraite car je crois que c'est dans le meilleur intérêt de l'armée, a-t-il fait savoir par voie de communiqué.

Étonnamment, le général Kiley avait été ramené à la barre de l'hôpital Walter Reed ce mois-ci, après que le secrétaire de l'armée, Francis J. Harvey, eut décidé d'en renvoyer le directeur, en qui il avait « perdu toute confiance ».

La décision de ramener à la tête de l'hôpital un homme sous qui des mauvais traitements se sont produits s'était avérée fatale pour M. Harvey. Selon le *New York Times*, le secrétaire à la Défense, Robert Gates, était « furieux » de la tournure des évènements. M. Harvey a promptement été congédié, il y a quelques jours.

Le scandale de l'hôpital Walter Reed a éclaté le 18 février dernier, quand le *Washington Post* a publié une longue enquête sur les conditions de vie des vétérans de l'armée américaine. La publication de l'enquête a soulevé une tempête politique à Washington et les têtes ont commencé à rouler.

PHOTO ARCHIVES REUTERS

Un soldat américain blessé en Irak attend un traitement en physiothérapie à l'hôpital de l'armée américaine Walter Reed. Le directeur médical de l'armée américaine, le lieutenant général Kevin C. Kiley, qui a dirigé l'hôpital de 2002 à 2004, vient d'annoncer son départ précipité à la retraite.

Selon le *Post*, certains bâtiments externes loués par l'armée étaient infestés de moisissures et avaient des murs et des planchers remplis de trous. La chambre d'un vétéran contenait des excréments de souris et des coquerelles mortes. Le plafond de sa salle de bains était troué : il suffisait de regarder en l'air pour voir le fond de la baignoire du locataire à l'étage supérieur. Selon plusieurs militaires, les plaintes répétées au fil des ans n'ont eu aucune incidence, et les conditions continuaient de se détériorer.

Dans les jours qui ont suivi la publication des articles du *Post*, l'armée a entrepris de réparer et rénover les unités insalubres.

Le lieutenant général Kiley avait quant à lui tenté de minimiser les conclusions de l'enquête du *Post*. « Je ne suis pas certain qu'il s'agisse d'une représentation fidèle de la situation. C'est une représentation partiale. »

Pressé de questions devant le comité sénatorial formé par le président Bush pour faire la lumière dans le dossier, M. Kiley avait finalement avoué ses torts. « Nous avons failli à la tâche de donner des services professionnels aux vétérans. J'en suis à la fois personnellement et professionnellement désolé. »

Retrait des troupes?

Hier également, le *Los Angeles Times* a mis la Maison-Blanche dans l'embarras en publiant les propos d'officiels du Pentagone, qui affirmaient travailler sur un plan de retrait des troupes en Irak. Dans les coulisses, cette éventualité serait envisagée si la stratégie de hausser le nombre de soldats en Irak, mise de l'avant par le président Bush, devait échouer.

« Cette région du monde est allergique à toute forme de présence étrangère, signale un officiel du Pentagone cité anonymement par le *Times*. Nous avons une fenêtre d'opportunité relativement réduite. Notre habileté à influencer le pays avec une grande force sur le terrain est limitée. Nous allons arriver à un point où ça va commencer à nous nuire. »

Le président mexicain Felipe Calderon rencontre George Bush

FRÉDÉRIC FAUX
COLLABORATION SPÉCIALE

SAN SALVADOR — « Les États-Unis ont beaucoup à faire pour redevenir une présence respectée dans la région ». Cette déclaration du président mexicain Felipe Calderon, prononcée à quelques jours de sa rencontre d'aujourd'hui avec George Bush, illustre bien le ressentiment des autorités mexicaines envers leur puissant voisin.

Terminant au Mexique sa longue tournée en Amérique latine, George Bush n'est pas ici en terre hostile. Loin de la capitale mexicaine et de ses manifestants, le président américain a choisi pour ce sommet la tranquille ville de Mérida, dans le Yucatan.

Son interlocuteur, le conservateur Felipe Calderon, a d'autre part le mérite d'avoir contenu la vague rose et rouge qui submerge l'Amérique latine en battant en 2006 le candidat de la gauche aux présidentielles, M. Lopez Obrador.

Cette proximité, assure le président mexicain, doit cependant s'accompagner d'une relation de « respect réciproque » et non de « subordination ». S'exprimant sur plusieurs dossiers, il a notamment mis en avant le déséquilibre qui existe dans la lutte contre le narcotrafic. Felipe Calderon, depuis son arrivée au pouvoir, a déclenché une opération militaire sans précédent contre les cartels mexicains tout en acceptant d'extrader aux États-Unis ses barons de la drogue. Cependant, a-t-il déclaré à l'agence Associated Press, « le Mexique ne peut pas diminuer l'offre de drogue si les États-Unis ne réduisent pas leur demande » et n'arrêtent pas « leurs propres trafiquants ».

La migration annuelle de 400 000 Mexicains vers les États-Unis, ajoute-t-il, est un autre de ces « problèmes communs » que le Mexique ne peut pas régler seul, surtout après la décision américaine de construire un mur de 1200 kilomètres entre les deux pays : « C'est un phénomène qui ne peut pas se réduire par des décrets ou des barrières, mais avec des occasions de croissance et de prospérité au Mexique », rappelle-t-il.

Nouvelle stratégie

Pour Rosario Green, ancienne secrétaire mexicaine des Relations extérieures, ces déclarations sont avant tout une réaction aux échecs de l'ancien président Vicente Fox, qui avait tout misé sur son amitié personnelle avec George Bush : « Ils avaient les mêmes ranchs, les mêmes croyances religieuses, la même figure de cow-boy… Et il ne s'est rien passé », constate-t-elle. Felipe Calderon, qui fait face à un président américain aux mains liées par le Congrès, dont la popularité est tombée au plus bas, a d'évidence choisi une autre stratégie.

Car comme le rappelle Jorge Castaneda, ministre des Affaires étrangères entre 2000 et 2003, Felipe Calderon est aujourd'hui la meilleure arme dont dispose George Bush pour contrer Hugo Chavez. Alors que le président vénézuélien finance sa révolution bolivarienne à grands coups de pétrodollars, Felipe Calderon « croit aux droits de l'homme et à la démocratie, il comprend la politique macroéconomique, le besoin d'un programme antipauvreté efficace, et la nécessité de vivre avec les États-Unis. »

Un positionnement qui pourrait parler aux États-Unis, « un pays qui n'a pas d'amis, rappelle avec amertume le quotidien *El Universal,* mais seulement des intérêts ».

ALLONS-Y
CHEVROLET

COBALT LT

Moteur ECOTEC 4 cyl. à DACT 2,2 L de 148 HP • Climatisation • Colonne de direction inclinable • Lecteur CD et MP3 avec prise audio auxiliaire • Régulateur de vitesse • Télédéverrouillage • Glaces et rétroviseurs à réglage électrique • Banquette arrière à dossier divisé 60/40 rabattable avec accès au coffre

VILLE[3]: 9,2 L/100 km
ROUTE[3]: 5,9 L/100 km

CONSUMER GUIDE® RECOMMENDED
ACHAT RECOMMANDÉ EN 2007 PAR *CONSUMER GUIDE® AUTOMOTIVE*[1].

MENSUALITÉ
206 $[2]
Comptant : 1 512 $
Location : 48 mois
239 $[2] Comptant : 0 $ Location : 48 mois
Préparation et frais de transport de 1 095 $ INCLUS

AVEO LS

Modèle 5 portes aussi offert au même prix.

VILLE[3]: 8,9 L/100 km
ROUTE[3]: 5,9 L/100 km

PRIX À L'ACHAT
12 990 $[4]
Le meilleur prix de sa catégorie[5].

OPTRA[5] LS

VILLE[3]: 10,4 L/100 km
ROUTE[3]: 7,1 L/100 km

MENSUALITÉ
189 $[2]
Comptant : 1 748 $
Location : 60 mois
221 $[2] Comptant : 0 $ Location : 60 mois
Préparation et frais de transport de 1 095 $ INCLUS

GM Canada
LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
160 000 KM 5 ANS SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE LIMITÉE[6] + 160 000 KM 5 ANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE[6] + 160 000 KM 5 ANS AVEC ASSISTANCE ROUTIÈRE[6]

offreschevrolet.ca

CHEVROLET
GM

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2007 suivants : Cobalt (1AL69/R7A), Aveo (1TD69/R7A), Aveo 5 portes (1TD48/R7A), Optra5 (1JD48/R7B). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Consumer Guide® est une marque de commerce de Publications International Ltd. 2. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois (60 mois pour l'Optra5). Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 ¢/km après 80 000 km (12 ¢/km après 120 000 km pour l'Optra5). Première mensualité exigible à la livraison. 0 $ de dépôt de sécurité. 3. Cote de consommation telle que publiée dans ÉnerGuide par Ressources naturelles Canada pour l'Aveo, l'Optra5 et la Cobalt LT avec boîte manuelle à 5 vitesses. 4. À l'achat, préparation incluse. Frais de transport de 1 045 $, frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. 5. Catégorie des voitures économiques. Selon l'information disponible sur les modèles concurrents au moment de la publication. 6. Selon la première éventualité. Les camions poids moyens sont exclus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de la carte GM, de prime pour étudiants (primegmpouretudiants) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.**

3468917A

SUITE DE LA UNE

Après la carte à puce, le bras à puce

BAR
suite de la page A1

Il leur permet d'être reconnus automatiquement à l'entrée et de payer leurs consommations sans avoir à sortir leur carte bancaire ou leur argent. Les serveuses passent un appareil de lecture à proximité du bras du client et le numéro d'identification ainsi obtenu est entré dans un ordinateur pour accéder à son dossier et débiter son compte.

« Je suis une personne qui aime avoir des choses que les autres personnes n'ont pas », explique Arno Gerbscheid, jeune homme de 34 ans qui fut l'une des premières personnes à recevoir la puce en question.

Elle est introduite sous la peau par injection et demeure invisible par la suite. « Les réactions sont très variées quand les gens apprennent que j'ai une puce comme ça. Certains veulent savoir de quoi il s'agit exactement, d'autres pensent que c'est complètement fou », souligne M. Gerbscheid, qui ne s'émeut pas outre mesure de sa décision.

« J'ai aussi deux vis chirurgicales dans un genou. Ce n'est pas très différent », affirme-t-il.

L'un des propriétaires de l'établissement, Jo Van Galen, affirme que l'idée leur est venue alors qu'ils cherchaient une façon originale d'identifier les clients voulant se doter d'un statut de VIP.

« Ces puces sont obligatoires aux Pays-Bas pour permettre d'identifier les animaux égarés. On s'est dit : « Pourquoi ne pas installer une puce comme pour les chiens ? » On a ri d'abord mais l'idée a fini par faire son chemin », relate-t-il.

Le gouvernement lui-même s'est penché sur la question avant de finalement donné son aval au bar, qui a fourni en deux ans des puces à 70 clients et plus d'une trentaine de ses employés. Chaque client a accepté de payer 1000 euros pour subir l'intervention, qui est pratiquée par un médecin, avant de recevoir un crédit de 1500 euros au bar.

L'idée a fait sensation dès le premier jour, souligne M. Van Galen, qui dit avoir reçu des journalistes des quatre coins du monde. « Nous n'avons jamais imaginé que ça aurait un tel écho », souligne l'entrepreneur de 44 ans.

Réticences

L'usage de la technologie RFID est en pleine expansion en Europe, où elle est surtout utilisée pour l'heure afin d'étiqueter des produits et faciliter la gestion des stocks. On estime que le nombre d'étiquettes de ce type en circulation, qui était de l'ordre de 600 millions en 2005, va être multiplié par 450 d'ici 10 ans.

Bien que l'implantation chez l'être humain demeure marginal, les applications ne cessent de se diversifier. En Grande-Bretagne, une petite municipalité s'est récemment attiré les foudres de la population en installant dans les poubelles roulantes des puces permettant de préciser le poids des déchets générés. La Norvège expérimente avec un réfrigérateur « intelligent » qui enregistre l'entrée et sortie des aliments.

En France, la Commission nationale informatique et libertés a fait une mise en garde sur l'usage de la technologie RFID, relevant qu'elles pouvaient potentiellement permettre « le profilage » de la population.

La Commission européenne a lancé pour sa part en 2006 une vaste consultation publique sur le sujet. La moitié des participants ont indiqué qu'ils jugeaient nécessaires de resserrer les lois pour mieux protéger la vie privée et les données personnelles.

Jo Van Galen, lui, lève les yeux au ciel lorsqu'on lui parle des dérives possibles. « Personne ne semble faire confiance à la technologie... Moi, je veux l'utiliser à des fins plus ludiques », souligne le propriétaire du Baja Beach Club, qui promet l'ouverture prochaine d'une nouvelle salle où les puces des clients permettront d'activer à distance divers systèmes de son et de lumière.

Il ne doute pas pour autant que l'usage de telles puces soit appelé à se généraliser. « D'ici 10 ou 15 ans, tout le monde en recevra une dans le cou à la naissance », souligne le coloré personnage, en mimant une injection avec ses doigts.

VIA RAIL

Service interrompu entre Montréal et Toronto

PRESSE CANADIENNE

KINGSTON — Trente-deux wagons d'un train de marchandises du Canadien National ont déraillé, tôt hier matin, à l'est de Kingston, en Ontario.

Le train, qui a déraillé à environ 450 mètres de la gare de Kingston, était composé de quatre locomotives et de 142 wagons. Parmi les 32 wagons ayant quitté les rails, 18 étaient vides et 14 chargés.

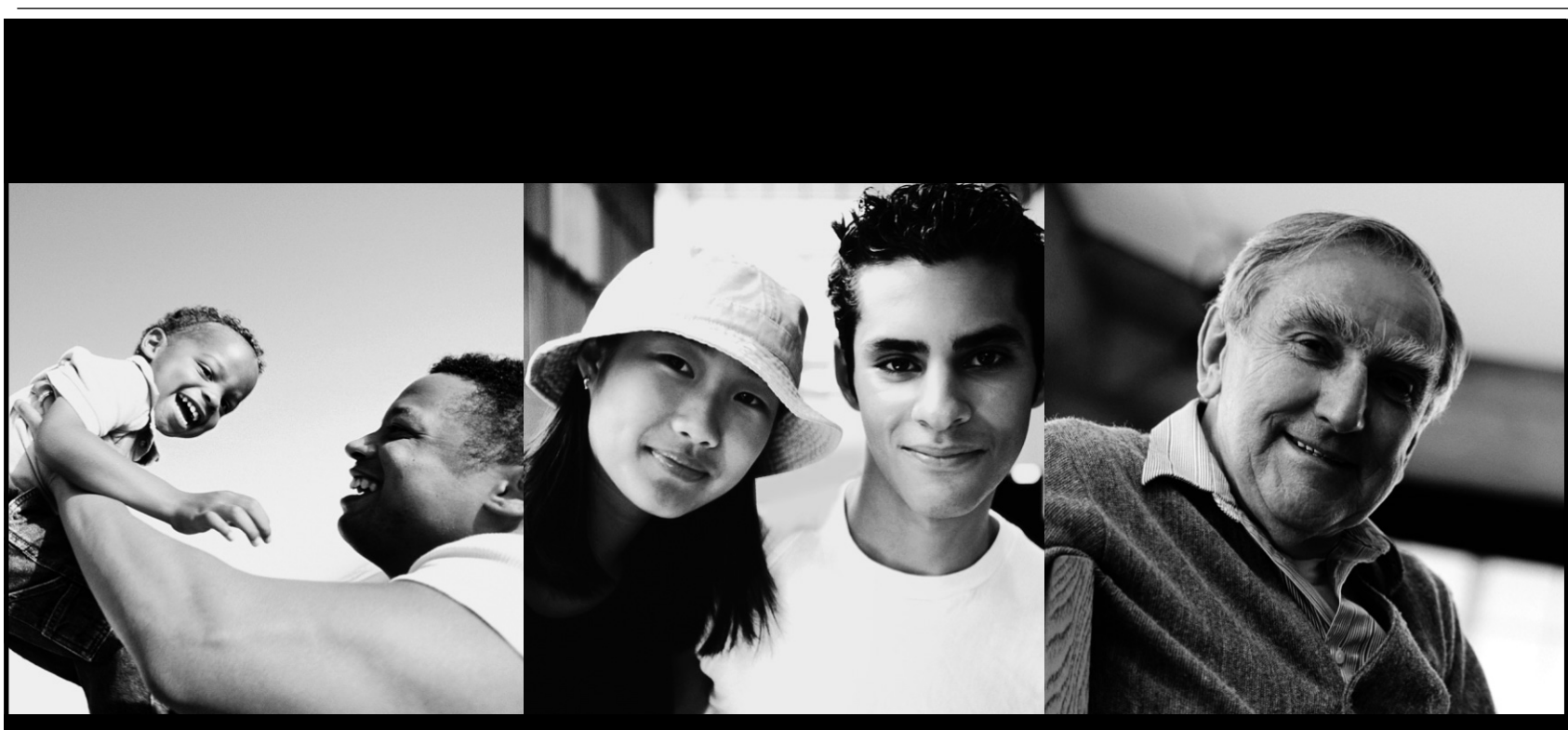
L'incident, qui n'a pas fait de blessé, oblige VIA Rail à assurer le transport de ses voyageurs par autocar entre Toronto et Montréal-Ottawa, dans les deux sens, jusqu'à ce matin, estime la porte-parole de VIA Rail, Catherine Kaloutsky.

Au moment de mettre sous presse, VIA Rail estimait pouvoir rétablir le service cet après-midi.

Près de 10 voyages entre Toronto et Ottawa et près d'une douzaine entre Ottawa et Montréal ont été effectués hier.

Ceux qui sont en mesure de repousser leur voyage de quelques jours sont priés de communiquer avec VIA Rail afin d'annuler leur réservation. Ils pourront profiter du même tarif et ne paieront aucuns frais de service.

Les clients qui désirent obtenir de plus amples renseignements peuvent composer le 1 888 VIA-RAIL (842-7245).



UN ACCÈS FACILE À TOUS LES PROGRAMMES ET SERVICES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Service Canada, un accès facile à toute l'information relative aux programmes et services offerts par le gouvernement fédéral, comme la Sécurité de la vieillesse, l'obtention d'un numéro d'assurance sociale, notre banque d'emplois, l'assurance-emploi et bien plus.

COMPOSEZ : **1 800 O-Canada** (1 800 622-6232) ATS : 1 800 926-9105
CLIQUEZ : **servicecanada.ca**
OU VISITEZ **un centre Service Canada**

Consultez notre site Internet ou composez le 1 800 O-Canada pour obtenir la liste des centres de service près de chez vous.

Service Canada
Au service des gens

3469329A

Div orce

Le divorce. Un dossier spécial à lire dès samedi. LA PRESSE

3468797A

FORUM

André Desmarais › Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier › Président et éditeur
Philippe Cantin › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Charest, un traître ?

apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Depuis le début de cette campagne, Mario Dumont se plaît à dire que Jean Charest ambitionne de retourner siéger à Ottawa. Il l'a répété dimanche soir à *Tout le monde en parle*: « Jean Charest n'a jamais abandonné son vrai rêve de devenir premier ministre du Canada. Et regardez ses actions, il se garde toutes ces portes-là ouvertes, même dans son programme électoral. »

Il y a dans ces propos un message subliminal détestable: Jean Charest défend les intérêts du Canada avant ceux du Québec. Autrement dit – M. Dumont ne prononce pas le mot mais c'est bien l'idée qu'il exprime – Charest est un traître.

Il s'agit là d'une insulte d'une bassesse inouïe visant un homme qui, depuis le début de sa carrière politique il y a 23 ans, a fait mille fois plus pour le Québec que Mario Dumont. Un homme qui fait de la politique provinciale depuis presque 10 ans. Un homme qui, comme premier ministre, a fait progresser le fédéralisme canadien dans l'intérêt du Québec davantage que plusieurs de ses prédécesseurs, notamment par la création du Conseil de la fédération et la reconnaissance, impensable il y a quelques années à peine, du fédéralisme asymétrique.

Il s'agit là d'une insulte d'une bassesse inouïe visant un homme qui a fait mille fois plus pour le Québec que Mario Dumont.

On peut porter un jugement très sévère sur le gouvernement dirigé par Jean Charest; c'est d'ailleurs ce que font presque six québécois sur dix. On peut ne pas aimer l'homme, qui peut être arrogant et agressif. Mais on ne devrait pas remettre en question son dévouement pour le Québec.

Il y a, dans ce discours du chef de l'ADQ, deux aspects particulièrement inquiétants. Le premier c'est cette idée, jusqu'ici exclusive aux indépendantistes, selon laquelle un Québécois qui fait de la politique fédérale ne défend pas vraiment les intérêts du Québec. Qu'un Québécois, un vrai, ne vendra pas son âme pour aller oeuvrer dans un gouvernement « canadian ». Est-ce ainsi que Mario Dumont voir les choses?

Si c'est le cas, le leader adéquiste fait preuve d'un provincialisme déplorable. Tous les Québécois qui ont siégé à la Chambre des communes ont-ils trahi le Québec? Et ceux qui sont devenus premier ministre du Canada, de Wilfrid Laurier à Jean Chrétien en passant par Pierre Trudeau et Brian Mulroney, auraient-ils dû rester à Québec? Est-ce ainsi que M. Dumont conçoit son projet autonomiste: des Québécois gouvernant à Québec et des Canadiens anglais gouvernant à Ottawa? Ça, ce n'est pas de l'autonomisme mais de l'isolationnisme.

Autre aspect troublant de ces attaques de M. Dumont contre Jean Charest: elles sous-entendent que les intérêts du Canada et ceux du Québec sont antinomiques. Un Québécois qui oeuvre à Ottawa pour le bien du Canada travaille donc nécessairement contre les intérêts du Québec. Si c'est ce que croit le député de Rivière-du-Loup, alors il n'est pas autonomiste mais indépendantiste.

Or, Mario Dumont jure qu'il veut voir le Québec « s'affirmer sans se séparer ». Il devrait avoir compris depuis longtemps que pour cela, le Québec a tout avantage à être fort à Québec ET à Ottawa. Par conséquent, il faut que des Québécois aient le goût et le courage de se lancer en politique fédérale, avec l'ambition d'atteindre les plus hautes fonctions. Cela n'arrivera pas si ceux qui empruntent cette route difficile se font traiter de traîtres sur toutes les tribunes du Québec.

Prioriser les délais

akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Les listes d'attente sont-elles solubles dans l'argent? Depuis quelques années, Québec et Ottawa ont dépensé des sommes considérables pour améliorer l'accès aux soins de santé. Pour certains traitements, comme les chirurgies cardiaques ou la radio-oncologie, ça semble donner de bons résultats. Dans le cas des chirurgies de la hanche et du genou, par contre, les progrès tardent à se faire sentir.

Avant d'engloutir des millions supplémentaires dans les blocs opératoires, le prochain ministre de la Santé devrait consulter la nouvelle étude de Statistique Canada sur l'insatisfaction des patients soumis à l'attente.

Il est plus pénible d'attendre pour obtenir un rendez-vous avec un spécialiste ou un examen diagnostique que pour se faire opérer.

Jusqu'ici, Québec s'est surtout efforcé d'améliorer l'accès aux traitements – chirurgies, radiothérapie, etc. C'est logique, personne ne rêve de poireauter neuf mois avant d'être opéré à la hanche. Mais il y a pire, nous apprend Statistique Canada. Ce que les patients trouvent le plus pénible, c'est d'attendre un rendez-vous avec un spécialiste. Ensuite, c'est le délai pour subir un examen diagnostic. Les chirurgies électives n'arrivent qu'en troisième lieu et ce, peu importe le nombre de semaines nécessaires pour obtenir l'un ou l'autre de ces services.

Dans le fond, ce n'est pas surprenant, car l'attente d'un rendez-vous ou d'un test entraîne beaucoup d'incertitudes. Que va dire le spécialiste? Que va révéler la mammographie? Vingt pourcent des patients qui finissent par voir un spécialiste signalent que leur vie a été affectée par l'attente. C'est deux fois plus que les malades qui ont subi une chirurgie élective.

////////////////////////

C'est la première fois qu'on s'intéresse aux facteurs qui rendent l'attente inacceptable aux yeux des Canadiens. L'échantillon est considérable: 32 000 personnes qui ont reçu des services médicaux durant la dernière année.

Deux conclusions s'imposent. D'abord, Québec ne peut pas miser uniquement sur l'augmentation du volume de chirurgies. Il doit aussi améliorer l'accès aux spécialistes et aux tests diagnostiques. On a fait un pas dans la bonne direction en achetant des appareils d'imagerie médicale, mais il reste beaucoup de besoins à combler.

Ensuite, les professionnels et les gestionnaires de la santé ne peuvent pas exiger des malades qu'ils acceptent les délais avec détachement ou fatalisme, comme eux-mêmes peuvent être parfois tentés de le faire. Il doivent au contraire s'efforcer de diminuer l'inquiétude que suscite cette attente. C'est possible, puisque certains médecins communiquent mieux avec leurs patients et que certains établissements gèrent mieux leurs listes que d'autres. L'information, dans un cas comme dans l'autre, est primordiale. Le malade qui comprend que son état de santé est stable et qui se voit attribuer une date d'opération ferme sera sûrement moins affecté par l'attente que celui qui est plongé dans l'incertitude ou qui voit sa chirurgie reportée à plusieurs reprises.

sergechapleau@lapresse.ca
DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES /// Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Les verts apolitiques

Je savais que les membres du Parti vert du Québec se disent ni de gauche ni de droite. Mais j'ai appris récemment qu'ils se disent en plus ni fédéralistes ni souverainistes. Un parti politique apolitique, en somme (et son chef qui veut participer au débat des chefs!?). Je comprends pourquoi les sommités québécoises en environnement s'en tiennent loin. Malgré tout, il pourrait obtenir jusqu'à 6 % des votes le 26 mars. Ahurissant!

Sylvio Le Blanc
Montréal

Encore de la tolérance!

On nous demande d'être tolérant avec nos concitoyens des Premières Nations mais aussitôt que ces derniers ne peuvent s'entendre avec le gouvernement, ils bloquent les routes. Aujourd'hui, c'est la 117 qui relie le nord ouest québécois, qui est bloquée. Qu'est-ce que la SQ va faire, je cite: « Il n'est pas dans les plans immédiats de la Sûreté du Québec de démanteler la barricade et de disperser les Amérindiens. » S'il s'agissait de bons petits Canadiens de souche, la SQ les aurait ramassés par le fond de culotte et les aurait traduits en cour. Surtout que nous sommes en période d'élection. Le ministre de la Sécutié publique, Jacques Dupuis ne pourra agir tant que son chef ne lui permettra pas car, présentement, seulement trois personnes au Québec (les trois chefs de partis) ont droit de parole.

Jacques Audette
Longueuil

Robin Philpot doit rester

Le Congrès rwandais du Canada a parfaitement raison de dénoncer l'exploitation partisane du génocide rwandais et de dire que le problème du Rwanda est trop compliqué pour être abordé au cours d'une campagne électorale. Il y aura encore des années de recherches et d'enquêtes avant qu'on ait une idée plus claire du rôle des gouvernements occidentaux avant, pendant et après les terribles événements de 1994. Réduire ces horreurs aux seules tueries de Tutsis par les Hutus, si massives soient-elles, fait trop bien l'affaire de certains acteurs extérieurs dont les agissements peu glorieux méritent d'être investigués davantage au nom d'une véritable justice internationale. Tant mieux si Robin Philpot peut y contribuer.

Christian Gagnon
Montréal

Mario Copperfield...

Si Mario Dumont voulait changer de carrière, il pourrait facilement oeuvrer dans le monde de la magie. Il bénéficie d'antécédents glorieux à cet effet... Imaginez, il est capable « d'endormir et d'illusionner » une population entière sur un programme électoral à la fois fantôme et irréaliste! Non seulement ça fonctionne mais la population en redemande! Ce n'est pas tout, notre illusioniste peut aussi faire apparaître des surplus ou disparaître des déficits sans même établir un budget! De plus, il n'a pas besoin d'une équipe pour l'assister! C'est le meilleur, David Copperfield pourrait être son élève!

Nancy Béland
Québec

Et puis quoi encore?

Gel des frais des CPE, gel des frais d'université, gel des tarifs d'Hydro, et puis quoi encore? Comment quelqu'un qui a deux sous de bon sens peut-il exiger le gel du prix de tous les services quand leurs coûts croissent au moins à la vitesse de l'inflation? Comment des hommes et femmes politiques censés être responsables peuvent-ils embarquer là-dedans? Tous ces citoyens habitués à tout avoir sans rien payer sont-ils prêts à accepter aussi un gel de leurs salaires? Le véritable gel, ce serait d'indexer ces prix à l'inflation ou sur un autre indice significatif. Le gel actuel est en fait une baisse tarifaire sans fondement. Le pire, c'est que ceux qui revendiquent cette ineptie économique sont souvent proches du PQ. Comment peuvent-ils avoir l'illusion de créer un nouveau pays viable si leur premier souci est d'appauvrir ainsi l'État? À moins que la recette ne soit encore une fois de faire payer les « riches » qui gagnent plus de 40 000 $ par an. Ou de nommer président du nouvel État du Québec nul autre que le père Noël.

Philippe Riondel

Minoritaire, pourquoi pas?

Qui a peur de la possibilité qu'on se retrouve avec un gouvernement minoritaire à Québec, le 26 mars? Certains politiciens, bien entendu! Négocier, accepter des compromis, tisser des alliances, chercher le consensus, que de travail fatigant! Toutefois, un gouvernement minoritaire serait plus représentatif de la réalité politique québécoise. Conséquence de notre système électoral, un parti forme souvent un gouvernement majoritaire même si ses candidats n'ont été choisis que par une minorité d'électeurs. Ainsi, en 2003, avec 46 % du vote populaire, le PLQ s'est vu attribuer 76 sièges sur 125 à l'Assemblée nationale pour former l'actuel gouvernement majoritaire. Pire: en 1998, avec 42,9 % des voix, le PQ a obtenu 76 sièges, alors que le PLQ,

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE
L'Assemblée nationale du Québec.

dont les candidats ont été élus par 43,6 % des votants, n'en a récolté que 48! Notre système de scrutin par circonscription permet de telles anomalies. Ainsi élu, le gouvernement, soi-disant majoritaire, tend à se comporter comme détenteur du pouvoir quasi absolu. Les fusions municipales décrétées par le PQ et les récentes lois promulguées sous le bâillon par le PLQ sont le résultat de gouvernements abusant de leur statut « majoritaire ». La réforme du mode de scrutin pour y introduire un élément de proportionnalité a été promise par le PQ dès 1969. Malgré le fait que tous les partis se soient entendus sur l'opportunité de cette réforme, en 2003, et que 60 % de Québécois la souhaitent, sa mise en oeuvre piétine. Alors, si nous ne pouvons pas profiter du scrutin proportionnel, ayons au moins un gouvernement minoritaire, permettant l'expression de la pluralité des opinions citoyennes. Dans notre monde complexe, aux enjeux multiples, il est plus que temps que les politiciens respectent davantage la démocratie.

Jana Havrankova
Saint-Lambert

FORUM

Candidats et candidates

LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Mario Dumont a goûté au virus qui avait affecté la campagne de son ami Stephen Harper en 2004: des candidats qui parlent trop, et qui disent sans fard le fond de leur pensée au risque de faire passer le parti pour une formation de droite épaisse plutôt que pour un parti distingué de centre-droit.

Le problème de l'ADQ, toutefois, est pire que celui auquel se heurtaient les conservateurs fédéraux: les incidents mettant en scène des candidats trop candides (qui avouaient, par exemple, leur opposition à l'avortement ou à l'immigration) étaient relativement isolés, le PC ayant par ailleurs un bon réservoir de candidats disciplinés.

À l'ADQ, c'est autre chose. On dirait que ce parti, qui existe tout de même depuis 15 ans, vient de pousser comme un champignon né de la dernière pluie.

Exit M. Plante pour ses propos masculinistes, exit M. Raymond pour ses propos xénophobes. Pendant toute la semaine dernière, au beau milieu de la campagne électorale, la candidate adéquiste dans Bonaventure était en Floride avec ses enfants... dont le père se présente, quant à lui, dans Montmorency, à 400 km de là, ce qui illustre assez éloquemment le caractère fictif de ces candidatures improvisées.

Enfin, autre signe sérieux de l'absence de bénévoles, c'est la même personne qui agit comme agent électoral dans 91 circonscriptions, alors que les partis sérieux en ont un par circonscription.

Bref, après avoir participé à trois élections générales, l'ADQ reste une coquille vide. Un œuf creux comme un coco de Pâques orné de la tête photogénique de Mario Dumont.

Le plus drôle, c'est l'excuse inventée par le politologue Guy Laforest pour expliquer les déboires du parti dont il fut naguère le président: cette improvisation serait la faute à Jean Charest, qui aurait empêché l'ADQ de se préparer en déclenchant des élections à brûle-pourpoint! (D'où, toujours selon M. Laforest, la nécessité d'élections à date fixe.)

Des élections-surprises? Il y avait six mois (depuis la fin de l'été, en fait) qu'on vivait dans des rumeurs d'élections! Non seulement on les voyait venir, mais il se trouve que ces élections ont lieu quatre ans après les précédentes, ce qui est tout à fait dans la norme. Le *timing* était donc éminemment prévisible.

////////////////////////////

LES LIBÉRAUX. – En tant que gouvernement sortant, le PLQ a moins de malchance avec ses candidats (la plupart sont déjà députés), exception faite évidemment de Pierre Paradis... lequel, incidemment, n'a jamais été aussi populaire dans les médias que depuis qu'il a été exclu du Conseil des ministres.

Après avoir participé à trois élections générales, l'ADQ reste une coquille vide.

C'est néanmoins à une candidate libérale qu'il faut reconnaître la palme de la déclaration la plus absurde (et la plus nocive aussi, dans une province où le tiers de la population n'a pas de médecin de famille).

« Une personne en santé n'a pas besoin d'un médecin de famille », déclarait l'autre jour Charlotte L'Écuyer, députée-sortante de Pontiac.

Le pire, c'est que M^me^ L'Écuyer est adjointe parlementaire au ministre de la Santé et qu'elle a déjà dirigé un CLSC! Si le domaine de la santé est aux mains de gens comme elle, pas étonnant que les choses marchent mal!

En comparaison, les grossières diatribes des moutons noirs adéquistes sont moins graves car on sait bien que ces personnages n'auront jamais de postes de responsabilité au gouvernement. Mais dire à la population que seuls les gens malades ont besoin d'un médecin de famille, c'est aberrant. Et la prévention, alors?

En s'expliquant, la dame s'est encore plus enfoncée: « Entre le besoin et l'accès, dans ma tête, il y a une différence », dit-elle. C'est plutôt la confusion qui semble régner dans sa tête.

////////////////////////////

LES PÉQUISTES – De ce côté, ce qui frappe c'est l'absence de l'« équipe de rêve » promise par André Boisclair. Et une incongruité qui serait presque drôle s'il ne s'agissait pas de fausse représentation.

Pour masquer le fait que ses rares candidats vraiment issus des minorités culturelles ont été relégués dans des circonscriptions imprenables, M. Boisclair nous présente comme candidats issus des minorités Marie Malavoy (parents français, ici depuis l'âge de trois ans), Pierre Curzi (père italien) et François Rebello (père indien)... M. Curzi, qui a tout du « pure laine » sauf le nom, avait l'air très mal à l'aise de se voir catalogué de la sorte. On le comprend.

TENDANCES LOURDES

Le débat des mal-aimés

Entre Charest, Boisclair et Dumont, le gagnant sera probablement celui qui aura perdu le moins

JEAN-HERMAN GUAY

L'auteur est politologue à l'Université de Sherbrooke.

PHOTO RYAN REMIORZ, PC, ARCHIVES LA PRESSE

Bernard Landry serre la main de Jean Charest (à droite) sous le regard amusé de Mario Dumont quelques minutes avant le débat des chefs, de mars 2003.

La montée de l'ADQ, enregistrée par les maisons de sondage, s'explique-t-elle par une « dumontmania »? Il est permis d'en douter. Si la personnalité de Mario Dumont provoquait un tel phénomène, il n'aurait pas fallu attendre sa quatrième élection pour qu'on le constate! Des candidatures de prestige se seraient liées à son destin. Enfin, personne n'aurait prédit la mort de son parti ou souhaité que Lucien Bouchard en prenne la direction, comme en mai 2006!

La force de Mario Dumont ne renvoie pas à sa personnalité, mais à son habileté à rebondir. Premièrement, il s'est fait le porte-parole d'un nationalisme de droite, latent, mais néanmoins présent dans bien des régions. Deuxièmement, il a su profiter des faiblesses de ses deux adversaires. Dans la mesure où 60 % des Québécois ne veulent pas d'un référendum sur la souveraineté et que 57 % d'entre eux sont insatisfaits du gouvernement libéral, il ne reste, exception faite des petits partis, qu'une option: l'ADQ. Si certains se reconnaissent en lui, c'est que par comparaison les autres semblent moins attrayants.

Nul doute que, du côté des péquistes et des libéraux, il y a peu d'engouement à l'endroit du chef. Depuis 1998, Jean Charest, sauf à quelques moments bien précis, n'a jamais été applaudi par une large proportion de Québécois. Il a même provoqué un niveau d'insatisfaction record: jamais un gouvernement n'a été aussi impopulaire aussi longtemps. Il y a moins d'un an, 65 % des répondants à un sondage Léger Marketing souhaitaient son départ. Quant à André Boisclair, le courant ne passe pas entre lui et une majorité de Québécois: seulement 19 % des répondants l'estiment « le plus apte à gouverner », soit 10 points de moins que son parti.

Débat de ce soir

Ce sont donc trois mal-aimés qui débattront ce soir devant plus de deux millions de Québécois. Deux d'entre eux jouent leur avenir. Et tous jouent gros, notamment parce que personne n'a oublié le débat de 2003. Alors que péquistes et libéraux étaient quasi à égalité avant le débat, l'équipe de Jean Charest a gagné cinq points dans les jours qui ont suivi l'affrontement télévisé et les péquistes en ont perdu autant: les libéraux ont ainsi obtenu l'un des très bons scores de leur histoire et les péquistes de Bernard Landry, l'un des pires. Plus l'électorat est changeant et fragmenté, plus un débat est lourd de conséquences.

Que doivent-ils faire? En fin de parcours, chaque chef doit généralement chercher à gagner les segments les plus volatiles de l'électorat. Moins informés, plutôt ambivalents, souvent distants de l'actualité politique, ce sont ces électeurs que visent les machines partisanes. Ratisser au centre sans perdre les plus convaincus, tel est le défi des trois chefs pour la période qui s'ouvre avec le débat!

Mario Dumont doit démontrer qu'il peut, par son nationalisme modéré, déverrouiller les affrontements traditionnels et « faire la différence » en détenant un bon nombre de sièges. Toute son attitude doit projeter une image de force, doublée de souplesse, illustrant sa capacité à innover, à défaut de diriger le Québec. Conscient de la faiblesse de son équipe, il peut faire valoir, si besoin est, qu'il pourrait aller chercher des ministres à l'extérieur de la députation comme René Lévesque ou Robert Bourassa l'ont déjà fait. Attaqué pour l'absence de cadre financier et l'ampleur des dépenses qu'il propose, il peut certes prétexter l'attente du budget fédéral, mais il doit impérativement avancer quelques chiffres pour éviter de reproduire le cafouillage de *Tout le monde en parle*.

Plus l'électorat est changeant et fragmenté, comme cette année, plus un débat est lourd de conséquences.

Jean Charest peut, quant à lui, tabler sur le pragmatisme des électeurs. Reconnaître ses erreurs, comme il l'a déjà fait, constitue une attitude qu'il pourrait afficher dès l'ouverture. Attaqué sur son bilan, il peut mettre l'accent sur les efforts accomplis et les progrès réalisés. Les adverbes « solidement », « sûrement » et « prudemment » pourraient s'inscrire en filigrane dans son discours. Sans aucun doute, il doit mettre l'expérience de son équipe de l'avant. Des trois, il est perçu comme le meilleur « debater ». Sera-t-il en mesure de rééditer l'exploit de 2003 et sortir une carte surprise de sa manche? Ça reste à voir.

André Boisclair est le plus mal-aimé des trois: son parti connaît une chute sans précédent. Il n'a jamais fait de pareils débats. Cependant, compte tenu de l'absence de Québec solidaire et des verts à cet exercice, il peut d'abord ratisser le centre-gauche en jouant la carte de la social-démocratie, concept-clé de la culture politique québécoise. Ensuite, on devine qu'il jouera la carte du « grand rêve » pour amener les souverainistes aux urnes. Quant à l'urgence référendaire, il pourrait profiter de cette occasion pour montrer qu'il n'est pas suicidaire et qu'il ne serait pas, à titre de chef de gouvernement, l'otage de l'empressement de sa base militante. S'il ne parvient pas à projeter une image de premier ministre, il doit viser à « sauver les meubles ». Bon côté: les attentes à son endroit sont peu élevées.

Bref, la soirée sera à haut risque pour les trois hommes. En fait, il n'existe aucune recette et le gagnant sera probablement celui qui aura perdu le moins.

RÉPLIQUE

Vendre sans agent immobilier: pas si facile!

SERGE BROUSSEAU
L'auteur s'exprime au nom du RE/MAX du Cartier Inc.

Je désire répliquer à un article de Marc Tison, publié dans *La Presse* du 25 février et intitulé « Vendre sans agent, sans commission... et sans problèmes? »

Ce reportage pouvait laisser croire qu'il était relativement simple de vendre sa maison soi-même. Mais je vous mettrais au défi de rédiger une promesse d'achat pour une copropriété indivise, conditionnelle à la vente de la propriété d'un acheteur qui compte payer avec 25 % de comptant provenant du produit de la vente de sa propriété actuelle et une hypothèque. Pas si facile, n'est-ce pas? C'est pourtant le travail quotidien des agents immobiliers.

Les agents immobiliers ont l'expérience et les outils nécessaires pour protéger les intérêts des vendeurs et des acheteurs de maisons. Ils évaluent la juste valeur marchande d'une propriété et négocient le meilleur prix, aux meilleures conditions. Ils planifient la mise en marché, se chargent de la publicité dans les journaux et sur Internet, organisent des visites libres et collaborent avec le notaire et l'inspecteur en bâtiments.

Protection des consommateurs

Le travail des agents immobiliers est encadré par l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec (ACAIQ), dont la mission est la protection du public. Les agents détiennent également une assurance responsabilité professionnelle, couvrant les erreurs et omissions, et contribuent à un fonds d'indemnisation offrant un recours en cas de fraude.

De son côté, comment un propriétaire peut-il s'assurer que l'acheteur qui lui offre le meilleur prix est honnête et sérieux? Comment peut-il être certain que cet acheteur ne tentera pas de modifier son offre à la suite de l'inspection ou de l'annuler à la dernière minute? Comment peut-il éviter les problèmes et les poursuites en justice?

Effectivement, il est très facile de diffuser une photo sur Internet ou de poser une affiche « À vendre » devant sa maison. Mais une fois l'acheteur intéressé, il devient plus complexe de réaliser la transaction de façon conforme et sécuritaire.

Le travail des courtiers et des agents immobiliers ne se résume pas à une simple commission. Ce sont des spécialistes de la commercialisation et de la négociation au service des consommateurs. Après avoir réalisé votre transaction, vous serez heureux d'avoir bénéficié de l'expérience d'un professionnel.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

Premières de classe.

« Meilleure voiture » dans la catégorie petite voiture de 18 000 $ et moins.

- Selon AJAC

Fit Sport 2007 illustrée

Fit DX 2007

Prix de location à partir de

178 $* **par mois/48 mois**

0 $ **dépôt de sécurité**

Incluant **96 000 km**
Transport et préparation inclus en location seulement

Taux de financement à l'achat à partir de

>2,9 %†

Berline Civic DX 2007

Prix de location à partir de

198 $* **par mois/48 mois**

0 $ **dépôt de sécurité**

Incluant **96 000 km**
Transport et préparation inclus en location seulement

La Civic :
voiture la plus vendue au Québec.

Berline Civic LX illustrée

ÉVÉNEMENT CONDUISEZ GAGNANT

hondaquebec.ca

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez hondaquebec.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

OUI, ON A FAIT LE PLEIN
Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

HONDA

3459317A

3467461A

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2007 mentionnés ci-après. Période de location de 48 mois. Pour les véhicules, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. Fit DX 2007 (modèle GD3727E) : a) 178 $, b) 3 305 $, c) 11 849 $. Berline Civic DX 5 vitesses (modèle FA1527E) : a) 198 $, b) 2 756 $, c) 12 260 $. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. †Financement : 2,9 % pour 36 mois, 3,9 % pour 48 mois, 4,9 % pour 60 mois. Excluant les modèles Si et Hybride. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. L'offre n'est pas transférable et ne peut être jumelée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Valide seulement chez vos concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée sujette à changement sans préavis par le manufacturier.